



10

Association et Prévoyance sociales
(membres.)

1940

MM.

ETANT.
René CONVERSET.
D. RAIGNEZ.
Maurice DORMANN.
EVEN.
FRANÇOIS-SAINT-MAUR.
François du FRÉTAY.
GADAUD.
GAILLEMIN.
GILBERT.
Justin GODART.
Louis GROS.
GUYONNET.
JOIN-LAMBERT.
LAVERGNE.
LÉCULIER.

LE GORGEU.
FIRMIN LEGUET.
LISSAR.
LOUBAT.
MAROSELLI.
Raymond MARTIN.
Henri MAUPOIL.
Eugène MILLIÈS-LACROIX.
MIROUEL.
Louis MOURIER.
Edouard NÉRON.
NEYRET.
Léopold ROBERT.
Camille ROLLAND.
Henri SELLIER.
SIREYJOL.
URBAN.
Emile VINCENT.

PAPETERIE
IMPRIMERIE

FORTIN

59, Rue des Petits Champs, PARIS

N°

459



pour avoir un
objet semblable
rappeler le N°

Mod. 128

Sénat

Procès-verbaux
des séances
de la Commission de l'Hygiène,
de l'Assistance, de l'Assurance et de
la prévoyance sociales.

—
6 avril 1938 — 28 février 1940.
—

Mercredi 6 avril 1938

Réunion commune avec les membres
de la Commission de Législation

Présidence de M. Even.

Présents : M. Chauveau, Gasnier-Duparc,
Le Gorgeu, Coucureux, Pernot, des Rotours,

Accidents
du Travail.

M. Chauveau expose qu'en votant l'amendement
21 de M. Gros, le Sénat a fait disparaître
une partie du texte qui réglait la question
du salaire ^{journalier} ~~hebdomadaire~~ défini : le 6^e du
Salaire hebdomadaire.

M. Gasnier-Duparc expose que l'amende-
ment reprend le texte de la loi de 1898 sur
ce point.

Mais, "avant la loi de 40 heures" dit M. Chauveau.
M. Gasnier-Duparc répond que des décrets légaux
prévoient, pour certaines professions, les 5 x 8.
Ce fut d'ailleurs le cas pour la semaine
anglaise.

M. Gros dit que la Cour de Cassation s'est prononcée
pour les 5 x 8.

M. Pernot conteste cette affirmation. Dans tous
les cas, on arriverait à des inégalités flagrantes
selon que, de deux usines similaires, l'une
fera 5 jours et l'autre 6 jours, pour un
même salaire hebdomadaire de 40 heures.

M. Pernot donne lecture d'une circulaire
ministérielle qui indique qu'on doit diviser

par six.

M. Chauveau cite une circulaire analogue du ministre de la guerre.

M. Gros dit que le vote est acquis.

M. Pernot proteste. S'il avait pensé que l'amendement tranchait la question, il aurait demandé la parole.

M. Gros répète que le cas est tranché.

M. Pernot ne l'admet que si l'ouvrier est payé à la journée.

M. Coucoureux est d'avis qu'on peut rechercher le moyen de préciser par un nouveau texte.

M. Chauveau dit que le Sénat n'a certainement pas voulu voter ce que dit M. Gros. Pourquoi ne pas demander une seconde lecture ?

M. Pernot ~~ne~~ est ~~pas~~ d'avis qu'étant donné la complication des textes, cela serait utile. Le Sénat est en face d'une controverse, il faut la trancher.

M. Gros dit que la question est posée par la proposition (à la chambre) de M. Kageran.

M. Gasnier-Duparc est aussi de cet avis, il suffirait de dire qu'on diviser le salaire hebdomadaire ~~diviser~~ "par le nombre de jours ouvrables."

M. Pernot voudrait commencer le paragraphe réservé par une définition du salaire journalier.

M. de Rotours propose un texte se référant aux salaires des ouvriers travaillant régulièrement à des travaux similaires.

M. Gasnier-Duparc propose de supprimer

du paragraphe les mots "salaire discontinu")

M. Pernot estime qu'il faut établir des règles variables pour le salaire variable et pour le salaire discontinu.

M. Gasnier-Duparc voudrait prendre le salaire annuel comme base pour les ouvriers à travail discontinu. Ainsi on arriverait à réduire les injustices.

M. Pernot conclut qu'il faudrait - en cas de salaire discontinu - calculer l'indemnité journalière comme on fait la rente.

M. des Rotours lit le texte de la loi de 1898 (salaire variable).

M. Evén propose de maintenir cette solution.

M. Pernot propose 3 alinéas : 1^o l'alinéa voté, 2^o un alinéa pour le salaire variable, 3^e un alinéa pour le travail discontinu.

La commission, pour le 2^o, reprend le texte de la loi de 1898. Une rédaction sera fournie avec l'aide de M. Pernot.

Art. 9. Am^t 37 (~~300~~) 101 (Clamamus.)

M. Gasnier-Duparc donne un texte proposé par M. Jauguier.

M. Pernot trouve l'amendement Clamamus inutile.

M. Gasnier-Duparc est du même avis, l'ouvrier continuant, en tout état de cause, à toucher les allocations familiales.

M. des Rotours conteste, dans le cas d'un ouvrier rentier de 10% ayant quitté le travail : il ne toucherait plus ses indemnités familiales.

M. Gasnier-Duparc et Pernot citent des passages

des docteurs. On propose de prendre un texte déposé par le gouvernement & en 1933.

Ajouter à la fin du 2^e alinéa l'art 9.
" Toutefois, les allocations familiales ne sont pas en compte pour la détermination du salaire servant de base à la fixation des rentes, si la victime de l'accident bénéficie des dispositions de la loi du 11 mars 1932."

Alinéa 2 (art. 9.)

M. Coucoureux discute les mots "dans la catégorie" et préfère "entreprise". Il dit que cela serait meilleur pour l'ouvrier, certains ouvriers ayant été descendus de catégorie, par suite du resserrement de l'entreprise.

Alinéa 3. Même obsⁿ (il y a ici un amend^t de M. Coucoureux (n° 104.)

M. Gros est favorable à cet amendement, mais ~~il faut~~ M. Pernot préférant reprendre le texte de la loi de 1898, qui est plus clair. Il suffirait d'y ajouter ce qui a trait aux allocations familiales. M. Gasnier Duparc demande "remunération effective totale." Accord général; pourtant M. Gasnier Duparc fait une réserve.

Pour l'alinéa 3, sur la propⁿ de M. Pernot, on revient au texte de la loi de 1898. (adopté)

Ensuite revient le "toutefois" relatif aux allocations

Alinéa 4. supprimé (disparaît par l'am^t fin in fine)

Alinéa 5. Amend^t Gros n° 37 x M. Gasnier Duparc propose de viser les 2000 heures par an.

M. Gros, puis M. des Rotours proposent des modifications à l'amendement.

dans l'entreprise

On dirait : "... n'a pas effectuée (la totalité
 de travail correspondant aux jours)
 des jours honorables prévus pour celle-ci"...

M. G. Duparc :

Page 2 de l'am^t 4^e ligne, on dira "a gagné"

Demain à 14^h 1/2 même local

Tout 7 Avril 1938.

La sous-commission termine l'examen
 et l'établissement des textes

MERCREDI 1er JUIN 1938

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Correspondance.

II - Désignation de Rapporteurs:

- a) Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant modification et extension des dispositions de la loi du 22 mars 1935 sur le statut des grands mutilés de guerre. (n° 221 - 1938)
- b) Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à étendre aux veuves des militaires de l'armée de l'air retraités en vertu du décret du 25 juin 1934, les dispositions du décret du 30 juin 1934 relatif à l'application de l'article 23 de la loi du 14 avril 1924 (n° 263 - 1938)

Présidence de M. Even

Présents: Mm. Brom, Leguet, Caubru, Marzelli, Chassaing, Rd Martin, Dormann, Rogé, Join-Lambert, Urban, Mizonel, E. Vincent, Le Gorgeu, Gadand, de Rotours, Millès-Lacroix, François-St-Maur, Manger.

I. Rien.

- II. a) M. Rogé est désigné.
b) M. Marzelli est désigné.*

221-1938

Grands Mutilés. M. Rogé fait un exposé de la question. Il signale les lacunes du texte de la Chambre, mais demande à la Commission de l'adopter, les intéressés en demandant le vote rapide.

M. le président expose que le ministre des pensions voudrait faire voter le projet avant la séparation et expose qu'il a reçu lui-même les mutilés pour gagner du temps.

Il leur a promis que le rapport de la commission serait déposé rapidement. Mais il reste à obtenir l'avis de la commission des finances.

M. le président demande à la commission de faire connaître au plus tôt son avis.

L'affaire reviendra mercredi en séance de la commission.

M. Dormann pense qu'il faudra faire certaines réserves dans le cours du rapport. Il explique pourquoi tous les cas intéressants n'ont pu avoir satisfaction, en raison de la parcimonie du ministère des finances. Il est d'accord pour ne pas modifier le projet pour le faire aboutir.

M. des Rotours s'inquiète du sort fait aux victimes civiles. M. Rogé le rassure : elles sont incluses dans le nouveau texte. M. des Rotours déposera demain le rapport en blanc.

La commission règle son ordre du jour

VENDREDI 10 JUIN 1938

A SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Correspondance.
- II - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant modification et extension des dispositions de la loi du 22 mars 1935 sur le statut des grands mutilés de guerre, (N° 221 - 1938). - M. ROGE, Rapporteur.
- III - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le § 3 de l'article 1er de la loi du 18 août 1927 relative à l'exercice de l'art dentaire par les dentistes diplômés ou non diplômés d'Alsace et de Lorraine (N° 243-1937) - M. LE GORGEU, Rapporteur.
- IV - Proposition de loi de M. BROGLY tendant à étendre le bénéfice de l'art. 1er de la loi du 26 juillet 1935 aux jeunes Français dont les parents résident à l'étranger et qui justifieraient de diplômes étrangers reconnus équivalents aux diplômes français. (N° 261- 1937) M. RAYMOND MARTIN, Rapporteur.

Présidence de M. Even

Présents : Mm. Rolland, Le Gorgeu, Rogé, Raymond Martin, Chassaigne, Gadaud.

Désignation d'un rapporteur. M. Raymond Martin est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de M. Guérin et d'un certain nombre de ses collègues tendant à étendre à tous les assurés sociaux mutualistes, quels que soient les praticiens choisis par eux, les avantages concédés par les sociétés de secours mutuels et autres organismes mutualistes (N° 296 - 1938).

I. M. le président donne connaissance des lettres qu'il a reçues.

II. 221-1938.

Grands mutilés. M. Rogé présente son rapport. Il signale à la commission certaines rectifications qu'il lui semble utile et nécessaire de proposer.

Si le rapporteur a eu faire certaines réserves, il accepte néanmoins, pour gagner du temps, le dispositif adopté par la Chambre des députés.

M. Raymond Martin trouve inadmissible que l'on donne 18.000 fr. de pension aux tuberculeux au lieu de les placer dans des sanatoria où ils ne coûteraient que 12.000 fr au maximum. En dehors de l'intérêt pécuniaire, cette façon de procéder présenterait le double avantage d'éviter la contamination des membres de la

famille et de guérir plus sûrement et plus rapidement le malade.

M. le président fait remarquer qu'il faut se hâter car la commission de finances n'est pas très partisan de l'adoption du texte.

M. Rogé, d'accord avec les intéressés, signale que la ~~loi~~ loi doit être votée avant la fin de la session; mais la commission de finances, chargé de l'avis, s'avère incapable de le donner pas suite de l'absence des renseignements qu'elle a demandés et que le ministère ne lui a pas envoyés.

La commission décide de soumettre le dispositif voté par la Chambre des députés aux délibérations du Sénat. M. Rogé est autorisé à faire imprimer son rapport dans le plus bref délai de façon que la discussion puisse s'instaurer la ^{semaine} prochaine si possible.

M. Rogé se fait l'interprète des associations de mutilés pour remercier la commission de la diligence qu'elle a apportée à examiner cette question si importante et à laquelle les mutilés et victimes de la guerre attachent un intérêt particulier. Il demande l'autorisation de faire un court communiqué à la presse pour faire connaître que les conclusions de son rapport ont été adoptées à l'unanimité par la commission. La commission accepte.

III et IV. 243-1937 et 261-1937 - Exercice de l'art dentaire en Alsace et en Lorraine - Diplôme étrangers.

Les sénateurs alsaciens ont manifesté l'intention d'être entendus par la commission. En raison de leur absence et comme M. Le Gorgeu, rapporteur, conclut défavorablement, la commission, par simple délicatesse, décide de renvoyer l'examen de ces deux affaires à huitaine.

La commission règle son ordre du jour. M. Gadand signale qu'il aura des observations assez longues à présenter sur le projet de loi relatif à la protection de la maternité et de l'enfance, projet de loi dont il est le rapporteur (N° 4-1937).

Prochaine réunion mercredi 15 juin, 16h30, Salle Léon Bourgeois.

MERCREDI 15 JUIN 1938

A SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le § 3 de l'article 1er de la loi du 18 août 1927 relative à l'exercice de l'art dentaire par les dentistes diplômés ou non diplômés d'Alsace et de Lorraine (n° 243 - 1937) - M. LE GORGEU, Rapporteur.
- II - Proposition de loi de M. BROGLY tendant à étendre le bénéfice de l'art. 1er de la loi du 26 juillet 1935 aux jeunes Français dont les parents résidaient à l'étranger et qui justifieraient de diplômes étrangers reconnus équivalents aux diplômes français. (n° 261 - 1937) M. RAYMOND MARTIN, Rapporteur.
- III - Projet de loi relatif au renforcement de la protection de la maternité et de l'enfance. (n° 4 - 1937) M. GADAUD, Rapporteur.

Présidence de M. Even.

Présents : M. M. de Rotours, Raymond Martin, Leguet, Lissas, Lécuyer, L. Robert, François Saint-maur, Brom, Lavergne, Rogé, Millès-Lacroix, Chassaing, Gadaud, Rohand, Bauger, Dormann.

Grands mutilés. M. le président donne connaissance d'une note du Ministre de Finances. Cette note est renvoyée au rapporteur, M. Rogé.

Correspondance. Lettre des tuberculeux traumatiques. (renvoyée à M. Rogé.)

Lettre du Ministre du Travail demandant le vote des projets 53-54-56-57 de 1938 (rapporteur. M. Dormann). M. Dormann accepte de présenter ses rapports à la prochaine séance.

M. Le Gorgeu présente son rapport.

Ce rapport conclut au rejet de la proposition.

M. Brom défend celle-ci. Les Alsaciens et les Lorrains ne sont pas responsables du régime allemand de l'art dentaire. Il expose que ce régime donnait toutes garanties à la population. Beaucoup de

Dentistes
d'Alsace et
Lorraine
243-1937

Français sont venus travailler en Alsace pour bénéficier du régime local des assurances sociales, qui ~~met~~ met les soins dentaires à la charge des caisses.

Il n'y a que justice à demander le maintien de situations acquises. Certains des intéressés sont déjà établis sur le territoire français d'avant-guerre et ont donné satisfaction. D'autre part, on ne pouvait demander aux jeunes gens, avant le 11 novembre 1918, de s'engager à commencer leur apprentissage.

Entre le 11 nov. 1918 et le 24. sept. 1919, on ne peut encore faire grief à ces jeunes gens de n'avoir pas prévu le changement de la législation. M. Brom demande l'adoption de la proposition.

M. François-Saint-Maur ^{la proposition} observe que le rejet de la proposition n'aggraverait pas la situation des intéressés.

M. Brom répond que sans la guerre, ils auraient pu, au mieux théoriquement, exercer en Allemagne.

M. de Jorger, rapporteur, est d'avis qu'on a été très large pour ces apprentis anciens dentistes, qui entraient en apprentissage à 14 ans. On leur a accordé, sur simple certificat de leur patron, le droit d'exercer en Alsace et Lorraine. C'est suffisant.

M. Brom insiste sur la qualité des soins dentaires en A. L. avant la guerre.

Mais M. Leculier explique qu'il s'agit des aînés des apprentis que l'on veut faire bénéficier de la proposition.

M. Chassaing s'oppose, lui aussi, à la proposition.

M. Brom propose de voter par division.

M. Le Gorgeu repousse les deux paragraphes.

M. François. Saint-Maur accepterait le 3^e paragraphe et l'article unique.

Les deux premiers paragraphes ne sont pas adoptés.

Le § 3. "Pourront également... etc..." est mis en discussion. Il ~~trise~~ donnerait le droit d'exercer aux apprentis ayant commencé leur apprentissage entre le 11 novembre 1918 et septembre 1919.

M. Chassaing demande l'avis des syndicats médicaux alsaciens.

M. Le Gorgeu répond qu'ils sont hostiles à ce paragraphe.

M. Le Gorgeu ajoute que les intéressés peuvent exercer déjà la profession de mécaniciens-dentiste.

M. Brom estime que ces jeunes gens sont très peu nombreux.

Les conclusions du rapporteur (rejet) sont adoptées.

II.

261. 1937. M. Raymond Martin donne lecture de son rapport. Il propose l'adoption au Equivalences. Texte d'une addition en restreignant la portée aux diplômes étrangers "délivrés avant la promulgation de la loi."

M. Brom n'est pas hostile à cette adjonction.

M. des Rotours propose de supprimer

le mot "jeunes" et de dire aux "Français" (adopté.)

M. Lejoly propose d'ajouter de la cuisine et de l'art dentaire. (adopté.)

L'addition du rapporteur est adoptée.

L'ensemble du texte est adopté.

M. Rd Martin ~~peut~~ est autorisé à déposer son rapport.

4-1937

Protection de l'enfance -

M. Gadaut demande une première discussion avant d'adopter un projet de rapport. Le projet est en effet très complexe, il comprend deux parties différentes : médicale et morale.

Le renforcement de la protection médicale comporte trois articles dont l'un crée les "maisons maternelles". M. Gadaut demande l'avis de la commission. La commission accepte et l'obligation de ces "maisons maternelles".

2^e le projet rend obligatoires les "pouponnières" (adoption).

M. Gadaut serait d'avis de faciliter l'adoption de l'enfant assisté par ses parents nourriciers. La commission approuve et autorise M. Gadaut à travailler dans ce sens.

Quant à la 1^{re} partie du projet, protection morale, M. Gadaut est d'avis qu'elle concerne plutôt la (2^e) législation civile. (question de la déchéance paternelle.) Il expose cependant le détail du projet.

Le projet crée une catégorie d'enfants "surveillés" (enfants recueillis spontanément par

des particuliers ou des oeuvres.

Naturalisations. Le projet prévoit qu'au bout de 5 ans d'A.P., l'enfant étranger deviendra français sauf opposition de l'Administration.

M. François-Saint-Maur fait des réserves sur les enfants "surveillés."

M. des Rotours également.

M. François-Saint-Maur craint que l'on "mette en carte" tous les enfants de France.

L'article sera cependant mis à l'étude.

M. Gadant est autorisé à établir un rapport.

M. Mauger demande à être chargé de l'avis sur la proposition 297-38. (divorcée en cas d'aliénation mentale.) (adopté.)

Séance levée à 18^h 10.

MERCREDI 14 DECEMBRE 1938

à SEIZE heures TRENTE

(Salle Léon Bourgeois)

ORDRE DU JOUR :

1- Correspondance .

2- Désignation de rapporteurs :

- a) Proposition de loi de M. Taurines, relative aux sociétés de secours mutuels (n° 74 - 1938).
- b) Proposition de loi de M. Maurice Viollette tendant à autoriser le divorce en cas d'aliénation mentale de l'un des époux. (n° 297 - 1938) (Pour avis).
- c) Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la proportion des emplois réservés aux mutilés et anciens militaires bénéficiaires des lois des 30 janvier 1923 et 18 juillet 1924, en ce qui concerne les fonctions de contrôleur et de commis des contributions diverses du Gouvernement général de l' Algérie. (n° 332 - 1938).

3- Règlement de l'ordre du jour .

Présidence de M. Even .

Présents : M. M. Lissar, François-Saint-Maur,
L. Robert, Urban, Lellier, Bouilly, Lavergne,
Rd Martin, Léculier, des Rotours, E. Vincent,
Le Jorger, Mirviel, Mellestanoix, Jm Lambert,

I M. le président donne lecture de la correspondance .
Les documents sont remis aux rapporteurs intéressés

II a). On demandera à M. Taurines s'il maintient sa proposition, déposée il y a dix mois et non distribuée.
b) M. Lavergne
c) M. des Rotours

III

M. François-Saint-Maur voudrait une entente entre les présidents pour éviter le chevauchement des commissions. Il demande que l'on puisse assister à toutes les commissions.

Il félicite le président de sa réélection.

Celui-ci le remercie. Il regrette le départ de M. Beauger.

M. le président fera le possible pour que satisfaction soit donnée à M. François-Saint-Maur. On avait suggéré de consacrer le jeudi aux commissions, mais beaucoup de sénateurs ne veulent pas de séances publiques le vendredi.

La commission maintient pour l'instant 16^h30 le mercredi. Elle demandera que les autres commissions se réunissent à 15^h le mercredi et le jeudi matin.

Séance levée à 17 heures.

8

MERCREDI 21 DECEMBRE 1938

A SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

1/ Projet de loi adopté par la Chambre des Députés tendant à la ratification du projet de convention concernant l'assurance-invalidité obligatoire des salariés des entreprises agricoles (N°53 - 1938. - M. DORMANN, Rapporteur.

2/ Projet de loi adopté par la Chambre des Députés tendant à la ratification du projet de convention concernant l'assurance-vieillesse obligatoire des salariés des entreprises agricoles. (n°54-1938). - M. DORMANN, Rapporteur.

3/Projet de loi, adopté par la Chambre des députés tendant à la ratification du projet de convention concernant l'assurance invalidité obligatoire des salariés des entreprises industrielles et commerciales, des professions libérales, ainsi que des travailleurs à domicile et des gens de maison, adopté par la conférence internationale du travail dans sa 17ème session tenue à Genève du 8 au 30 juin 1933 (N°56-1938) - M. DORMANN, Rapporteur.

4/ Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés tendant à la ratification du projet de convention concernant l'assurance-vieillesse obligatoire des salariés des entreprises industrielles et commerciales, des professions libérales, ainsi que des travailleurs à domicile et des gens de maison, adopté par la conférence internationale du travail dans sa 17ème session tenue à Genève du 8 au 30 juin 1933 (n°57-1938) - M. DORMANN, Rapporteur.

5/ Proposition de loi de M. Henri SELIER, relative à la répression du charlatanisme médical et pharmaceutique (420-1937) - M. HENRI SELIER, Rapporteur.

6/ Examen de la liste des projets et propositions de l'ordre du jour de la Commission.

Présidence de M. Even.

Présents : MM. Justin Godart, Cauteau, Join-Lambert, Molliez-Lacroix, L. Vincent, Chassaing, Le Gorgeu, Dormann, F. Leguet, L. Robert, Brom, Rolland, Gadaud, Frauent-Saint-Maur, Maroselli.

M. le président dépose sur le bureau une brochure, d'ailleurs adressée à tous les membres de la commission.

Caisses
d'épargne

M. Join-Lambert expose que la législation des caisses d'épargne avait pour principe que l'Etat gerait les fonds des épargnants, mais ne devait faire ni perte ni profits. Les fonds sont placés en titres, qui donnent un revenu. C'est sur ce revenu qu'est prélevé l'intérêt fourni aux Caisses d'épargne, puis aux déposants. D'après la loi de 1895, on devait prélever d'abord une somme de 0,25 à 0,50 % pour constituer un fonds de réserve et de garantie. On a souvent dépassé ce maximum. Le fonds de garantie est arrivé presque à 10%. L'excédent du revenu aurait donc dû être versé intégralement aux déposants. Mais le ministère, à juste titre, veut faire baisser le loyer de l'argent. M. Marchandeau, ministre des finances, a consulté la commission supérieure des caisses d'épargne, et on a créé un second fonds, un fonds de compensation. Mais le fonds de garantie atteignant les 10%, on verse tout l'excédent au budget de l'Etat. Les caisses d'épargne espéraient qu'on pourrait avantager les petits épargnants, cela deviendra impossible, l'Etat ayant désormais intérêt à réduire l'intérêt versé aux épargnants.

M. Justin Godart demande si on a appliqué le décret qui fixe un plafond de 20000 fr. pour l'ensemble des versements, même s'il s'est produit des retraits. M. P. Reynaud, ministre, n'a pas consulté sur ce point la commission supérieure.

M. Join-Lambert est mandaté pour suivre

cette question au budget, M. Lebert devant déposer un amendement.

M. Millès-Lacroix en averti que la légalité du décret n'est pas contestable. M. Joire-Lambert n'insistera pas sur ce point.

M. le président donne lecture d'un projet de communiqué ainsi conçu :

La Commission, après avoir examiné la disposition du décret du 12 novembre 1928 concernant la Course d'Espagne divise de ^{M. Joire-Lambert} ~~mandates~~ ~~par~~ ~~président~~ ~~son~~ ~~intention~~ au cours de la discussion du budget afin d'éviter que le bouleversement de principes qui ont prévalu jusqu'ici à la législation de la Course d'Espagne paraisse admis par les assemblées départementales, budgétaires, avant que le décret du 12 novembre ait été soumis à la ratification des deux Chambres.

Ce communiqué est adopté.

M. François-Saint-Maur a l'intention de déposer un amendement tendant à exonérer du prélèvement de 10% les dons et legs aux œuvres.

M. Justin Godart rappelle les attaques qui se sont produites à la Chambre contre la vaccination antidiptérique et demande que la commission se prononce. ^{la commission se prononce}
M. Rolland est du même avis. Il n'y a jamais eu d'accident à Lyon.

M. Chassaing estime que les accidents sont ~~très~~ rares: un cas de mort sur 28.000.

M. J. Godart s'entendra avec M. Lecubier pour intervenir au moment du budget

Vaccination
antidiptérique
M. Joire-Lambert

Suppression du
Relevement de
10% sur les
donc et legs
En faveur
de la natalité
et des familles
nombreuses.

- M. François. Saint-Maur rappelle
qu'en 1935 on avait prélevé 10% sur
les coupons de l'Etat. Ce prélèvement
n'a été supprimé que pour les personnes
physiques, mais non sur les personnes
morales (Institut de France, fondations
Cognacq-Jay, etc.) Ainsi les familles nom-
breuses voient leurs prix de 10000 fr.
réduits à 10000.

M. François. St-Maur donne lecture de
sa proposition de résolution.

M. J. Godart demande si les prix donnés
à des savants sont laissés en dehors.

M. François. Saint-Maur répond affirmativement
en raison de l'importance que cela donnerait
au degré de gravité. Il faut au moins sauver les
familles nombreuses. M. Fr. St-Maur demande
que l'on relance la proposition au fond.

I. a' IV

M. Dormann expose les raisons qui
militeront en faveur des projets.

M. J. Godart approuve les projets. Il
a demandé à Genève les modifications
nécessaires à la convention.

M. François. St-Maur regrette que les
traités de réciprocité jouent toujours contre
nous. Dans la réalité, la France est toujours
dupe.

Sur le projet 54, (vieillesse-agricoles)
M. Dormann voudrait faire une réserve
relative au rapport de M. Ramette à la
Chambre. Il indiquera dans son rapport
les détails de cette réserve, relative aux charges.

du fonds de majoration. La commission approuve ses observations, mais M. des Rotours craint l'augmentation de la charge pour les agriculteurs qui emploient des ouvriers étrangers. M. Dormann répond qu'il veut éviter l'élévation des taux de cotisation, qu'il veut protéger le fonds de majoration et qu'il préférerait toucher le fonds de garantie. M. des Rotours ne pense pas qu'il en vaille plus cher d'avoir un étranger, puisque celui-ci remplace le Français défaillant ou disparu. L'étranger n'est pas en superposition, mais en remplacement. Mais M. des Rotours n'insiste pas. M. Dormann espère qu'il ne sera pas fait un nouvel appel pour les rentes de vieillesse. L'accord est fait sur cette formule.

La suite de l'ordre du jour est renvoyée à une séance ultérieure.

Vaccination
anti typhoïdique

M. Rolland signale que les caisses primaires refusent de payer l'antatoxine de Raoumond et l'acte médical aux médecins. Un directeur de caisse primaire a répondu que c'est parce que la vaccination est obligatoire.

M. Millès-Lacroix dit qu'il ne s'agit pas de maladie, mais de prophylaxie. Si elles donnent de l'argent aux colonies de vacances, c'est sur leurs fonds.

M. Rolland dit qu'elles n'ont qu'à en faire de bons.

M. Frauwil St. Maurice pense que l'obligation met la chose à la charge de l'Etat. M. le président est de cet avis : les A.S. sont dans leur droit.

Mais nous sommes en période transitoire.
Le règlement d'administr. publique n'est pas
paru. Alors, ce serait aux caisses à payer.
Cette question pourra aussi être posée au
moment de la discussion du budget.

M. le président annonce qu'en raison
de cette discussion, la commission ne
se réunira plus cette année et il
souhaite la bonne année aux membres
de la commission.

8

ORDRE DU JOUR :

I - Correspondance.

2 - Désignation de rapporteurs :

- a) proposition de résolution de M. FRANÇOIS-SAINT-MAUR et d'un certain nombre de ses Collègues, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant modification du décret-loi du 16 juillet 1935 en ce qui concerne son application aux familles nombreuses et aux œuvres de bienfaisance (N° 433 - 1938);
- b) projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier le mode de recrutement du chef surveillant des hommes de service de l'administration centrale de la Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur (N° 436 - 1938);
- c) Proposition de résolution de M. HARENT tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue de procéder à une refonte complète de la législation sur les allocations familiales, aux fins d'assurer le traitement de tous les chefs de familles, sur un pied d'égalité absolue, quelle que soit la profession (N° 480 - 1938).

- 3 - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à étendre aux veuves des militaires de l'Armée de l'air retraités en vertu du décret du 25 juin 1934, les dispositions du décret du 30 juin 1934 relatif à l'application de l'art. 23 de la loi du 14 avril 1924 (N° 263- 1938) --
- M. MAROSELLI, Rapporteur.

Présidence de M.

Présents : M. M. Léculier, Gros, Lavergne, Le Gorgeu, François-Saint-Maur, Dormann, Milonel, Chassaigne, des Rotours,

I La commission examine la correspondance. Les différentes affaires sont renvoyées après nomination de la nouvelle commission 1939.

II a) M. des Rotours
b) M. Maroselli
c) M. François-Saint-Maur.

III Le rapport de M. Maroselli

Le 21 décembre 1938

COMMISSION de l'HYGIENE

La Commission de l'Hygiène, de l'Assistance, de l'Assurance et de la Prévoyance sociales s'est réunie le 21 décembre 1938.

M. JOIN-LAMBERT a attiré son attention sur les conséquences du décret-loi du 12 novembre 1938 relatif aux caisses d'épargne en ce qui concerne les principes directeurs de la législation relative à ces institutions de prévoyance. La commission a approuvé les observations de M. JOIN-LAMBERT et l'a mandaté pour intervenir au cours de la discussion budgétaire.

M. FRANÇOIS-SAINT-MAUR a soumis à la Commission le texte d'un projet de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer du prélèvement de 10 % les intérêts des placements provenant des dons et legs faits en faveur de la natalité et des familles nombreuses.

La Commission a fait sienne cette proposition de résolution.

M. Justin GODART, M. ROLLAND et M. CHASSAENG ont protesté contre les attaques qui se sont produites au cours de la discussion du budget à la Chambre contre la vaccination antidiphtérique par l'anatoxine. La Commission s'est jointe à eux pour défendre la loi en vigueur et a mandaté M. Justin GODART et M. LECULIER qui fut le Rapporteur de la loi, pour intervenir dans la discussion du budget au Sénat.

Enfin, M. DORMANN a fait adopter quatre projets relatifs à la ratification de conventions internationales en matière d'assurance-vieillesse et d'assurance-invalidité.

Formation de Janvier 1939.

Hygiène, Assistance, Assurance et Prévoyance sociales.

MM.

CHASSAING.
CLAMAMUS.
Victor CONSTANT.
René CONVERSET.
DARAIGNEZ.
DAUTHY.
Maurice DORMANN.
EVEN.
FRANÇOIS-SAINT-MAUR.
GADAUD.
GILBERT.
Justin GODART.
Louis GROS.
GUYONNET.
JOIN-LAMBERT.
LAVERGNE.
LÉCULIER.
LE GORGEU.

MM.

Firmin LEGUET.
LE PELLETIER.
LISSAR.
LOUBAT.
Anatole MANCEAU.
MAROSELLI.
Raymond MARTIN.
Henri MAUPOIL.
Eugène MILLIÈS-LACROIX.
MIROUEL.
Edouard NÉRON.
NEYRET.
Léopold ROBERT.
Camille ROLLAND.
Henri SELLIER.
SIREYJOL.
URBAN.
Emile VINCENT.

MERCREDI 1er FEVRIER 1939

à DIX SEPT HEURES

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

Constitution de la Commission.

Présidence de M. Lavergne, président d'âge.
 puis de M. Even.

Présents : M. Lavergne, Sellier, Rolland,
 Léculier, Néron, Neyret, Le Pelletier, Gadaud,
 S. Vincent, Even, Le Jorger, Guyonnet, François-
 Saint-Maur, Leguet, Billies-Laroix, Loubat,
 Maroselli, Gros, Manceau, Dormann, R. Martin,
 Micouel, Join-Lambert, Couverset, V. Constant, Clamamus.

Election du
 Bureau

Sur la proposition de M. Sellier, le bureau sortant
 est réélu. Pour remplacer M. Manger, qui n'est plus
 sénateur, M. Dormann est nommé secrétaire. M.
 Lavergne félicite le nouveau bureau.

M. Even remplace M. Lavergne au fauteuil.
 Il remercie M. Lavergne de ses aimables paroles.
 M. Even rappelle le souvenir des anciens membres de
 la commission. Il souhaite la bienvenue aux nouveaux
 collègues. Il remercie ceux qui ont représenté au cours
 de 1938 la commission à la tribune du Sénat, M. Join-
 Lambert, M. Chassaing (auquel il souhaite un
 prompt rétablissement) M. Léculier. ^{M. Brom} (Appl. 5)

Correspondance

Correspondance. - Le président a demandé à la
 Commission de faire analyser les poussières aspirées au

cours des nettoyages des Tapis au Sénat.
Il donne lecture de la réponse de la questure.

M. François-Saint-Maur se plaint de la température du bureau.

M. A. Manceau, questeur, donne des renseignements sur les nouveaux aspirateurs ~~de~~ achetés par la questure, ainsi que sur les conditions du chauffage.

332 - 1938 Lettre de M. le ministre des finances demandant
Emplois réservés le vote du 332 / 1938. - On désigne comme
Algérie rapporteur, en remplacement de M. des Rotours
M. Dormann.

Diverses invitations sont remises aux membres
les plus intéressés.

480 - 1938 La proposition 480/38 sera rapportée à la
Allocations fam.^{les} prochaine séance par M. François-Saint-Maur.

477/38 477/38. La commission demandera le
Agents généraux d'assurances. renvoi pour avis. M. Rolland demande
l'avis. Adopté.

436/38 M. Marzelli présente son rapport.
Légion d'Honneur. M. Dormann approuve le rapport et
Chef surveillant de l'admⁿ présente une observation de détail.
central - Le rapport est adopté.

Ordre du jour prochaine séance :

M. François-Saint-Maur. V. pl. haut

M. Sellier (charlatanisme.)

Proximité

M. François-Saint-Maur déclare avoir été en
de voir la signature de M. Sellier sur la préface
d'une brochure dans laquelle l'intégrité
de certains sénateurs était visée.

M. Sellier déclare n'avoir pas pris la paternité

et 296³⁸
r.p. loin.

des documents cités. [mais il y a au moins
paternage, lui répond M. François-Saint-Maur.

M. Sellier n'a reproduit certaines affirmations
que pour les réprocher.

M. le président considère que l'incident est clos.

M. Sellier demandera le renvoi à la commission
de législation du titre du projet de loi qui ne
concerne pas la commission d'hygiène.

M. le président rappelle que la commission a
accepté la partie "constructive", mais que les questions
purement juridiques devraient être étudiées
par la C^o de législation conjointement avec la
C^o d'Hygiène.

M. François-Saint-Maur conclut en disant que
l'intervention de M. Sellier était pavée de bonnes
intentions.

L'incident est clos.

296-1938

Mutualistes M. Rd Martin demande à présenter son rapport
assurés sociaux sur le 296/1938. Entendu.

Vaccination La Commission désigne ensuite une sous-com-
mission de 3 membres (MM. J. Godart, Sellier,
Léculier) pour l'étude de la question de la
vaccination antidiphthérique.

Séance levée à 5^h 50.

En raison de la réunion des Commissions de Défense Nationale, la réunion de la COMMISSION DE L'HYGIENE du 8 Février n'aura pas lieu.

La prochaine séance se tiendra le 15 Février.

ORDRE
I -

II -
a

b

II

IV

V

MERCREDI 15 FEVRIER 1939
à SEIZE HEURES TRENTE
SALIE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Audition de M. Marc RUCART, Ministre de la Santé publique (mesures de protection de la santé publique - réfugiés espagnols).
- II - Désignation de rapporteurs :
- a) Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre en raison de certains faits de guerre autres que ceux visés par la loi du 24 juin 1919. (en remplacement de M. DES ROTOURS) (N°316-1931).
 - b) Proposition de loi, de M.M. François SAINT-MAUR et LEFAS tendant à la modification de l'article 58 de la loi du 5 décembre 1922 portant codification des lois sur les habitations à bon marché et la petite propriété (en remplacement de M. des Rotours) (n°88-1938).
 - c) Proposition de résolution de M. FRANCOIS SAINT-MAUR et d'un certain nombre de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant modification du décret-loi du 16 juillet 1935 en ce qui concerne son application aux familles nombreuses et aux oeuvres de bienfaisance (en remplacement de M. des Rotours) (n°433-1938).
 - d) Proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, tendant à instituer un "livret de santé" (n°39-1939).
- III - Proposition de résolution de M. HARENT tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue de procéder à une refonte complète de la législation sur les allocations familiales aux fins d'assurer le traitement de tous les chefs de familles sur un pied d'égalité absolue, quelle que soit leur profession. (M. FRANCOIS SAINT-MAUR, rapporteur) (N°480-1938).
- IV - Proposition de loi de M. Henri SELLIER, relative à la répression du Charlatanisme médical et pharmaceutique (n°420-1937). - M. HENRI SELLIER, rapporteur.
- V - Proposition de loi de M. GUERIN et d'un certain nombre de ses collègues tendant à étendre à tous les assurés sociaux mutualistes, quels que soient les praticiens choisis par eux, les avantages concédés par les sociétés de secours mutuels et autres organismes mutualistes (n°296-1938). M. RAYMOND MARTIN, rapporteur pour avis.

Présidence de M. Evren.

Présents : M. M. Rolland, Lavergne, Lécuyer, François-Saint-Maur, Le Gorgeu, Maupail, Victor Constant, Converset, Le Pelletier, Chassaign, Lissar, Gilbert, Rd Martin, Néron, Guyonnet, J. Godart, Gadaud, Manceau, Joign-Lambert, Neyret, Mullier-Lacroix, Dormann, L. Robert, E. Vincent, Sellier, Gros.

I

Refugiés Espagnols

Audition du
Ministre de la
Santé publique

M. M. Rucart, ministre de la santé pu-
blique est introduit.

M. le président lui donne la parole.

M. le ministre : Depuis les premières évacuations
en transit, l'admⁿ avait sur place le
Dr Thomas. Aucun individu ne passait
sans être examiné. Mais ensuite est venue
la déroute de l'armée de Catalogne. Or, on
n'avait pas le droit de toucher à la réserve de
guerre de l'armée. Celle-ci, du 8^e au 30^e
juin, peut soigner 400.000 malades et blessés.
Or, ici, nous avons à soigner, rien qu'en
blessés, 11.000 hommes, parmi lesquels les
malades et blessés évacués des hôpitaux de
Catalogne. A Cerbère, il y avait 1300 blessés
depuis un mois.

En outre, il y a eu des difficultés d'ordre
secondaire : actes d'indiscipline qui avaient
un mauvais effet sanitaire. On a parlé du
scandale du camp d'Argelès. Il y a dix ou
douze jours, les ministres avaient commencé
l'organisation. On ne pouvait faire mieux
pour ne pas être accusés d'écoumpter la
devante complète. Or, les miliciens ont brûlé
les baraquements pour se faire la cuisine. Ils
ont coupé tous les contacts des camions.
Si on a dû être sévère, c'est que ce sont les
maires, surtout à Argelès, qui ont demandé
un service d'ordre, pour empêcher par
exemple l'arrachage des vignes.

On pratiquait toujours l'épouillage. Mais il
faut surtout lutter contre le gon de corps, ce
n'est pas une opération simple. Il paraît

qu'avec un seul dispositif, il faut une après-midi pour 150 personnes.

Il faut considérer 1^o les réfugiés civils valides (intérieurs), 2^o les réfugiés militaires valides (guerre) 3^o les malades ou blessés (santé publique). La santé publique n'a pas eu à s'occuper ni des transports ni des ~~camps~~ de l'intérieur de la France. Quant aux blessés et malades, ils se chiffrent par 11.000. Il fallait donc les trier, les panser, les soigner, les opérer, les hospitaliser avec zéro comme service de santé publique.

1^o Les locaux. On a demandé aux hôpitaux de la région (civile, et militaire 16^e, 17^e, 9^e régions) l'état des lits disponibles. Nous avons eu 2000 à 3000 lits. Nous voulions localiser ces blessés le plus près possible du territoire espagnol. J'ai cherché d'autres locaux vides. L'Intendance militaire m'a accordé 10000 paillasses. A Clairvoire, dans la Dordogne, nous avons équipé, chauffé, envoyé du personnel, dans cet immense établissement. Là, on en a casé 1000. Dans des granges ou des hangars, dans les Pyrénées Orientales, 2000 à 3000. M. Rucart a présidé une réunion interministérielle à la Guerre la veille de son 2^e voyage. (Guerre, Sécurité nationale, Travaux publics, Santé publique). A la suite de cette réunion, M. Rucart a reçu certains droits de réquisition.

Le soir même, M. Rucart a téléphoné à M. de Chappedelaine de lui trouver des bateaux pour éviter de réquisitionner des hôtels. N'avait-on pas parlé des hôtels de Vichy ?

Dans la nuit même, M. de Chappedelaine s'est occupé de l'affaire, et a fourni quatre bateaux. Pour les blessés graves, la ville de Marseille a offert des cliniques privées et une crèche.

Ainsi, on a trouvé les 11.000 lits nécessaires. En ce qui concerne l'équipement, l'armée a puisé dans les disponibilités du temps de paix et a fourni des médecins militaires.

M. Rucart a envoyé ses deux médecins inspecteurs-généraux, trois médecins militaires, des inspecteurs départ^l d'hygiène, des candidats reçus au dernier concours à ces fonctions d'inspecteurs d'hygiène, le Dr Cibré, qui a fait un appel à tous les médecins disponibles.

Sur place, il y avait la Centrale Sanitaire internationale. C'est un service complet. Elle est considérée comme une organisation de gauche et d'extrême gauche. Les Croix-Rouges ne sont constituées que pour être les auxiliaires du service de santé militaire en temps de guerre. En temps de paix, leur budget joint à peine les deux bouts : on ne peut toucher à leur trésor de guerre. Malgré cela, elles ont été admirables. Elles ont même fourni des approvisionnements de linge pris sur leurs réserves.

Sur le plan technique, les militaires ont le commandement, et seuls les Croix-Rouges y ont accès. La C. S. I. en avait demandé un. On le lui a refusé, comme non agréée, mais on a mis un hôpital à sa disposition.

M. Rucart donne ensuite lecture des rapports de ses deux inspecteurs généraux. (V. M. Loin.)

M. Chassaing demande quelle est la valeur du service de santé espagnol et de quel matériel il disposait. Quelle est la proportion des blessés ou malades graves devant dépasser un mois d'hospitalisation.

M. le ministre - La réponse est délicate, parce qu'il s'agit de militaires et d'étrangers. Quelques incidents ont fait apparaître que dans la débâche, des médecins espagnols n'ont pas fait leur devoir comme des Français. Un train sanitaire est arrivé à Cerbère rien qu'avec son personnel, (renseignement de la C. S. I.) Le médecin Herzog est passé à Cerbère. on n'a plus entendu parler de lui. En raison de la différence de voie, on n'a pas reçu beaucoup de matériel ferroviaire. Un train très bien équipé est arrivé à Cerbère, ce qui a permis de transformer le hall ~~avec~~ en hôpital. Mais il y a une quantité d'explosifs en gare de Cerbère. Qu'en faire ? Le matériel de camions relativement important. Concours assez bon des médecins espagnols au Camp d'Argelès, mais ont demandé à aller dans des hôpitaux. Il est difficile de connaître la proportion des blessés et malades graves. On ne savait même pas le nombre des hommes présents, entre 50000 et 150000. Au début, il s'agissait de déserteurs; on trouvait sur des cols des collections de képis d'officiers. Pas d'uniformes ni d'un côté ni de l'autre. Il a fallu commencer par les nourrir, avant tout.

Le ministère de la guerre français vient d'envoyer un équipement assez complet.

M. Milhès-Lacroix expose que le 5 février, le sous-préfet de Dax lui a demandé 1000 lits dans les établissements thermaux. M. Milhès-Lacroix a mis à la disposition un hôtel n'ouvrant qu'en juin. On a casé 150 malades là et 30 à l'hôpital. Samedi dernier, M. Milhès-Lacroix a constaté que tout fonctionnait très bien, grâce aux médecins locaux et aux dames de la Croix-Rouge. Les malades étaient arrivés en très mauvais état, de pansements d'un mois. Il y avait des hommes blessés sur l'Ebre. Ils avaient des cheveux extrêmement longs et n'avaient pas mangé depuis cinq jours.

Va-t-on laisser ces malades à Dax jusqu'à la saison? Et il faudra faire une remise en état complète.

M. Rucart remercie de la question qui lui donnera plus de force pour défendre les stations thermales à la Présidence du Conseil.

Il a envoyé les blessés graves dans les villes. Dès qu'ils sont transportables, il les renverra sur les bateaux, et en Espagne.

M. Milhès-Lacroix dit qu'il y a eu des décès. A-t-on réservé des emplacements dans les cimetières.

Le ministre y songe.

M. le président demande qu'en arrivant dans chaque préfecture, les ciniques soient examinés et éponillés avant tout transport nouveau.

Certaines pensions de famille ont recherché ces réfugiés. Où ira la clientèle d'été? Il ne faut pas les laisser là sans quoi la saison touristique est perdue.

Le ministre a remercié le Sénat de lui avoir fourni deux techniciens. Il faudra faire du ministère de la Santé publique un ministère technique.

Le président dit que quand on n'a pas le pouvoir, il faut le prendre. Le ministre est responsable de la Santé publique. Il n'est pas admissible qu'on lui refuse les moyens pour des raisons politiques ou autres. Il faut que la France vive tranquille maintenant.

M. Rencart remercie la commission. En septembre, il n'avait aucun pouvoir pour évacuer les malades et les enfants. On avait décidé de constituer au ministère ~~et~~ un bureau de la défense nationale. Cela a été supprimé par décret. Le ministre a tout de même créé ce service. Il faudrait qu'on puisse automatiquement étendre les hôpitaux, avec des baraquements. Cela pourrait se faire avec les crédits de défense passive.

M. François-Saint-Max demande que l'on désinfecte sérieusement les locaux des colonies de vacances.

M. Mauport demande quel fut le rôle de la 7^e Direction.

Le Président répond qu'elle a refusé de donner son matériel.

M. Mauport pense qu'on pourra utiliser les baraques Adrian au mois d'août, où on n'a plus

besoin de chauffer.

M. Rucart dit qu'il faut se mettre dans la peau du ministre de la guerre.

M. Neyret demande si les préfets sont renseignés pour savoir, quand les blessés peuvent être évacués des endroits où ils sont. Quand un blessé est guéri, le préfet doit savoir où l'envoyer.

M. le ministre n'a pu encore envoyer ces instructions. Pour le moment, on a été au plus pressé : le logement. Mais le ministre fait faire une sorte d'inventaire, et il utilisera une espèce de clavier d'établissement.

M. Le Pelletier, maire d'une ville de 3.500 habitants, a demandé à utiliser des gares désaffectées ou des lieux annexes. Le service de la voie, d'accord avec le préfet, les a refusés.

Le Président remercie le ministre, qui se retire.

II - Désignation de rapporteurs :

- | | |
|----------|--------------------|
| 316-1931 | 1) M. Converset. |
| 88-1938 | 2) M. Manceau |
| 433-1938 | 3) M. Le Pelletier |
| 39-1939 | 4) M. Le Gorgeu |

III.

Allocations Familiales

480-1938.

M. François-Saint-Maur rappelle les chiffres navrants de la dénatalité, et donne lecture de son rapport. ~~Adopté~~

M. Dormann approuve le rapport.

Mais il a reçu de M. Haurant un document qui n'a pas été remis à M. François-Saint-

Maur. Celui-ci répond qu'il n'a pas voulu examiner ces chiffres parce qu'il se était décidé à ne pas soutenir la création de la Caisse de la natalité. Il a offert à ailleurs à M. Harent de venir devant la commission.

M. Dormann approuve la prudence du rapporteur. Mais il regrette que les diverses propositions sur le même objet n'aient pas été renvoyées toutes à la commission de l'hygiène. C'est lui-même rapporteur d'une proposition analogue renvoyée à la Commission de l'agriculture.

M. François-Saint-Maur pourra retarder le dépôt de son rapport.

M. Dormann demande à la C^{or} de l'hygiène de se saisir pour avis de la proposition de M. Pernot. Puis, sur réponse de M. François-Saint-Maur que les deux affaires sont différentes, il s'en rapporte à la Commission.

M. Join-Lambert est hostile au retard du dépôt du rapport. Il paraît que la présidence du Conseil s'est occupée d'arbitrer les différents ministères, mais on attend depuis quatre ou cinq mois. La commission doit manifester son impatience. Le texte de M. François-Saint-Maur n'est pas assez impératif.

M. Le Gorgeu voudrait que toutes les questions d'allocations familiales soient renvoyées au fond à la Commission de l'hygiène.

M. François-Saint-Maur voudrait voir donner à la Présidence du Conseil toutes les questions d'encouragement à la famille.

M. Dormann se rallie au dépôt immédiat du projet.

M. le président annonce que le secrétaire général de la présidence a refusé de renvoyer le projet sur les agents d'assurance à la C^o d'hygiène.

Mais on demandera pour avis la proposition 55-1939 (Hygiène mentale et prophylaxie criminelle),

Ainsi que la proposition Pernot (alt. ^{des} famil.)

Le rapport François Saint-Maur est adopté

Vaccination
anti-diphtérique

M. Guyonnet fera part de la sous-commission nommée le 1^{er} février 1939

Le Président informe la C^o des travaux de la sous-commission nommée à la Chambre à ce propos: Sur sa demande, une enquête administrative est en cours sur les accidents survenant à la suite de vaccinations par l'anatoxine.

Réunions
de la Commission.
Périodicité. -

M. Sellier a demandé que les réunions de la Commission soient bi-hebdomadaires.

Protection de
la Maternité.

M. Gadlaud voudrait déposer son rapport sur le renforcement de la protection de la maternité et de l'enfance.

4-1937.

La question sera à l'ordre du jour de la prochaine séance

TV.

Charlatanisme
médical
4-20-1937

Suite de l'ordre du jour renvoyée à la prochaine séance, sauf le V-

V

Mutualistes
Assurés Sociaux
296-1938

M. Raymond Martin donne lecture de son rapport, avis.

M. Dormann fait des réserves, car il trouve que le texte de M. Guérin contient des

erreurs.

M. François-Saint-Maur fait allusion au cas où la Sté de secours mutuels, libre de désigner son médecin, ^{oblige} ~~donne~~ ~~et~~ ~~avantage~~ à l'assuré social si y recourir. Est-ce impossible ?

M. Toin-Lambert expose que c'est ce qui permet à la Sté de S.M. de rembourser, par exemple, à l'assuré social son ticket modérateur. L'assuré social ne peut miser sur les deux tableaux.

M. Rd Martin répond que la S.S.M. ne peut retirer à l'A.Social le libre choix du médecin.

M. Dormann dit que l'A.S. récupère en prestations 35 à 40 % de ses cotisations. Si l'Ass. social a adhéré à la Société, il doit en respecter les statuts. En fait, le médecin de S.S.M. n'existe plus, sauf en matière chirurgicale, ce qui est d'ailleurs, en fait, le cas pour l'assuré social. M. Dormann maintient donc ses réserves et interviendra au besoin en séance.

M. Neyret est d'avis que l'A.S., s'il devient mutualiste, renonce au libre choix.

M. Millès-Lacroix estime que le libre choix du médecin est un progrès. Il faut favoriser la diffusion de ce principe. Pour le médecin, pas de difficulté, mais la S.S.M. ne devra pas être obligé de payer les médicaments plus cher que dans la pharmacie mutualiste.

M. François-Saint-Maur dit que ^{par} le fait seul d'adhérer aux statuts de la S.S.M., ^{l'assuré social} ~~et~~ choisit par lui-même, librement, le médecin de la S.S.M.

M. Converset demande si on ne pourrait pas dire que la S.S.M. rembourserait simplement ^{à l'A.S.} les sommes qu'elle rembourse à ceux de ses adhé-

reuts qui vont chez son médecin et chez son pharmacien.

M. Dormann et M. Millès-Lacroix sont le premier ~~contre~~ la prop^o, le second ~~pour~~.

M. Sellier voudrait que l'on reverse la législation des S. S. M. mais jusque-là vous ne pouvez libérer l'A. S. des obligations qu'il assume en entrant dans la mutuelle.

M. le président propose le renvoi à une prochaine séance
(Adopté.)

M. le président revient sur la question des poussières au Sénat. M. le professeur Fabre désirerait être entendu. (Adopté.).

Séance levée à 18 heures 45.

Annexe 1

MINISTERE DE LA
SANTÉ PUBLIQUE

REPUBLIQUE FRANCAISE

Direction de
l'HYGIENE
et de
l'ASSISTANCE

Paris, le 14 Février 1939
7 rue de Tilsitt (17ème)

6ème Bureau

N O T E

sur les réfugiés espagnols

L'afflux des réfugiés espagnols en France commandait de prendre des mesures inspirées par le double souci d'humanité et de protection de nos populations contre le danger d'importation des maladies contagieuses.

Après un premier contrôle sanitaire à la frontière que les circonstances devaient rendre nécessairement superficiel, les femmes, les enfants, les vieillards et quelques hommes invalides ont été dirigés vers les départements de l'Intérieur, principalement ceux du sud et de l'ouest, où conformément aux instructions précises qui ont été adressées aux Préfets les 30 Janvier, 6 Février, 8 Février courant ils furent soumis aux mesures sanitaires suivantes:

- visite médicale de dépistage
- épouillage et désinfection des vêtements
- vaccination antivariolique de tous les réfugiés qui n'avaient pas été vaccinés à leur arrivée en France ou qui ne portaient pas de cicatrices vaccinales apparentes.
- vaccination antidiphtérique des enfants jusqu'à 14 ans,
- isolement et hospitalisation des malades et surveillance particulière des rougeoleux.

L'état de santé de ces réfugiés s'est révélé meilleur qu'on aurait pu le craindre, étant donné la promiscuité, les privations, les fatigues qu'ils avaient subies.

Les constatations médicales faites à l'arrivée font ressortir en général la grande fatigue et la dépression chez les gens âgés, des troubles gastriques et la présence de parasites.

Si l'on excepte la gale qui a été observée chez de nombreux réfugiés, les cas de maladies contagieuses ont été

.....

relativement rares et limitées

- à la coqueluche (20)
- à la rougeole (quelques cas)
- à la diphtérie (forme bénigne 4)
- à la fièvre typhoïde (6)
- à la varicelle (3)
- à la fièvre ondulante (1)
- aux maladies vénériennes (22)
- à la méningite cérébro-spinale (2)
- à la lèpre (1)

Ci-dessous quelques extraits des rapports des Préfets qui confirment cette impression généralement satisfaisantes :

SAONE ET LOIRE - 2 Février - 1.365 réfugiés

"..... en dehors de 12 cas de gale relevés dans le centre de MARIGNY aucun cas de maladie aigue n'a été signalé par les services médicaux '.

SOMME - 4 février - 1.273 réfugiés.

"..... tous les réfugiés ont paru en bon état physique à l'exception d'une cinquantaine de femmes et d'enfants qui ont été immédiatement isolés et qui ont fait l'objet d'une surveillance spéciale ".

ALLIER - 1er Février - 855 réfugiés.

"..... lors des visites sanitaires plus complètes effectuées par la suite, aucun cas de maladie épidémique grave ou d'allure suspecte n'a été constaté".

Pour des nécessités évidentes de prophylaxie, il convenait d'empêcher le contact de la population avec les réfugiés. Sauf dans quelques cas, ceux-ci ont donc été hébergés dans des centres d'accueil : colonies de vacances, bâtiments administratifs des affectés, salles de fêtes des mairies, etc... permettant de réaliser un isolement désirable.

L'installation et les aménagements dont bénéficient les réfugiés varient suivant les ressources locales; si les couvertures ne manquent pas, nombre de réfugiés couchent souvent sur la paille.

.....

Les femmes enceintes et celles qui ont des enfants en bas-âge sont généralement hospitalisées. Chaque fois qu'il est possible, les hommes ont des dortoirs distincts.

Rien n'a été négligé pour assurer dans de bonnes conditions l'alimentation en eau potable et l'évacuation des eaux usées. La nourriture et la fourniture de vêtements propres ont retenu toute l'attention de l'administration à qui le concours généreux des populations et des organisations de secours n'a pas fait défaut.

Enfin, il convient de signaler l'aide que l'autorité militaire a apportée aux Préfets en mettant à leur disposition le matériel d'épouillage et de désinfection dont ils avaient besoin.

En dehors de ces réfugiés que l'on peut appeler civils, il est entré en France un grand nombre de miliciens ou soldats blessés ou malades qu'il fallait hospitaliser d'urgence.

A cet effet, les Préfets des départements cependant des 9ème, 16ème et 17ème régions militaires et le Préfet du département des Bouches-du-Rhône ont reçu l'ordre de constituer des hôpitaux auxiliaires, en usant du droit de réquisition.

D'autre part, la Marine Marchande a mis à la disposition du Ministère de la Santé Publique quatre bateaux l' "ASNI", le "MARECHAL LYAUTEY" le "PATRIA" et la "PROVIDENCE" qui aménagés en navires-hôpitaux ont pu prendre à bord plus de 4.000 blessés.

Le montant des dépenses nécessitées par l'hébergement, la nourriture des réfugiés, l'organisation et le fonctionnement des hôpitaux auxiliaires sera nécessairement élevé. Il exigera l'ouverture de nouveaux crédits au budget du Ministère de l'Intérieur.

-:-:-:-:-

Annexe II

N O T E

Jusqu'à l'afflux massif des réfugiés civils, toutes les mesures sanitaires indispensables étaient prises à la frontière même, et en particulier celles concernant la vaccination et celles concernant l'épouillage des réfugiés. Au moment où l'afflux massif des réfugiés s'est fait sentir, il est devenu naturellement impossible de maintenir le contrôle ancien à la frontière même. Deux possibilités par contre, pouvaient être envisagées :

La première consistait à organiser un cordon sanitaire en arrière de la frontière et en avant de Perpignan, cordon qui aurait pu être placé sur les crêtes montagneuses, entre la vallée du Tech et la vallée du Têt.

Dans ces conditions, les régions de Port-Vendres, Argelès, Elne, Céret, Arles s/Tech, auraient pu être affectées à l'hébergement des réfugiés qui n'auraient ensuite franchi le cordon sanitaire qu'une fois que toutes les mesures utiles auraient été prises.

Cette manière de procéder aurait présenté certainement le grand avantage de ne pas disséminer des arrivages douteux dans l'ensemble du Pays. Mais il faut bien se dire qu'elle aurait présente par contre, un risque considérable: celui d'enfermer dans quelques cantons des Pyrénées-Orientales, un nombre massif de réfugiés; des épidémies auraient fait apparition parmi eux à

coup sûr et dans des conditions telles qu'une véritable catastrophe sanitaire aurait pu s'ensuivre, autant parmi les réfugiés que parmi la population française de la zone d'hébergement. Et même l'on ne peut affirmer que, dans ces conditions, le cordon sanitaire n'eut pas lui-même été rapidement forcé.

L'autre mesure consistait à prendre les mesures sanitaires nécessaires vis-à-vis des réfugiés à leur arrivée dans les départements d'hébergement.

Sans doute cette mesure comportait certains risques. Mais il faut reconnaître que l'état sanitaire des réfugiés espagnols était relativement satisfaisant. S'ils arrivaient épuisés, transis de froid et affamés, après avoir été abrités, réchauffés et restaurés, leur état de santé paraissait dans l'ensemble satisfaisant. C'est à peine si parmi eux l'on constatait de très rares cas de diphtérie, de la rougeole et de la typhoïde à titre exceptionnel; pas de scarlatine, peu ou pas de coqueluche, et surtout pas de typhus exanthématique.

Par contre, beaucoup de réfugiés étaient porteurs de poux, beaucoup atteints par la gale, quelques uns avaient des lésions d'ecthyma.

Dans ces conditions, et après avoir pesé le pour et le contre, il fut décidé de laisser passer les réfugiés dans l'intérieur du Pays, étant bien entendu cependant, que le maximum de contrôle serait fait au moment de l'embarquement, et préalablement à l'embarquement et qu'aucun malade apparent ne serait admis au départ.

Une question nouvelle se posait alors. Fallait-il diriger les trains d'évacuation sur des points préalablement choisis où auraient été constitués des centres d'épouillage et de vaccination des réfugiés.

Cette méthode qui eut été excellente si le nombre des réfugiés civils ne s'était révélé comme devant atteindre rapide-

ment le chiffre de 100 à 200.000 et au-delà, devenait pratiquement impossible par suite de cet afflux même. Autant il était possible de pratiquer les mesures nécessaires sur des groupements limités de réfugiés, autant cette besogne se serait avérée impraticable sur des groupements comprenant des dizaines de milliers d'individus.

Il fut donc décidé de procéder aux mesures de sécurité sur les lieux mêmes d'hébergement. Dès le 30 Janvier 1939, des ordres furent adressés aux Préfets leur prescrivant de prendre toutes mesures utiles aux points d'arrivée des réfugiés espagnols. Il leur était demandé de prendre, en particulier, les précautions nécessaires contre la variole et pour l'épouillage ainsi que pour la désinfection des vêtements. Il était également prescrit que pendant 14 jours, les femmes et les enfants réfugiés ne devaient pas être mis en contact avec la population environnante.

Certaines difficultés d'exécution ayant été constatées, en particulier en ce qui concerne l'épouillage, les Préfets furent informés dès le 6 Février, que le Président du Conseil, Ministre de la Défense Nationale, mettait à leur disposition le matériel nécessaire et qu'il leur suffisait, pour obtenir ce matériel, d'en faire la demande au Général commandant la région.

Ces prescriptions furent renouvelées et complétées le 8 Février 1939, en particulier en ce qui concerne la rougeole et la vaccination anti-diphtérique.

Dans l'ensemble, les mesures prescrites ont pu être exécutées, et les comptes-rendus adressés par les Préfets montrent que, dans l'ensemble, elles ont été effectives et que le nombre des malades contagieux s'est montré véritablement infime.

Les cas de maladies contagieuses constatés sont particulièrement limités. Il a pu être remédié à quelques incidents

constatés, par exemple : quelques cas de syphilis contagieuse chez des prostituées ayant suivi les réfugiés; un seul cas de lèpre; quelques cas de fièvre typhoïde; de rares coqueluches, de rares rougeoles, de rares diphtéries; un seul cas de méningite cérébro-spinale.

Les comptes-rendus qui parviennent des Inspecteurs départementaux d'Hygiène montrent que ceux-ci ont su prendre les initiatives nécessaires, et en particulier appliquer les recommandations du Ministère de la Santé Publique vis-à-vis de maladies contagieuses constatées.

Enfin, le Ministère des Travaux Publics a été saisi dès le début des évacuations, d'une demande précise de la part du Ministère de la Santé Publique, en vue de la désinfection des wagons ayant servi au transport des réfugiés. Il lui a été d'ailleurs demandé également, de ne pas recourir autant que possible, aux voitures utilisées pour la circulation générale.

Des instructions vont, d'autre part, être maintenant adressées en vue de procéder à une désinfection rigoureuse des locaux dans lesquels auront été reçus des réfugiés, en particulier de ceux qui ont été utilisés et qui, dans le début de la saison prochaine, peuvent être appelés à abriter des touristes.

MERCREDI 22 FEVRIER 1939
à SEIZE HEURES TRENTE
SALLE LEON BOURGEOIS.

ORDRE DU JOUR :

I.- Désignation d'un rapporteur pour avis :

Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de prévenir des délits et des crimes par des mesures d'hygiène et de prophylaxie criminelle (n° 55 - 1939)

II.- Proposition de loi de M. Henri SELLIER, relative à la répression du charlatanisme médical et pharmaceutique (n° 420- 1937) M. HENRI SELLIER rapporteur.

III.- Projet de loi relatif au renforcement de la protection de la maternité et de l'enfance. (n° 4 - 1937) M. GADAUD, Rapporteur.

IV.- Proposition de loi de M. GUERIN et d'un certain nombre de ses collègues tendant à étendre à tous les assurés sociaux mutualistes, quels que soient les praticiens choisis par eux, les avantages concédés par les sociétés de secours mutuels et autres organismes mutualistes (n° 296-1938) M. RAYMOND MARTIN, rapporteur pour avis.

Présidence de M. Rolland, vice-président.
Présents : MM. Le Gorgeu, Gilbert, R. Martin,
Gadand, Lavergne, Millier-Lacroix, Le Belletier,
Lissac, F. Leguet, Converset, Sellier, L. Vincent.
Joir-Lambert, Gros L. Robert, Reyret, Dormann, Léculier,
Urban. Guyonnet, François-Saint-Martin
M. François Labrousse assiste à la séance.

I. 55.1939
Prophylaxie criminelle.

II. M. Gadand est désigné.
M. Sellier expose que son projet est destiné à
Charlatanisme tout d'abord à la mise au point des textes exist-
Médical tants.

La jurisprudence est beaucoup trop douce.
Les tribunaux exposent autorisent un usage.
C'est à donner sous son nom des consultations
à la même heure aux quatre coins de la France,
pourvu que ceux qui le remplaceraient fussent
inédiciables. C'est une véritable tromperie
sur la qualité de la marchandise vendue.

De tels errements sont de nature à augmenter l'encombrement de la profession.

La proposition tend à resserrer les mailles du filet contre les charlatans de tous ordres ; à défendre le titre d'interna, à réglementer la publicité médicale. Cette publicité coûte à l'épargne des sommes formidables. Enfin la proposition étend aux actes touchant la Santé la définition de l'escroquerie ou de l'abus de confiance, de façon à éviter, par exemple, les soins à distance par les médecins radiés thésistes.

(Voir plus loin
les textes)

Le rapporteur propose de ne rien changer aux articles 1 à 5 de la loi sur l'exercice de la médecine (loi du 30 nov. 1892, modifiée par les lois subséquentes.)

A partir de l'article 6, il propose de nouveaux textes, modifiant ceux de la proposition.

Art. 1^{er} M. le Gorgeu fait remarquer que la loi votée sur les médecins étrangers n'est plus d'accord avec le texte de la loi du 14 avril, que M. Sellier demande de maintenir.

Une discussion s'engage sur le point de savoir s'il n'y a pas lieu de refaire entièrement la loi du 30.11.92. Mais M. Sellier préfère charger le décret d'admⁿ publique de la codification. Les art. 1 à 5 restent donc tels quels.

L'art. 6. nouveau est mis en discussion. M. Millies-Lacroix demande que l'on exige la nationalité française également pour les étudiants en médecine munis de l'inst inscriptions. (adopté.)

Art. 8. M. Millies-Lacroix rappelle que la

commission est saisie d'un projet sur les spécialistes. Il demande si l'on ne pourrait joindre les deux projets. M. Gadand, rapporteur du 2^e projet, répond qu'il attend l'avis de la faculté de médecine. M. Gadand craint que l'exigence d'un diplôme de spécialité arrête le médecin dans certains cas urgents. Art. 8. adopté sans changement.

Art. 9. M. Vincent et M. Le Gargen demandent une modification de la rédaction : et ne faut pas empêcher l'exercice accidentel de la profession. M. Lavergne préfère même l'ancien texte. ^{Le § 1^{er} et 2^e} l'article est réservé.

Art. 9. § 5. adopté.

Art. 10 § 2. MM. Join-Lambert et Peyret s'y opposent. ^{Pas de décision.}

Art. 11. M. Rd Martin estime qu'il ne devrait pas y avoir prescription. M. Milhies-Lacroix est d'un autre avis. M. Leclercq craint que la proposition se retourne contre le client. M. Join-Lambert reproche la négligence de certains médecins. - Le statu quo est maintenu.

Art. 13. - adopté.

Art. 16. M. Vincent demande ce que deviennent les cas d'urgence. M. Rd Martin et lui préfèrent l'ancienne loi. ^{Le 1^{er} alinéa est} Adopté sous réserve de rédaction

Art. 16. § 1^{er} 2^e alinéa. M. Join-Lambert fait remarquer que ce texte gênerait même les coiffeurs. M. Vincent fait la même remarque pour le pharmacien qui analyse l'urine. M. Leclercq répond que ce n'est pas "déterminer un diagnostic", mais donner un élément de diagnostic. M. Rolland signale aussi le cas des instituts de beauté. Le § est provisoirement adopté.

Les alinéas suivants sont adoptés jusqu'au § d)

Le dernier alinéa M. Peyret demande la suppression

des mots "titulaires du diplôme d'Etat."

M. Sellier disant que l'objet de ces lois ^{est} ~~sont~~ la défense des professions, M. Gardaud proteste: il s'agit de la défense du malade. M. Dormann, M. Guyonnet, prennent la défense des auxiliaires sans diplôme dans les campagnes.

Les mots "étudiants.... d'Etat" sont remplacés par le mot "personnes". Le dernier ainsi rédigé est adopté.

Art. 19 (adopté).

Suite de la discussion renvoyée à un prochain séance. Séance levée à 18^h 45.

LOI 30 NOVEMBRE 1892

sur l'exercice de la médecine, modifiée par les lois des 14 Avril 1910
6 Mai 1922 et 13 Juillet 1929.

TITRE I^{er}. - Conditions de l'exercice de la médecine

Texte de la proposition. :

Texte du rapporteur. -

Article 6 - Sans changement

Voir
plus haut
discussion
et
modification.

Article 6 - Les internes des hôpi-
taux et hospices français, de na-
tionalité française, nommés au con-
cours et munis de seize inscriptions
en vue du diplôme d'Etat, et les é-
tudiants en médecine, ayant terminé
leur scolarité et étant dès lors mu-
nis de vingt inscriptions en vue du
Diplôme d'Etat, peuvent être auto-
risés à exercer la médecine, pendant
une épidémie, ou à titre de rempla-
çants de docteurs en médecine ou
d'officiers de santé. Cette autori-
sation délivrée par le Préfet du
département, est limitée à trois
mois ; elle est renouvelable dans
les mêmes conditions.

Les dispositions du présent
article sont applicables aux élèves
en chirurgie dentaire, dont la sco-
larité est terminée pour le rempla-
cement des chirurgiens-dentistes ou
des dentistes, qui exercent leur art
dans les conditions prévues à l'art.
32 de la présente loi.

Article 9 - sans changement.

art 9 § 1⁴²
réserve
v. pl. haut

Article 9 - 1 - Les docteurs en médecine, les chirurgiens-dentistes, les accoucheuses sages-femmes, sont tenus dès leur établissement, et avant d'accomplir aucun acte de leur profession, de faire eux-mêmes enregistrer, sans frais leur titre à la Préfecture, au greffe du tribunal civil de leur arrondissement, et de le faire viser à la mairie du lieu où ils ont leur domicile ainsi qu'à celles de leurs différentes résidences professionnelles et autres lieux d'exercice. Ce visa sera accompagné du dépôt de la signature.

§ 2 - Et s'il s'agit de débutants n'étant pas encore en possession de leur titre ou diplôme, ils doivent faire enregistrer et viser comme il est dit ci-dessus, le certificat provisoire qui leur a été délivré par la faculté ou par l'école professionnelle dûment autorisée.

Article 9 - Sans changement

§3 - Sans changement

§4 - Sans changement

ad.

§5 - Tout changement de domicile ou de résidence professionnelle, doit être notifié par le titulaire du diplôme lui-même à la Mairie du lieu des derniers et nouveau domicile ou résidence.

Article 10 - Sans changement

§I - Sans changement

§2 Les Maires sont tenus de signaler dans le plus bref délai au Préfet, les noms et les adresses des docteurs en médecine, chirurgiens-dentistes ou sages-femmes qui, par décès, départ ou tout autre cause, ont cessé l'exercice de leur profession.

Texte de la loi de 1892.

Article 13 - A partir de l'application de la présente loi, les médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes jouiront du droit de se constituer en associations syndicales, dans les conditions de la loi du 21 Mars 1884, pour la défense de leurs intérêts professionnels.

Conforme

à l'égard de toutes personnes autres que l'Etat, les Départements et les communes.

supprimer la phrase ci-contre

Texte de la proposition primitive

TRE V - Exercice illégal de la Médecine.

Exerce illégalement la médecine :

1°) Toute personne non munie d'un diplôme d'Etat français de docteur en médecine, officier de santé, chirurgien-dentiste, sage-femme ou ne remplissant pas les conditions stipulées aux articles 6, 29, 32 de la présente loi, qui prend part, même en présence d'un médecin, à l'établissement de diagnostics, en dehors de cas d'urgence avérés, au traitement des malades ou à des interventions chirurgicales, se livre à la pratique de l'art dentaire ou à l'obstétrique par acte personnel, consultations verbales ou écrites,

Article 16 - Exerce illégalement la médecine :

1°) Toute personne non munie d'un diplôme d'Etat français de docteur en médecine, d'officier de santé, chirurgien dentiste, sage-femme, ou ne remplissant pas les conditions stipulées aux articles 6, 29, 32 de la présente loi, qui prend part, même en présence d'un médecin, à l'établissement de diagnostics et, en dehors de cas d'urgence avérés, au traitement des malades ou à des interventions chirurgicales, se livre à la pratique de l'art dentaire ou à l'obstétrique, par acte personnel, consultations verbales ou écrites, correspondance, tracts, affiches, ou toute autre publicité.

adopté
sans réserves

correspondance, tracts, affiches :
ou toute autre publicité.

Sont assimilés à un traitement :
les actes qui dans un but d'hy- :
giène ou d'esthétique, comportent :
l'utilisation des moyens chirur- :
gicaux ou de tout appareil sus- :
ceptible, par la mise en oeuvre :
d'agents physiques ou chimiques :
soit de déterminer un diagnostic :
soit de produire des effets phy- :
siologiques.

29) Toute personne, même rem- :
plissant les conditions exigées :
pour l'exercice d'une profession :
médicale :

a) qui participe à des actes :
excédant ceux auxquels elle est :
réglementairement habilitée;

b) qui prête son concours :
aux personnes visées dans le pa- :
ragraphe précédent, à l'effet de :
substituer sa responsabilité lé- :
gale à la leur;

c) qui exécute sous le nom :
d'un tiers, même habilité à cet :
effet, des actes relevant de :
l'exercice d'une profession mé- :
dicale.

L'interdiction temporaire ou :
l'incapacité absolue d'exercer :
une profession médicale, peu- :
vent être prononcées par les

Sont assimilés à un trai- :
tement, les actes qui, même :
dans un but **exclusif** d'hygi- :
ne ou d'esthétique, compor- :
tent l'utilisation des :
moyens chirurgicaux, de tout :
appareil ou de toute tech- :
nique susceptible, par la :
mise en oeuvre d'agents phy- :
siques ou chimiques ou bio- :
logiques, soit de détermi- :
ner un diagnostic, soit de :
produire des effets physio- :
logiques.

29) Toute personne, même :
remplissant les conditions :
exigées pour l'exercice :
d'une profession médicale :

a) qui participe à des :
actes excédant ceux aux- :
quels elle est réglementai- :
rement habilitée;

b) qui prête son concours :
aux personnes visées dans le :
paragraphe précédent, à :
l'effet de substituer sa :
responsabilité légale à la :
leur;

c) qui exécute sous le nom :
d'un tiers, même habilité à :
cet effet, des actes rele- :
vant de l'exercice d'une pro- :
fession médicale;

: cours et tribunaux, accessoire- :
ment à peine principale, contre :
les auteurs des délits prévus :
au présent article.

: Les dispositions du paragraphe :
: ler du présent article ne s'appli- :
: quent pas aux [étudiants en médi- :
: cine, aux infirmiers et infirmières :
: titulaires du diplôme d'Etat,] qui :
: agissent comme auxiliaires des :
: membres du corps médical, sous la :
: responsabilité de ceux-ci ou leur :
: direction, pour l'exécution ex- :
: clusive de leurs prescriptions.

: d) qui se fait remplacer :
: par des personnes ne rem- :
: plissant pas les conditions :
: prévues au présent article.

-conforme à la proposi- :
tion.-

modifié

Article 19 -

§ I - Quiconque usurpe publi-
quement le titre de docteur
en médecine ou officier de
santé, même s'il utilise à cet
effet une expression abrégée
de nature à laisser supposer
qu'il possède ce titre, est
puni d'une amende de 1.000 frs
à 3.000 francs et d'un empri-
sonnement de un mois à un an
ou de l'une de ces deux peines
seulement.

Article 19 -

§ I - Conforme à la proposition

8.

MERCREDI 1er MARS 1939

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Audition(éventuelle) de Monsieur le Professeur FABRE, pharmacien en chef du groupe Necker - Enfants malades, sur les moyens d'améliorer le conditionnement de l'air au Palais du Sénat.
- II - Désignation de rapporteurs :
- a) (Pour avis) :
Proposition de résolution de M. FRANCOIS SAINT-MAUR tendant à inviter le Gouvernement à hâter le dépôt d'un projet de loi sur la généralisation des allocations familiales en agriculture (n°322 - 1938).
- b) Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés relative au privilège des sociétés de crédit foncier et de crédit immobilier dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (N°77-1939).
- III - Proposition de loi de M. Henri SELLIER, relative à la répression du Charlatanisme médical et pharmaceutique (n°420-1937). - M. Henri SELLIER, rapporteur.
- IV - Proposition de loi de M. GUERIN et d'un certain nombre de ses collègues tendant à étendre à tous les assurés sociaux mutualistes, quels que soient les praticiens choisis par eux, les avantages concédés par les sociétés de secours mutuels et autres organismes mutualistes (n°296-1938). M. RAYMOND MARTIN, rapporteur pour avis.
- V - Projet de loi relatif au renforcement de la protection de la maternité et de l'enfance. (N°4-1937). M. GADAUD, rapporteur.

Présidence de M. Even.

Présents : M. M. Le Gorgeu, Lavergne, E. Vincent, Lissar, Gilbert, Join-Lambert, Rolland, Classaing, Chammanus,

- I. M. Fabre sera absent jusq'après Pâques pour raisons de convalescence. Il sera entendu ultérieurement.
- II a) M. Raymond Martin est désigné.
b) M. Urban est désigné.
- III En l'absence de M. Sellier, la discussion est renvoyée.

IV. En l'absence de M. Dormann, M. Raymond
Martin demande le renvoi. Ainsi décidé.

V. L'avis de la C^{on} de législation
~~M. Gasté~~ Le rapport au fond n'étant
pas distribué, la discussion est ajournée.

Séance levée à 16 heures 50. 5

MERCREDI 8 MARS 1939

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE du JOUR :

- I - Désignation de rapporteur :
Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à classer dans la troisième catégorie l'emploi réservé de préposé des douanes, actuellement rangé en quatrième catégorie.
(n° 148 - 1939)
- II- Proposition de loi de M. Henri SELIER, relative à la répression du Charlatanisme médical et pharmaceutique (n°420-1937)-
M. Henri SELIER, rapporteur.)
- III- Proposition de loi de M. GUERIN et d'un certain nombre de ses collègues tendant à étendre à tous les assurés sociaux mutualistes quels que soient les praticiens choisis par eux, les avantages concédés par les sociétés de secours mutuels et autres organismes mutualistes (n° 296-1938). M. Raymond MARTIN, rapporteur pour avis.
- IV - Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier la proportion des emplois réservés aux mutilés et anciens militaires bénéficiaires des lois des 30 janvier 1923 et 18 juillet 1924, en ce qui concerne les fonctions de contrôleur et de commis des contributions diverses du Gouvernement Général de l'Algérie. (n° 322- 1938) M. DORMANN, rapporteur.

Présidence de M. Even

Présents : M. M. Selier, Rolland, Guyonnet,
Le Pelletier Vincent, Le Forger, F. Legret,
Loubat, Millies-Lacroix, Gilbert, Chassaign,
Raymond Martin, Join-Lambert, Leclercq, Dormann

M. le président dépose la correspondance.

I.

148-1939

M. Dormann est désigné.

II.

Charlatanisme de la précédente séance.
medical.

420-1937

M. Selier s'excuse d'avoir été absent lors
Art. 19. M. Selier expose qu'une loi générale
punit les usurpations de qualité (art 289. C.P.)

M. Sellier ajoute donc à l'art. 19 les
titres de dentiste et de sage-femme et
renvoie pour les pénalités à l'art. 219
du Code Pénal.

Art. 20

Article 20 - Est considéré comme :
ayant usurpé le titre de docteur :
en médecine, officier de santé, :
chirurgien dentiste ou sage femme :
quiconque, possédant un diplôme :
étranger lui donnant le droit d'ex-
ercer en France, n'indique pas, et :
en mêmes caractères, chaque fois :
qu'il use, même par abréviation, :
du titre de docteur, officier de :
santé, dentiste ou sage-femme, le :
nom de la Faculté étrangère qui :
lui a délivré son diplôme. :

§ 2 - Sauf le cas visé à l'article
17 de la loi du 21 Germinal II, :
est puni, comme exercice illégal :
de la pharmacie, le fait, pour :
quiconque exerce l'une des profes-
sions médicales visées à la pré- :
sente loi, de percevoir ou de re- :
cevoir d'une façon directe ou in- :
directe des intérêts ou ristournes
dans une entreprise de fabrication
ou de vente de médicaments et ap- :
pareils orthopédiques de quelque :
nature qu'ils soient, qu'il est :
régulièrement autorisé à prescrire
ou d'exercer simultanément la pro-
fession de pharmacien avec celle :
de médecin, dentiste ou sage-femme

Est puni comme exercice illégal
de la médecine le fait, pour un :
médecin, officier de santé, den- :
tiste, chirurgien, sage-femme, de :
percevoir directement ou indirect- :
ment, à l'insu de son client, une :
part sur les honoraires versés :
par celui-ci à un confrère. :

Article 20 -

Conforme à la proposition

(adopté)

(Réserve)

(réserve)

L'interdiction temporaire ou :
 l'incapacité absolue de l'exer- :
 cice de la profession peuvent :
 être prononcées par les cours- :
 et tribunaux, accessoirement :
 à la peine principale, contre :
 les auteurs des délits prévus :
 au présent article. :

conforme à la proposition.

(réserve)

L'incapacité absolue est obli- :
 gatoirement prononcée en cas :
 de récidive. :

(réserve)

M. Emile Vincent s'étonne que le projet englobe une réforme complète de la loi de 1892. Il aurait préféré qu'on ne mêlât pas les deux questions. Le compérage médico-pharmaceutique a été réglé par un décret récent. Le décret paru, y a-t-il eu des poursuites ? La pratique des ristournes et la dichotomie ont-elles cessé ? Comment pourrait-on le croire ? M. E. Vincent dirigeait un laboratoire d'analyses. Il faisait des réductions aux médecins et aux pharmaciens. C'était faire du compérage, sans s'en douter. Le projet sera très difficile à appliquer. Va-t-on poursuivre le médecin qui reçoit des blocs d'ordonnances, ou que tel grand spécialiste invite à une partie de chasse en Sologne ? Et on poursuivra le pharmacien qui donne une consultation, mais pas le fabricant d'appareils orthopédiques.

M. Le Pelletier demande qu'il de la femme pharmacienne qui délivre des médicaments sur ordonnance de son mari médecin.

M. Emile Vincent comprend que le pharmacien doit rester à son officine. Mais s'il est

docteur en médecine, vous ne pouvez
pourtant s'empêcher de donner une
consultation. Il ne faut pas supposer
parce qu'il a les deux diplômes, que
c'est un malhonnête homme.

M. Rolland appuie cette observation :
il connaît un cas de ce genre ; le syn-
dicat des médecins a refusé d'intervenir.

M. Milhès-Lacroix, dans le cas signalé
du bandagiste qui donne une commis-
sion, répond que le bandagiste peut
être poursuivi comme complice du délit.

M. Guyonnet est de l'avis de M. Sellier
en ce qui touche la séparation des profes-
sions de médecin et de pharmacien.
Il faut éviter la tendance à faire faire
des analyses inutiles : aussi toute ristourne
des laboratoires doit être interdite.

M. Raymond Martin fait allusion à
l'organisation dite "la Prévoyance médicale"
qui accorde une retraite, qui n'est autre
qu'une ristourne à retardement.

M. Sellier répond que cela doit tomber
sous le coup de son projet.

M. Sellier rappelle le cas du Dr Dupeyron,
qui, avant la guerre, soignait gratui-
tement, mais ordonnait pour cent francs
or de médicaments. De telles pratiques sont
condamnables et doivent être rendues
impossibles.

M. Gilbert demande si le cas du prophe-
ticien est toléré. Réponse affirmative
de M. Sellier.

Il s'agit en effet de localités où il n'y a pas de pharmaciens. L'intérêt du public exige le maintien de cette pratique.

M. E. Vincent relève qu'alors on permet au médecin non pharmacien de faire de la pharmacie et on l'interdit au médecin qui possède le diplôme de pharmacien. Ce qu'il faut, c'est voter l'ordre des médecins, et aussi l'ordre des pharmaciens.

M. Gilbert remarque que la propharmacie ordonne des médicaments qu'on ne peut trouver ailleurs que chez lui.

M. Guyonnet dit qu'on ne peut faire de la propharmacie que pour des médicaments d'urgence et lorsqu'on est à 4 kilomètres d'une pharmacie.

M. Raymond Martin expose que la "Prévoyance médicale" ne donne pas de retournes aux médecins. Cependant elle serait supprimée. Or, elle comprend la moitié du corps médical.

M. le président demande et obtient la suppression du mot "régulièrement", qui lui semble inutile.

M. Mihiès-Lacroix trouve que la "Prévoyance médicale" n'est pas visée par le texte.

M. E. Vincent répond qu'elle tombe sous le coup du décret.

L'article 20 § 2, 1^{er} alinéa, est réservé.

Art 20 § 2, 2^e alinéa.

Il faut lire "comme l'exercice illégal de la médecine."

M. E. Vincent conteste le texte.

Le texte est réservé; ainsi que l'alinéa suivant.

Article 21 - sans changement.

Article 21- sans changement.

Article 22 - sans changement.

Article 22- sans changement.

Article 23- sans changement.

Article 23- sans changement.

Article 24- sans changement.

Article 24- Sera considéré comme étant en état de récidive légale, quiconque, ayant été condamné par application de la présente loi, aura. à

:partir de la première infraction
:et dans les cinq ans qui suivront
:la date à laquelle la condamnation
:sera devenue définitive, commis un
:nouveau délit tombant sous l'appli-
:cation de la présente loi.

Article 25- sans change-
ment.

Article 25- sans changement.

Article 26- sans changement

Article 26- sans changement

Article 27- sans changement

Article 27- sans changement

TITRE V Bis -Publicité médicale
et pharmaceutique.-

Article 27 bis - Dans toute réclame ou publicité, soit par émission de téléphonie sans fil -soit distribuée gratuitement ou faite ailleurs que dans un périodique ou imprimé quelconque réservé exclusivement à ses abonnés et aux membres du corps médical et

pharmaceutique -concernant un produit, des spécialités pharmaceutiques ou des méthodes de diagnostic et de thérapeutique, est interdit l'emploi des mots : "guérir", "guérison", la publication d'attestations de guérison, de commentaires d'allure scientifique sur les effets médicaux du produit, la description des symptômes de la maladie pour laquelle le produit est recommandé, la publication de dessins évoquant la situation des malades avant et après le traitement.

Est interdite, sous quelque forme que ce soit, toute publicité ou réclame faite auprès d'autres personnes que les membres du corps médical et pharmaceutique relative à un remède contre la tuberculose, le cancer, l'impuissance, les maladies vénériennes ou les troubles menstruels.

Un décret rendu sur la proposition du Ministre de la Santé Publique pourra étendre cette interdiction à toutes autres maladies ou affections, après avis de l'Académie de Médecine, du Conseil Supérieur d'Hygiène public et des organisations professionnelles médicales.

Est interdite l'émission par téléphonie sans fil, de publicité, annonces ou conférences portant sur les questions touchant à la santé Publique, ou visant la technique médicale et pharmaceutique, dont le texte n'a pas été préalablement approuvé par le Ministre de la Santé Publique.

modifié

Dans un délai de six mois à dater de la promulgation de la présente loi et sauf autorisation spéciale donnée par arrêté du Ministre de la Santé Publique aux établissements d'utilité publique, est interdit dans les enseignes, raisons sociales, réclame ou publicité de quelque nature qu'elles soient, concernant des organisations de consultations ou de soins médicaux, la vente ou la distribution de médicaments, autres que celles qui sont gérées par l'Etat, les départements, communes ou établissements publics ou placés sous leur contrôle direct, l'emploi des épithètes : "Institut", "Académie", "Office", "National", "Départemental", "Communal", "Public", ou de toute autre analogue, de nature à laisser supposer que sa publicité vise un établissement public, d'intérêt public ou poursuivant un but scientifique, philanthropique ou désintéressé.

Les infractions aux dispositions du présent article sont punies par les pénalités prévues aux articles 287 et 288 du Code Pénal.

Les suspensions temporaires ou l'incapacité absolue de l'exercice de leur profession peuvent être prononcées accessoirement aux peines principales, contre les médecins, officiers de santé, dentistes, chirurgiens ou sages-femmes, auteurs principaux ou complices des délits prévus au présent article.

Article 27 ter - Dans un délai de six mois, à dater de la promulgation de la présente loi et sauf les exceptions prévues ci-après, est interdit, dans toute raison sociale, enseigne, marque de fabrique ou publicité concernant des produits destinés à être employés dans un but d'hygiène ou d'esthétique d'une façon interne ou externe, par la mise en oeuvre d'agents physiques ou chimiques, l'utilisation du nom d'une source d'eau minérale approuvée ou d'une station thermale reconnue dans les conditions prévues à l'article 8 de la loi du 24 Septembre 1919.

Les infractions aux dispositions du présent article sont punies des pénalités prévues à l'article premier de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes.

Article 27 bis - conforme à la proposition

L'incapacité absolue est obligatoirement prononcée cas de récidive.

Article 27 ter - conforme à proposition.-

Reservé

La suspension temporaire ou l'incapacité absolue de l'exercice de leur profession peuvent être prononcées, accessoirement aux peines principales contre les médecins, officiers de santé, dentistes

ou sages-femmes, auteurs principaux ou complices des délits prévus au présent article.

L'incapacité absolue est obligatoirement prononcée en cas de récidive.

Article 27 quater - Sera puni des peines prévues pour les délits d'escroquerie et abus de confiance, quiconque, soit en faisant usage de faux, nom ou de fausses qualités, soit en ayant recours à des moyens quelconques de propagande ou de publicité - pour persuader autrui de qualités imaginaires qu'aurait un remède ou un procédé destiné à prévenir, traiter, soulager, améliorer ou guérir, pour faire naître, ainsi, des espérances chimériques - aura tenté de se faire remettre ou se sera fait remettre, directement ou indirectement des sommes d'argent ou toute autre valeur représentant la rémunération de conseils, soins ou fournitures.

Article 27 quater - Conforme à la proposition.-

M. Sellier expose les principes sur lesquels il base les textes sur la publicité pharmaceutique et médicale.

M. Emile Vincent pense que les spécialités de la publicité médicale tourneront le texte. Il serait d'avis de supprimer toute publicité médicale pas T. S. F. Il ne peut être question d'établir une censure au ministère : les fonctionnaires sont incompétents.

M. Millios-Lacroix demande si on aura le droit d'utiliser le titre "Institut de beauté" ? M. Sellier répond négativement. M. Millios-Lacroix lui demande de le inscrire.

§ 1^{er} art 27 bis. M. E. Vincent dit que le prospectus qui entoure la bouteille sera interdit. M. Sellier répond que ce prospectus lui est indifférent, car il ne sert pas à inciter le malade à l'achat.

La jurisprudence est insuffisante. Il y a eu quelques poursuites, mais les délinquants ont trouvé moyen de la tourner.

M. Gilbert dit que toute la presse va se lever contre le texte.

M. Le Gorgeu appuie cette remarque. Il n'a pas l'impression que le texte aura un effet de proptigine. Les journaux ont refusé la responsabilité de la censure. Mais on pourrait la confier à des médecins.

M. Sellier conclut que des médecins se montrent hostiles à des méthodes heureuses, mais nouvelles.

M. Sellier consentirait à la liberté totale pour la publicité destinée aux seuls médecins, et à soumettre à une censure médicale et officielle la publicité destinée au grand public. M. Rolland se rallie à cette idée.

La commission charge nos rapporteurs de préparer un texte dans ce sens.

Art. 27 bis. M. Le Pelletier demande que l'on dise "reconnu" d'utilité publique (adopté.)

L'art. 27 bis est renvoyé au rapporteur.

Art 27 ter. Cet article vise par exemple les "sels de Vichy" qui ne sont pas extraits de l'eau de Vichy.

M. Le Pelletier demande qu'il y ait des "grains de Vals".

M. Joris-Lamblert considère que c'est un cadeau dangereux pour le ministère de la Santé publique. On va le mêler à des questions commerciales où il n'a rien à faire.

On demandera l'avis du ministre sur cette question. L'article est réservé.

Art. 27 quater. (adopté.)

Le Président propose d'entendre mercredi prochain à 16^h 30 M. Cibrie (syndicat médicaux)
à 17^h M. Sargent (ligue de la dystonie)
à 17^h 30 le représentant de l'école dentaire
M. Sellier préfère que M. Cibrie parle le dernier. (adopté.)

III et IV Sur la demande des rapporteurs, les articles III et IV sont renvoyés à mercredi.

Séance levée à 18 heures

MERCREDI 15 MARS 1939
à SEIZE HEURES TRENTE
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Désignation de rapporteur :

Proposition de loi tendant à modifier les articles 4 et 6 de la loi du 20 juillet 1895 sur les Caisses d'épargne, présentée par M. André Lebert et un grand nombre de ses collègues (n° 192 - 1939)

II - Proposition de loi de M. Henri SELLIER, relative à la répression du Charlatanisme médical et pharmaceutique (n° 420 - 1937) M. Henri SELLIER, Rapporteur.

AUDITION :

- 1°) de MM. les délégués de la Ligue médicale contre la dichotomie;
- 2°) de MM. les délégués de l'Ecole Dentaire de Paris;
- 3°) de M. le Dr. CIBRIE et d'une délégation de la confédération des syndicats médicaux français;
- 4°) des représentants de la Fédération française des journaux.

III - Proposition de loi de M. GUERIN et d'un certain nombre de ses collègues tendant à étendre à tous les assurés sociaux mutualistes, quels que soient les praticiens choisis par eux, les avantages concédés par les sociétés de secours mutuels et autres organismes mutualistes (n° 296 - 1938) M. RAYMOND MARTIN, rapporteur pour avis.

IV - Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier la proportion des emplois réservés aux mutilés et anciens militaires bénéficiaires des lois des 30 janvier 1923 et 18 juillet 1924, en ce qui concerne les fonctions de contrôleur et de commis des contributions diverses du Gouvernement Général de l'Algérie. (n° 322 - 1938) M. DORMANN, rapporteur.

V - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative au privilège des sociétés de crédit foncier et de crédit immobilier dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° 77 - 1939 - M. URBAN, Rapporteur)

Présidence de M. Even.

Présents : MM. Lavergne, Raymond Martin, Gilbert, Emile Vincent, Dormann, Chassaign, Guyonnet, L. Robert, Lissar, Join-Lambert, Rolland, Clamamus, Sellier, Urban, F. Legnet, V. Constant, Millès-Lacroix

Retraite de
vieux.

M. Cornare, ministre du Travail, s'est mis en rapport avec le président, et lui demande que la commission examine le projet et soit prête avant la rentrée d'octobre.

On examinera le projet à la première séance de mai.

19
Ca
d'ég

42
Char
nif
me

M. Clamannus proteste contre les retards qui semblent être admissibles d'avance par le ministre. M. Clamannus déclare être le représentant d'une organisation de riverains, ceux-ci attendent avec impatience un résultat. Il demande à la commission de mettre tout en œuvre pour hâter le dépôt du rapport.

M. Loen répond que la commission reste maîtresse de sa décision.

M. Le Gorgeu, ^{rapporteur,} est avisé qu'il sera très prochainement convoqué au ministère.

M. Sellier est d'avis que le projet de la Chambre est une "amère plaisanterie". La Chambre compte sur le Sénat pour encadrer la responsabilité des retards. Le Sénat doit donc se hâter. L'erreur fondamentale, c'est que le ministre du travail y soit mêlé. C'est celui de la Santé publique qui est chargé de l'assistance et non celui du travail. C'est la loi de 1905 qu'il faut refondre et non celle des assurances sociales.

M. Valadier, rapporteur pour avis à la C^{or} des finances, est résolu à donner un avis favorable au texte de la présente commission.

I.
192.39
Caisses
d'épargne

M. Joris-Lambert est désigné. M. Lebert a demandé d'être entendu. La commission l'entendra avant établissement du rapport.

M. Joris-Lambert rappelle qu'il a déposé la constitutionnalité de la proposition. M. Joris-Lambert fera un premier rapport sur ce point avant rapport au fond.

II
420-1937
Charlata-
nisme
médical.

1^o Ligue médicale contre la dichotomie : (M. le professeur Schwartz, le Dr Grenet, le Dr Lanoë.)
M. le professeur Schwartz excuse le professeur

Sergent, retenu par un cours.

M. le professeur Schwartz donne lecture d'un document résumant l'opinion de la Ligue. (voir ci-après.)^(A)

M. le Dr Grenet remercie la commission d'appuyer les efforts de la Ligue. Il espère qu'elle l'aidera à obtenir le résultat qu'elle poursuit.

Cependant, on ne peut assimiler la dichotomie à l'exercice illégal de la médecine, car de vrais et parfois très célèbres médecins s'y livrent. Il s'agit d'une question de moralité: le Dr Grenet pense que l'Ordre des médecins serait qualifié pour intervenir. C'est là qu'est la solution.

M. le Dr Laros est du même avis, en son nom et au nom du Dr Sergent. Il rappelle qu'il a remis au président il y a un an des documents intéressants sur la question.

M. le président demande s'il y a d'autres observations sur le texte.

Reprise ~~aff~~ que le texte donne satisfaction à la Ligue, sauf sur le point précité!

M. Clamannus demande si l'on considère comme dichotomie le fait par un médecin inscrit à la liste d'A.M.G. de se des assuer d'assistants docteurs qui se présentent et leur nom chez les malades.

Le professeur Schwartz répond que si le chien est payé par le client, il n'y a pas dichotomie.

M. Chassaign dit que si ce n'est pas de la dichotomie, c'est du moins un abus.

M. Emile Vincent dit que le seul moyen

de moraliser la médecine est de créer l'ordre des médecins. Il y a des cas où les médecins donnent des commissions à des rabatteurs. Le texte ne peut le atteindre.

La délégation quitte la salle, après que M. le président l'a remerciée et se l'a chargée de remercier le professeur Sargent.

Fédération nationale des Syndicats dentaires
(M. Maurice Vincent, Lemme (hantes)
Boivin (Nancy)).

M. Maurice Vincent, président de la fédération, s'élève contre les dentistes en boutique, contre ceux qui distribuent des primes à leurs clients. Il approuve donc la commission dans son action.

Quant à l'exercice illégal de l'art dentaire, il se développe de plus en plus, car il y a d'excellents mécaniciens qui ont eu pouvoir, en l'absence de surveillance du praticien, passer du laboratoire au cabinet. Les peines sont insuffisantes. Les récidivistes continuent.

Sur l'article 1^{er} de la proposition 420, pas d'observation.

En ce qui touche l'article 2, (4 nouveau) il faut prévoir les conditions d'un certain nombre d'arrêtés qui visent les Alsaciens-Lorrains, les Sarrois, etc.

Depuis longtemps, les mécaniciens ont demandé le droit de prendre des empreintes et d'essayer les appareils. La délégation s'oppose à cette demande, qui retirerait une partie de leurs droits aux chirurgiens-dentistes. C'est d'ailleurs l'avis de la

Faculté de Médecine et de la Confédération
des Médecins. La Cour de Cassation a réglé
la question contre les chirurgiens-dentistes.
Elle n'a pas compétence médicale, et
on demande à la Commission de fixer
le droit.

Elle devrait également déterminer
l'activité professionnelle du chirurgien-
dentiste. La délégation propose un texte sur
ce point.

M. Vincent distribue la liste des amen-
dements dont il demande le vote. ^(B) Il
proteste contre l'abus que l'on fait des mots
"assurances sociales." (voir annexe B.)

La délégation prend congé.

(et Association générale des dentistes de France)
3^e Ecole dentaire de Paris (M. Blatter Pr^é Dir^{ect}?)
M. le D^r Solas ^{dir. adj.}, M. Villain ^{v.p.}, M. Wallis-Davy) sec. gén.

M. Blatter remercie la Commission et
passe la parole à M. Villain, vice-président
exposant qu'il y a encore des dentistes diplômés
qui ne sont pas chirurgiens-dentistes. Il faut
donc les viser.

Il demande que la loi vise la publicité
dentaire. Les sociétés dentaires devraient
donc être représentées dans les commissions
de contrôle.

Il faut interdire l'ouverture de cabinets
par des non diplômés.

Les pénalités sont insuffisantes, les
condamnés à de courtes amendes recom-
mencent à exercer. La Chambre est saisie
à ce propos de deux projets (Lamoureux

(1) M. Villain est président d'honneur de l'Ass^{oc} G^{éné} des Dentistes de France et prés^{ident}
de la Fédér^{ation} dentaire n^o 6.

et Cousin), le pourrait-on en reprendre certaines dispositions.

Les possesseurs de cabinets devraient être assurés contre les risques professionnels.

La délégation se retire.

4^e Confédération des Syndicats médicaux français. (M. M. le Dr Cibré, Dr Hilaire et M. de Vincourt.)

M. Cibré a vu la proposition Sellier avec la plus grande faveur. Les assemblées plénières de la C. S. M. en ont accepté unanimement le principe.

Sur les art 1^{er}, 2 et 3, le Dr Cibré n'a pas d'observations à faire.

A l'article de 14, 1^o la Confédération propose de texter Sellier à celui de la Chambre (Dr Cousin). Mais il propose d'ajouter une référence à "la prise de tension artérielle et opérations analogues".

Au 2^e alinéa, ne vaudrait-il pas mieux ajouter: parler simplement de petite chirurgie ou d'électrothérapie.

Voir pour les autres demandes le Document C en annexe.

M. Cibré, en ce qui touche la dystonie, fait les mêmes observations que la Ligue contre la dystonie. Il ne faut pas la pénaliser avec un exercice illégal.

En ce qui touche la publicité, M. Cibré pense que la tâche d'une commission de censure serait bien lourde. Il ne peut être question de supprimer toute publicité, ce qui d'ailleurs ferait échouer le vote de la loi.

Voir plus loin le texte proposé.

M. M. Derrmann et Chassaign demandent que l'on interdise la publicité visant la guérison de la hernie. M. Cibré n'y serait pas hostile.

M. Raymond Martin demande si au § 2 de l'art. 20, la "Prevoyance médicale" est visée.

M. Cibré répond qu'un décret-loi répond la question. Il semble que la P.M. puisse s'abriter derrière le fait qu'elle serait une simple société de publicité.

M. Emile Vincent trouve qu'elle est visée, mais pense qu'on ne la poursuivra pas.

M. Cibré possède trois dossiers d'affaires de "couperage". Les 3 plus grosses sociétés connues se sont dissoutes.

La délégation se retire.

5^o - Confédération ^{nationale} des journaux ^{français} (M. M. Pierre Dupuy, Baillaud, Géminis, Lemonon, Destin, Mercier)

M. Baillaud expose que la publicité pharmaceutique intéresse la presse. Le journal a un prix de revient supérieur au prix de vente. Il faut donc des recettes annexes. La plus importante source de publicité est la pharmacie. La suppression de cette publicité serait catastrophique pour la presse. Celle-ci élimine déjà des annonces susceptibles de tromper le public. Cela se fait par un accord tacite entre les journaux. La presse a mis à l'étude un projet précis qui établirait un véritable organisme de contrôle. Il

ra être soumis aux différents journaux.

M. Pierre Dupuy demande quelle est la position de la procédure. Le président Even répond que le texte qui est sous les yeux de la délégation a été réservé jusqu'à cette audition.

M. Sellier déclare qu'il ne veut pas tirer la presse. mais il faut une censure pour éviter des escroqueries comme celle du "Dr Vidal". La censure benévole des journaux avait été écartée par le rapporteur pour ne pas engager la responsabilité des journaux.

M. Sellier et M. Pierre Dupuy demandent qu'il y ait une liaison entre la commission et la fédération.

Un des membres de la délégation dit que la suppression de la publicité empêcherait le Dr Vidal de faire des conférences.

M. le président Even explique que le rapporteur a été chargé d'étudier la création d'une commission de contrôle. Si la Fédération veut arder la commission, cela sera parfait.

M. Maillard répond que les journalistes sont prêts, eux, à établir un contrôle.

Le président le remercie et la délégation se retire.

~~Renvoi~~ M. Sellier demande l'autorisation de déposer son rapport en blanc.

M. le président rappelle qu'on avait décidé d'une deuxième lecture.

III ~~XXXX~~
V.

Discussion renvoyée à la séance ultérieure.
Le rapport de M. Urban est adopté.

TV

M. Dormann résume son rapport.
Son texte est adopté!
Le vote levé à 18 h. 30

Annexes :

Annexe A.

M. le professeur Schwartz :

Fondée il y a plus de dix ans, la LIGUE MEDICALE CONTRE la **DICHOTOMIE** groupe ~~un~~ les médecins français qui ont pris l'engagement d'honneur de refuser en toutes circonstances et sous toutes ses formes le partage d'honoraires fait à l'insu du malade.

Nous remercions Monsieur le Président de la Commission d'Hygiène d'avoir bien voulu se souvenir que nous avons, l'an dernier, apprenant que la Commission d'Hygiène du Sénat s'apprêtait à nous donner l'appui de sa haute autorité dans la lutte contre la **dichotomie**, ^{Sollicité} d'être reçus devant cette Commission.

Nous nous permettons d'ailleurs de signaler que divers Syndicats Médicaux et en particulier le Bureau de la Confédération des Syndicats Médicaux ^{ont} 4, en 1933, formellement condamné la **dichotomie**, disant : "Toute offre, demande ou acceptation de remise effectuée à l'insu du malade est interdite et constitue une faute particulièrement grave."

Nous avons lu attentivement, dans le texte de la proposition de loi, l'alinéa qui correspond à la **dichotomie** et qui dit : "Est puni comme exercice illégal de la médecine, etc.."

Nous croyons devoir faire remarquer que, tout ^{immorale} ~~illegale~~ qu'elle soit, la **dichotomie** ne nous semble pas pouvoir être en aucun cas, considérée comme un acte d'exercice illégal. Cette conception risquerait en effet, comme le Professeur SERGENT

nous a prié de le faire remarquer, d'atteindre des médecins qui sont non seulement très régulièrement munis du diplôme de docteur en médecine, mais encore ~~pourvus~~ ^{pourvus} de hauts titres universitaires.

Il s'agit ~~lunaire~~, à notre avis, d'une question de moralité professionnelle qui relèverait, soit d'un conseil de famille soit, s'il existait, de la juridiction d'un Ordre des Médecins.

Les autres chapitres de la Proposition de loi ne font pas partie des préoccupations de notre Ligue, et nous ne nous permettons pas de les envisager, sinon pour nous réjouir de la condamnation du charlatanisme médical.

CONFEDERATION NATIONALE DES SYNDICATS DENTAIRES
6, Square de l'Opéra,
P A R I S

Annexe B

N° 420

PROPOSITION DE LOI

Relative à la répression du charlatanisme médical et pharmaceutique à l'exercice illégal de la médecine et à la réglementation de la publicité.

Texte de la proposition de loi: Amendements proposés par la Confédération Nationale des Syndicats Dentaires.
n° 420 :

Article 1er :

"Sont supprimés à l'art.13 :
in fine de la loi du 30 novem-
bre 1892 sur l'exercice de la : (sans changement)
médecine : "à l'égard de toute :
personne autre que l'Etat, le :
département et la commune". :

Article 2

La Confédération Nationale des Syndicats Dentaires demande qu'on ajoute des précisions par l'adjonction des mots soulignés dans la colonne des amendements. Ces arrêtés, lois, décrets concernent, en effet, tous ceux qui depuis la loi du 30 novembre 1892 ont conquis, à des titres divers, le droit d'exercer l'art dentaire.

La Confédération Nationale des Syndicats Dentaires vous demande d'examiner avec bienveillance l'adjonction suivante : "Relèvent de la pratique de l'art dentaire la prise d'empreintes buccodentaires, l'essai et la pose sur le patient d'appareils de prothèse dentaire".

Les imprécisions de la loi de 1892 ont amené dans le domaine de la jurisprudence des jugements divergents auxquels il y a lieu de mettre fin par une précision et c'est ce qui nous amène à vous présenter le texte ci-dessus, en parfait accord avec les personnalités les plus qualifiées pour donner leur avis, telle que la réunion des Doyens des Facultés de Médecine de France qui a estimé, le 14 juin 1937 :

"que la prise d'empreintes, l'essayage, la pose d'appareils de prothèse doivent être considérés comme des actes de pratique de l'art dentaire ne pouvant être exécutés que par des titulaires du diplôme d'Etat de chirurgien-dentiste".

De son côté, la Confédération des Syndicats Médicéux :

"estimant, le 30 mai 1937, que toute incursion dans le domaine de la pathologie et de la thérapeutique doit être réservée exclusivement aux diplômés, ceux-ci donnant seuls à la Santé Publique les garanties légales, fait siennes les considérations exposées par le Président du Syndicat général des Médecins Stomatologistes français".

Article 2

L'art. 16 de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine est remplacé par le texte ci-après :

"Exerce illégalement la médecine :

1° - toute personne non munie d'un diplôme d'Etat français de docteur en médecine, officier de santé, chirurgien-dentiste, sage-femme, ou ne remplissant pas les conditions stipulées aux art. 6, 29, 32 de la présente loi, qui prend part, même en présence d'un médecin, à l'établissement de diagnostics, en dehors de cas d'urgence avérée au traitement des maladies ou à des interventions chirurgicales, se livre à la pratique de l'art dentaire ou à l'obstétrique par actes personnels, consultations verbales ou écrites, correspondances, tracts, affiches ou toute autre publicité.

"Sont assimilés à un traitement qui, dans un but d'hygiène ou d'esthétique, comportent l'utilisation des moyens chirurgicaux ou de tout appareil susceptible, par la mise en oeuvre d'agents physiques ou chimiques, soit de déterminer un diagnostic, soit de produire des effets physiologiques.

Article 2

(sans changement)

1° - toute personne non munie d'un diplôme d'Etat français de docteur en médecine, officier de santé, chirurgien-dentiste, sage-femme, ou ne remplissant pas les conditions stipulées aux art. 6, 29 et 32 de la présente loi ou les conditions de l'arrêté du 24.9.19, de la loi du 13.7.21, de la loi du 10.8.24, du décret du 5.7.22 ratifié par la loi du 13.12.24, de la loi du 18.8.27, de la loi du 21.7.3 sur les praticiens alsaciens-lorrains et sarrois, qui prend part, même en présence, etc...

(sans changement)

"Relèvent de la pratique de l'art dentaire la prise d'empreintes buccodentaires, l'essai et la pose sur le patient d'appareils de prothèse dentaire.

2°- toute personne, même rem- :
plissant les conditions exigées :
pour l'exercice d'une profession :
médicale :
a) qui participe à des actes excé- :
dant ceux auxquels il est règle- :
mentairement habilité.

En ce qui concerne les chirurgiens-dentistes, la loi du 30 novembre 1892 ayant été d'une imprécision voulue quant aux actes réglementaires des chirurgiens-dentistes, il n'est pas possible d'appliquer cet article sans l'adjonction ci-après:

: "L'activité professionnelle du
: chirurgien-dentiste s'inscrivant dans
: le même cadre topographique que celle
: du médecin stomatologiste, il est
: convenu que chaque fois que dans un
: texte de loi applicable à la spéciali-
: té odonto-stomatologique, figure le
: mot "médecin", ce terme désigne com-
: munément le médecin-stomatologiste et
: le chirurgien-dentiste."

b) qui prête son concours aux :
personnes visées dans le paragra- :
phe précédent, à l'effet de sub- :
stituer sa responsabilité légale :
à la leur ;

(sans changement)

c) qui exécute sous le nom d'un :
tiers, même habilité à cet effet, :
des actes relevant de l'exercice :
d'une profession médicale.

"L'interdiction temporaire ou :
l'incapacité absolue d'exercer une :
profession médicale, peuvent être :
prononcées par les Cours et Tribu- :
naux, accessoirement à peine prin- :
cipale, contre les auteurs des dé- :
lits prévus au présent article.

(sans changement)

"Les dispositions du paragra- :
phe 1er du présent article ne s'ap- :
pliquent pas aux étudiants en mé- :
decine, aux infirmiers et infirmière- :
res titulaires du diplôme d'Etat :
qui agissent comme auxiliaires des :
membres du corps médical, sous la :
responsabilité de ceux-ci ou leur :
direction pour l'exécution exclu- :
sive de leurs prescriptions.

"Les dispositions du paragraphe 1er :
du présent article, à l'exception de :
la pratique de l'art dentaire, ne
s'appliquent pas aux

(sans dhangement)

Article 3

Article 3

L'art.18 de la loi du 30 novem- :
bre 1892 sur l'exercice de la méde- :
cine est remplacé par le texte ci- :
après :

(sans changement)

"Quiconque exerce illégalement :
la médecine, l'art dentaire ou :
l'art des accouchements est puni :
d'une amende de 100 à 1000 frs et :
d'un emprisonnement de six jours à :
six mois ou de l'une de ces deux :
peines seulement, et en cas de ré- :
cidive, d'une amende de 1000 à :

"Quiconque exerce illégalement la :
médecine, l'art dentaire ou l'art des :
accouchements est puni d'une amende :
de 500 à 1000 frs et d'un emprison- :
nement, etc.....

3000 frs et d'un emprisonnement de :
six mois à un an, ou de l'une de :
ces deux peines seulement. :

: "Dans le premier cas, la saisie de
: l'ensemble du mobilier et du matériel
: à usage professionnel peut être or-
: donnée, et la vente effectuée au pro-
: fit du trésor; en cas de récidive,
: la saisie de l'ensemble du mobilier
: et du matériel à usage professionnel
: devra être ordonnée.

Article 4

Article 4

(sans changement)

Le 1er paragraphe de l'art. 19 :
de la loi du 30.11.92 sur l'exer- :
cice de la médecine, est remplacé :
par le texte ci-après : :

"Quiconque usurpe publiquement :
le titre de docteur en médecine, :
ou officier de santé, même s'il :
utilise à cet effet une expression :

"Quiconque usurpe publiquement le
titre de docteur en médecine, d'offi-
cier de santé, de chirurgien-dentiste
de dentiste, et d'une manière générale

abrégée de nature à laisser suppo- :
ser qu'il possède ce titre, est pu- :
ni d'une amende de 1000 à 3000 frs :
et d'un emprisonnement de un mois à :
un an ou de l'une de ces deux pei- :
nes seulement. :

toute appellation prêtant à confu-
sion avec un titre légalement règle-
menté, même s'il utilise à cet effet
.....

Article 5

Article 5

(sans changement)

L'art. 20 de la loi du 30 novem- :
bre 1892 sur l'exercice de la méde- :
cine est remplacé par le texte ci- :
après : :

"Est considéré comme ayant usur- :
pé le titre de docteur en médecine :
officier de santé, chirurgien-den- :
tiste ou sage-femme, quiconque, :
possédant un diplôme étranger, lui :
donnant le droit d'exercer en Fran- :
ce, n'indique pas, et en mêmes ca- :
ractères, chaque fois qu'il use, :
même par abréviation, du titre de :
docteur, officier de santé, dentis- :
te ou sage-femme, le nom de la Fa- :
culté étrangère qui lui a délivré :
son diplôme. :

"Est considéré comme ayant usurpé
le titre de docteur en médecine, d'-
officier de santé, de chirurgien-
dentiste ou sage-femme quiconque,
ayant le droit d'exercer en France
et possédant un diplôme étranger,
n'indique pas en mêmes caractères et
sans disjonction, chaque fois qu'il
use, même par abréviation, du titre
de docteur, officier de santé, chi-
rurgien-dentiste, ou sage-femme le
nom de la Faculté étrangère qui lui
a délivré son diplôme.

Article 6

Article 6

Insérer entre l'art. 20 et l' :
art. 21 de la loi du 30 novembre :
1892 sur l'exercice de la médecine :
un article 20 bis rédigé comme suit :

"Sauf le cas visé à l'art. 27 de :
la loi du 21 Germinal II, est puni, :
comme exercice illégal de la phar- :
macie, le fait, pour quiconque exer- :
ce l'une des professions médicales :
visées à la présente loi, de perce- :
voir ou de recevoir, d'une façon di- :
recte ou indirecte des intérêts ou :

(décret-loi 17.6.38)

ristournes dans une entreprise de :
fabrication ou de vente de médica- :
ments et appareils orthopédiques de :
quelque nature qu'ils soient, qu'il :
est régulièrement autorisé à pres- :
crire ou d'exercer simultanément la :
profession de pharmacien avec celle :
de médecin, dentiste ou sage-femme :

"Est puni, comme exercice illé- :
gal de la médecine, le fait pour un :
médecin, officier de santé, dentis- :
te, chirurgien, sage-femme de per- :
cevoir directement ou indirectement :
à l'insu de son client, une part :
sur les honoraires versés par celui :
ci à un confrère. :

"L'interdiction temporaire ou l' :
incapacité absolue de l'exercice de :
la profession peuvent être pronon- :
cées par les Cours et Tribunaux ac- :
cessoirement à la peine principale, :
contre les auteurs des délits pré- :
vus au présent article. :

"Est puni, comme exercice illégal
de la médecine, le fait pour un mé-
decin, officier de santé, chirurgien-
dentiste; dentiste, sage-femme
.....

Article 7

Dans toute réclame ou publicité, :
soit par émission de téléphonie :
sans fil- soit distribuée gratuite :
ment ou faite ailleurs que dans un :
périodique ou imprimé quelconque :
réservé exclusivement à ses abon- :
nés et aux membres du corps médi- :
cal et pharmaceutique - concernant :
un produit, des spécialités phar- :
maceutiques ou des méthodes de :
diagnostics et de thérapeutique, :
est interdit l'emploi des mots : :
"guérir" "guérison", la publication :
d'attestations de guérisons, de :
commentaires d'allure scientifi- :
que sur les effets médicaux du :
produit, la description des symp- :
tômes de la maladie pour laquelle :
le produit est recommandé, la pu- :
blication de dessins évoquant la :
situation des malades avant et :
après le traitement. :

"Est interdite sous quelque for- :
me que ce soit, toute publicité :
ou réclame faite auprès d'autres :
personnes que les membres du corps :
médical et pharmaceutique relati- :
ve à un remède contre la tuberculo- :
se, le cancer, l'impuissance, les :
maladies vénériennes ou les trou- :
bles menstruels. :

"Un décret rendu sur la proposi- :
tion du Ministre de la Santé pu- :
blique pourra étendre cette inter- :
diction à toute autre maladie ou :
affection après avis de l'Académie :
de Médecine, du Conseil Supérieur :
d'Hygiène Publique et des orga- :
nisations professionnelles médi- :
cales. :

Article 7

.... et des organisations profession-
nelles médicales ou dentaires.

"Est interdite l'émission par :
téléphonie sans fil, de publicité, :
annonces ou conférences portant :
sur les questions touchant à la :
santé publique ou visant la tech- :
nique médicale et pharmaceutique, :
dont le texte n'a pas été préala- :
blement approuvé par le Ministre :
de la Santé publique. :

"Dans un délai de six mois à :
dater de la promulgation de la :
présente loi, et sauf autorisation :
spéciale donnée par arrêté du Mi- :
nistre de la Santé publique aux :
établissements d'utilité publique, :
est interdit, dans les enseignes, :
raisons sociales, réclames ou pu- :
blicités de quelque nature qu'el- :
les soient, concernant des organi- :
sations de consultations ou de :
soins médicaux, la vente ou :

de consultations ou de soins
médicaux ou dentaires, la vente ...

la distribution de médicaments, :
autres que celles qui sont gérées :
par l'Etat, les départements, com- :
munes ou établissements publics ou :
placés sous leur contrôle direct, :
l'emploi des épithètes : "Institut" :
"Académie", "Office", "National", :
"Départemental", "Communal" "Pu- :
blic", ou de toute autre analogue :
de nature à laisser supposer que :
la publicité vise un établissement :
public, d'intérêt public ou pour- :
suivant un but scientifique, phi- :
lantropique ou désintéressé. :

... ou placés sous leur contrôle di-
rect, l'emploi des dénominations
"Institut", "Académie", "Office",
"Dispensaire", "Service de Santé",
ou les épithètes "National", "dépar-
temental", "Communal", "Public"

"Les infractions aux disposi- :
tions du présent article sont pu- :
nies par les pénalités prévues aux :
articles 287 et 288 du Code Pénal. :

"Les suspensions temporaires ou :
l'incapacité absolue de l'exercice :
de leur profession peuvent être :
prononcées accessoirement aux pei- :
nes principales, contre les méde- :
cins, officiers de santé, dentis- :
tes, chirurgiens ou sages-femmes, :
auteurs principaux ou complices :
des délits prévus au présent ar- :
ticle. :

peuvent être prononcées accessoire-
ment aux peines principales, contre
les médecins, officiers de santé,
chirurgiens-dentistes, dentistes,
sages-femmes, auteurs principaux....

Article 8

Article 8

"Dans un délai de six mois, à :
dater de la promulgation de la pré- :
sente loi et sauf les exceptions :
prévues ci-après, est interdit, :
dans toute raison sociale, ensei- :
gne, marque de fabrique ou publici- :
té concernant des produits desti- :
nés à être employés dans un but :
d'hygiène ou d'esthétique d'une fa- :
çon interne ou externe, par la mi- :
se en oeuvre d'agents physiques ou :
chimiques, l'utilisation du nom :

d'une source d'eau minérale approu-
vée ou d'une station thermale re- :
connue dans les conditions prévues :
à l'article 8 de la loi du 24 sep- :
tembre 1919. :

(sans changement)

"L'interdiction ci-dessus pro- :
noncée ne s'applique pas à la mise :
en vente d'eau thermale dans les :
conditions prévues par les dispo- :
sitions réglementaires. :

"Un arrêté du Ministre de la :
Santé publique, rendu après avis :
de la Chambre d'industrie thermale :
et climatique intéressée et de la :
Commission permanente des stations :
hydrominérales et thermales, pour- :
ra autoriser des dérogations à l' :
interdiction stipulée au paragra- :
phe premier, en faveur de produits :
dont l'élément actif est extrait :
d'une eau thermale. :

"Les infractions aux disposi- :
tions du présent article sont pu- :

nies des pénalités prévues à :
l'article premier de la loi du :
1er août 1905 sur la répression :
des fraudes. :

"La suspension temporaire ou :
l'incapacité absolue de l'exer- :
cice de leur profession peuvent :
être prononcées, accessoirement :
aux peines principales, contre :
les médecins, officiers de santé, :
dentistes ou sages-femmes, au- :
teurs principaux ou complices des :
délits prévus au présent article. :

... peuvent être prononcées accessoi-
rement aux peines principales contre
les médecins, officiers de santé, chi-
rurgiens-dentistes, dentistes ou sa-
ges-femmes

Article 9

"Sera puni des peines prévues :
pour les délits d'escroquerie et :
abus de confiance, quiconque soit :
en faisant usage de faux nom ou :
de fausses qualités, soit en ayant :
recours à des moyens quelconques :
de propagande ou de publicité - :
pour persuader autrui de quali- :
tés imaginaires qu'aurait un re- :
mède ou un procédé destiné à :
prévenir, traiter, soulager, a- :
méliorer, ou guérir, pour faire :
naître, ainsi, des espérances :
chimériques - aura tenté de se :
faire remettre, directement ou :
indirectement, des sommes d'ar- :
gent ou toute autre valeur repré- :
sentant la rémunération de :
conseils, soins ou fournitures. :

Article 9

(sans changement).

Paris le 15/3/39.

Confédération

(Annexe C)

des Syndicats Médicaux Français

60, Boulevard de Latour-Maubourg - PARIS-VII^e

Téléphone : INVALIDES 16-03

(C)

PROPOSITION DE LOI
déposée par M. Henri SELLIER

EXERCICE ILLÉGAL et CHARLATANISME

Argumentation du texte arrêté par la Commission
Sénatoriale de l'Hygiène, à ses séances des 22 Février
et 8 Mars 1939, ainsi que des articles réservés.

Proposition de loi

Art. 1er

Art. 2

Art. 3

Aucune modification proposée.

Art. 4. - Au 1^{er}, 1^{er} paragraphe : après les mots :

qui prend part, même en présence d'un médecin,
à l'établissement de diagnostic...."

Ajouter les mots :

"la prise de tension artérielle et opérations
analogues"

Au 1^{er}, 2^{ème} paragraphe : remplacer par le texte suivant
de la proposition COUSIN :

"Sont assimilés à un traitement les actes, qui, dans
un but d'hygiène ou d'esthétique, nécessitent l'utili-
sation de la petite chirurgie ou de l'électrothérapie".

Au 2^e, a).- Supprimer les mots :

"ou réglementairement".

Art. 5.-

Sans changement.

Art. 6.- Après le 1er paragraphe, ajouter :

"Les titulaires d'un titre de Docteur, autres que les Docteurs en médecine diplômés de l'Etat français, doivent faire suivre immédiatement le mot "Docteur" de la précision permettant d'éviter toute confusion avec le titre de Docteur en médecine diplômé d'Etat"

A la suite de ce texte pourrait être introduit un texte s'inspirant de celui qui a été remis à la Commission d'Hygiène de la Chambre, sur la Protection des titres, et qui est le suivant :

"Ne peuvent faire usage des titres d'ancien externe, ancien interne, médecin, chirurgien, spécialiste ou assistant des Hôpitaux, que ceux qui auront obtenu les dits titres à la suite d'un concours, visent exclusivement les hôpitaux publics des villes de Faculté ou Ecoles.

Ils auront l'obligation de faire suivre les dits titres, et sans abréviation, du nom de la ville où ils ont accompli ces fonctions.

Le titre de chef de clinique, d'ordre exclusivement universitaire, devra être suivi du nom de la Faculté ou Ecole de médecine qui a octroyé ces fonctions".

Au § 2,- prévoir des peines spéciales contre le délit de dichotomie, celles visant l'exercice illégal paraissant difficilement applicables - la suspension seule pouvant aller de 1 mois à 1 an, paraît une peine suffisante; - la porter à 2 ans en cas de récidive.

Art. 7.- () Sans changement.

Art. 8.- ()

Art. 9.- Publicité médicale et pharmaceutique

Remplacer art. 27 bis, ter, quater et quinqüiès par le texte suivant :

"Toute réclame ou publicité visant une méthode thérapeutique ou un procédé de diagnostic est interdite aux membres du Corps médical, en dehors des publications de tous ordres réservées aux médecins.

*M. G. Gué admettrait
ici des dérogations
(pour les gds hôpitaux
privés.)*

Toute réclame ou publicité portant sur des produits pharmaceutiques ou autres, est interdite lorsqu'elle vise le traitement du cancer, de la tuberculose, des maladies vénériennes, de l'impuissance et des retards de menstruation.

Les peines applicables dans les deux cas susvisés sont celles de...."

Art. 27 sexiès.- à maintenir

Art. 27 septiès.- (?)

Le dernier §, "incapacité absolue" paraît excessif.

Art. 27 octiès.- remplacé par le texte suivant :

"Le nom de stations hydro-minérales ne peut être accolé à un produit pharmaceutique ou d'hygiène, que lorsque l'élément actif prédominant est constitué par l'eau minérale ou ses produits d'extraction".

Reprendre la rédaction aux mots : "les infractions aux dispositions du présent article, etc..."

Supprimer le dernier paragraphe.

Art. 27 noniès. - A maintenir.

Art. 10. - Titre de la Loi - A maintenir.

°
° °
°

MERCREDI 29 MARS 1939

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Désignation de rapporteurs :

- a) Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'abroger l'article 27 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, modifié par la loi du 1er juillet 1938. - (n° 202 - 1939)
- b) Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, créant des allocations de solidarité en faveur des travailleurs exclus des assurances sociales en raison de leur âge, modifiant les dispositions de la législation des assurances sociales relatives à l'assurance-vieillesse et instituant une assurance obligatoire en cas de vieillesse en faveur des travailleurs indépendants. - (n° 250 - 1939)

II - Proposition de loi de M. Henri SELLIER, relative à la répression du Charlatanisme médical et pharmaceutique. - (n° 420 - 1937) M. Henri SELLIER, Rapporteur.

III - Proposition de loi de M. GUERIN et d'un certain nombre de ses collègues tendant à étendre à tous les assurés sociaux mutualistes, quels que soient les praticiens choisis par eux, les avantages concédés par les sociétés de secours mutuels et autres organismes mutualistes. - (n° 296 - 1938) M. Raymond MARTIN, rapporteur pour avis.

Présidence de M. Rolland, v.-président.
 Présents : M. Le Gorgeu, Dormann, Justin Godart, Gilbert, Raymond Martin, Lavergne, Sellier, Clamamus, Le Pelletier, Lissar, Léopold Robert, Lucile Vincent, Francis Saint-Maur, Guyonnet, Firmin Leguet, M. Gadaud, Chassaing.
 Le président excuse M. Even, souffrant.

I.

a) M. Gros est désigné.

b.) M. Le Gorgeu est désigné.

Retraite des vieux. M. Sellier voudrait que l'on nomme une sous-commission pendant les intermissions.

M. Le Gorgeu rappelle qu'il est convenu avec le ministre du travail qu'il viendrait en mai devant la commission. Il s'oppose donc à la demande de M. Le Gorgeu Sellier.

M. Sellier insiste. Il trouve impossible de partir du point de vue soutenu par le gouvernement. Le principe même de la loi votée par la Chambre est mauvais. D'autre part, ce n'est pas le ministre du travail, mais celui de la santé publique qui serait compétent.

M. François Saint-Maur appuie M. Le Gorgeu. Il pense que le ministre du travail, ayant soutenu le projet à la Chambre, doit être entendu. Cela n'empêchera pas d'entendre son collègue. Ensuite se posera la question de la sous-commission.

M. Chamannus estime qu'il y a urgence à se prononcer.

M. le président Rolland estime que l'on peut se mettre d'accord.

M. Le Gorgeu se refuse à laisser faire le travail du rapporteur par une sous-commission.

La proposition de M. Sellier n'est pas mise aux voix.

II. M. Sellier présente le nouveau texte :

Article 4 - (article 16 de la loi du 30 Novembre 1892)

Texte précédent maintenu, sauf au paragraphe 2ème a):

Supprimer: ou réglementairement. (adopté.)

La Confédération Nationale des Syndicats de dentistes tendrait à demander qu'au paragraphe 2 de l'article 16 précité, soit indiquée comme "assimilée à un traitement", la prise d'empreinte.

La Confédération des Syndicats médicaux a de même demandé la même inscription pour " la prise de tension et opérations analogues" et que soient indiqués dans l'énumération: "les actes qui dans un but d'hygiène ou d'esthétique, nécessitent l'utilisation de la petite chirurgie ou de l'électrothérapie.

Le Rapporteur estime que le texte du 2ème paragraphe de l'article 16 répond aux préoccupations ainsi manifestées. Il est ainsi conçu:

" Sont assimilés à un traitement, les actes qui, même
 " dans un but exclusif d'hygiène ou d'esthétique, comportent
 " l'utilisation de moyens chirurgicaux, de tout appareil ou de toute
 " technique, susceptible par la mise en oeuvre d'agents physi-
 " ques, cliniques ou biologiques, soit de déterminer un diagnos-
 " tic, soit de produire des effets physiologiques."

Il a été fait observer que ce texte appliqué littéralement, pourrait conduire à empêcher la pratique de la profession de coiffeur, et à réserver aux médecins les actes qu'elle comporte.

Il ne paraît pas qu'une telle interprétation puisse être normalement donnée, puisqu'il s'agit d'actes tendant à "déterminer un diagnostic" ou produire des effets physiologiques.

M. Vincent demande qu'on insère les mots "petite chirurgie" au 2^e paragraphe de l'article 16, ainsi que l'ont demandé les médecins.

M. Dormann est de cet avis.

M. Sellier fait observer qu'il s'agit d'un texte pénal qui doit employer des termes précis.

M. L. Robert dit que les mots "petite chirurgie" est très précis. Il englobe surtout tous les actes des rebouteux.

M. Sellier dit qu'en précisant certaines opérations, on enlève au texte sa portée générale.

M. Clamannus est d'avis que le texte se suffit à lui-même. On pourrait dire "l'utilisation de tous moyens chirurgicaux".

M. Vincent observe qu'un chimiste faisant une analyse d'urine tombera sous le coup de la loi.

M. Rolland propose "de tous moyens chirurgicaux et ceux qui, dans un but..."

M. Raymond Martin propose que "toute personne qui traite, sans diplôme, un malade, ou un bien-portant - dit M. Dormann - fait de l'exercice illégal de la médecine."

M. Levergne est partisan du texte des médecins.

M. Le Gorgeu demande le maintien du texte voté à la précédente séance.

La commission adopte le texte proposé par le Syndicat des médecins pour le 2^e paragraphe du 1^{er}.

M. Dormann rappelle qu'il faut étudier la question de l'Alsace et de la Lorraine.

Article 5 - (article 19 de la loi du 30 Novembre 1892)

ajouter à l'énumération "chirurgien-dentiste, dentiste"

(adopté.)

Article 6 - (article 20 de la loi du 30 Novembre 1892)

Ajouter au premier paragraphe de l'article 20 :

" Est considéré de même comme une usurpation du titre
 " de docteur en médecine, le fait d'user, même par abréviation,
 " du titre de docteur régulièrement délivré pour d'autres étu-
 " des que les études médicales, sans que soit indiquée la nature
 " du doctorat". (adopté.)

Intercaler entre le 1^{er} et le 2^e § du texte proposé
 pour l'art. 20 de la loi du 30 Novembre 1892, la disposition ci-
 après:

" Est interdite l'utilisation des titres d'Externe
 " des hôpitaux, Interne des hôpitaux, Médecin, Dentiste ou sage-
 " femme des hôpitaux, aux praticiens à qui ils n'ont pas été at-
 " tribués par l'Administration de l'Assistance Publique de Paris"

" Toutefois, les titres d'Externe, Interne, Médecin,
 " Dentiste ou sage-femme des hôpitaux pourront être utilisés par
 " les praticiens qui les ont obtenus ⁽¹⁾ dans tout autre établisse-
 " ment géré par une collectivité ou un établissement public à la
 " condition de les faire suivre du nom de l'hôpital, de la col-
 " lectivité ou de l'établissement qui leur a attribués."

" Le titre de Chef de Clinique délivré par une Univer-
 " sité doit être suivi de la mention de l'Université qui l'a
 " délivré.

" Les infractions aux dispositions du précédent para-
 " graphe sont punies des peines prévues à l'art. 259 du Code
 " Pénal".

(1) Ici, M. Le Gorgeu demande l'adjonction des mots:
 "au concours."

M. Rolland demande que l'on exige que
 le concours soit celui d'une ville de Faculté!

M. Sellier dit que le concours de l'asile de
 Nanterre serait exclu. M. L. Robert fait la motion

observation pour Nantes.

La proposition de M. Le Gorgeu est rejetée -
une fois de plus.

Le Syndicat médical a proposé un
texte que défend M. Rolland.

On adopte le mot "concours".

La suite est adoptée jusqu'à :

" Dans un délai de 6 mois à dater de la promulgation
de la précédente disposition,

" les docteurs en médecine, officiers de santé, chirurgiens-dentistes, dentistes ou sages-femmes, ne pourront exercer leur profession, que :

" 1^{re}) dans un local dont ils sont propriétaires ou locataires, ou sous la responsabilité d'un autre membre du corps médical, dans un local dont celui-ci est propriétaire ou locataire ;

" 2^e) dans un local spécialement affecté à cet effet par l'Etat, les départements, une commune, un établissement public, une association ou une fondation d'utilité publique ;

" 3^e) dans une clinique privée préalablement autorisée par un arrêté du ministre de la Santé Publique, rendu après avis de l'Inspecteur départemental d'hygiène ;

" Les infractions à la présente disposition sont punies comme l'exercice illégal de la médecine.

" Un arrêté du Ministre de la Santé Publique déterminera les conditions que doivent remplir les établissements ou cliniques privés dans lesquels les membres du corps médical sont autorisés à exercer leur art, et la nature des actes médicaux qui peuvent y être accomplis.

" Est assimilé à la corruption des fonctionnaires publics et des employés des entreprises privées, punie par l'art. 177 du Code Pénal (loi du 9 Mars 1928) le fait par un médecin, officier de santé, dentiste, chirurgien, sage-femme, de percevoir directement ou indirectement à l'insu de son client, une part sur les honoraires versés par celui-ci à un confrère.

" L'incapacité temporaire ou l'incapacité absolue d'exercer la profession, peuvent être prononcées par les cours et tribunaux, accessoirement aux peines principales, contre les auteurs des délits prévus au présent article, l'incapacité prononcée devant être au minimum de deux ans en cas de récidive."

au 2^e. M. François-Saint-Maur préférerait la déclaration à l'autorisation.

M. Sellier défend son texte. M. L. Vincent appuie M. François-Saint-Maur. M. Rolland remarque que l'inspecteur départemental d'hygiène ne peut actuellement visiter la clinique d'accouchement privée. M. Sellier déclare que le contrôle est défectueux.

M. Guyonnet voudrait au moins qu'on ne puisse faire attendre indéfiniment la réponse à la demande d'autorisation.

M. Sellier admet la déclaration, mais avec le droit de fermeture au ministre si les conditions nécessaires ne sont pas remplies.

M. L. Robert propose un texte accordant un droit de contrôle à l'inspecteur.

M. Sellier, au 3^e, admet "dans une clinique... déclarée." Il propose un nouveau texte au 7^e alinéa.

M. Chassaing voudrait viser nettement les officines bouches d'accouchement.

M. François-Saint-Haour desire que la clinique puisse en appeler du refus d'autorisation.

On s'accorde sur un arrêté du préfet, entendu sur avis du Conseil impérial d'Hygiène, avec appel au ministre. En outre, M. Sellier accepte que le silence du Préfet équivaudra à autorisation.

M. Guyonnet obtient qu'on demande l'avis du Comité départemental d'hygiène. Le reste de l'article est adopté.

Article 9. - (article 27bis de la loi du 30 Novembre 1892)

nouveau texte proposé:

Article 27bis. - Est soumise à la réglementation arrêtée par le Ministre de la Santé Publique, après avis des organisations professionnelles de la Presse, des Syndicats Médicaux intéressés, du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique, toute réclame ou publicité par émission radiophonique, toute réclame ou publicité par imprimé ou périodique distribués soit gratuitement, soit autrement que par la poste, à d'autres personnes que des membres du corps médical ou pharmaceutique, qui, en même temps qu'elles comportent l'exposé de méthodes, de diagnostic ou de thérapeutique, indiquent les symptômes d'une maladie, recommandent un remède, en commentent les effets médicaux.

La réglementation est également applicable à toute réclame ou publicité médicale et pharmaceutique effectuée dans les conditions prévues au paragraphe précédent, même si elle se bor-

ne à recommander un remède contre la tuberculose, le cancer, le rhumatisme, l'impuissance, les maladies vénériennes ou les troubles menstruels.

Un décret rendu sur la proposition du Ministre de la Santé Publique, après avis du Conseil Supérieur d'Hygiène publique et les organisations professionnelles visées au paragraphe précédent, pourra modifier, soit à titre définitif, soit à titre temporaire, la liste des maladies ci-dessus, pour lesquelles la publicité est soumise à la réglementation.

M. François-Saint-Maur demande de revenir au texte des médecins: "Conte et lauer de menstruation." (amende C. de laue du 17 mars.)

M. Sellier s'en tient à la réglementation et non à l'interdiction.

M. Fr. St. Maur accepte le mot "réglementation" mais en le limitant aux maladies fixées dans le texte des médecins.

M. Rollland estime que ces questions sont du ressort d'un ⁴ordre des médecins.

M. Sellier admet de restreindre la réglementation aux maladies désignées au texte des médecins.

M. Gadaud regrette que la Chambre se soit montrée adverse de l'ordre des médecins. Il est partisan du texte des médecins.

M. Sellier reverra son texte et tâchera de se mettre d'accord avec les représentants de la presse.

Les articles 27 ter, 27 quater, 27 quinqués, sont supprimés.

Articles 27 sexies - Ajouter à l'énumération des épithètes dont l'emploi est interdit: "dispensaires, centres de santé".

Article 27 septies - Lire dans l'énumération du 2^e § médecins, officiers de santé, pharmaciens, chirurgiens-dentistes, dentistes, ou sages-femmes...."

Remplacer le 3^e paragraphe, par:

" En cas de récidive, la suspension ne peut être inférieure à deux ans ".

Article 27 octies -

Ajouter au paragraphe 1^e de l'article 27 octies:

" sauf si l'élément actif prédominant est constitué par l'eau minérale de la source ou ses produits d'extraction".

Supprimer le 3^eme paragraphe.-

(adopté.)

M. Sellier est autorisé à déposer son rapport en blanc. Les épreuves seront imprimées pendant les vacances de Pâques et la commission reverra le rapport en épreuves à la rentrée de mai.

III. Ajourné:

Séance levée à 18^h 20

MERCREDI 17 MAI 1939

à SEIZE HEURES

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR.-

I.- Correspondance.

II.- Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, créant des allocations de solidarité en faveur des travailleurs, etc. (retraite des vieux) (n° 250 - 1939) M. LE GORGEU, rapporteur.

Audition de M. le Ministre du Travail.

Présidence de M.

Présents : M. Gilbert, Lavergne, Rolland, Francis-Saint-Maur, Lissar, Le Pelletier, Chassaing, Clamannus, Le Gorgeu, F. Legnet, Rd Martin, Reynet, Guyonnet, Ruille Vincent, Maroselli, Gadaud, Dommange, Jois, Lambert, M. Valadier, membre de la C^{or} des finances, est présent.

I M. le Président dispose de la correspondance. Les documents sont remis aux différents rapporteurs.

II. M. Even annonce que le ministre paraît prêt à déposer un décret. Ne vaudrait-il pas mieux essayer un accord avec le ministre.

M. Le Gorgeu confirme. Il s'est entretenu avec le Ministre du Travail et avec M. Valadier, rapp^r pour avis de la C^{or} des finances. Celle-ci pense que la Chambre ayant discuté l'affaire, le Sénat devrait pouvoir donner son avis.

M. Clamannus a voté contre les pleins pouvoirs. Cependant il pense qu'il ne faut pas donner l'occasion au ministre de régler l'affaire par décret-loi. Les amis de M. Clamannus sont prêts à faire des concessions.

M. Clamannus demande donc à la commission de faire l'effort nécessaire.

M. Emile Vincent dit que la Chambre a mis trois ans à voter un texte inapplicable : le Sénat ne peut être forcé de bâcler un texte en trois mois.

M. François Saint-Maur dit qu'il n'y a qu'un moyen, c'est que le ministre arrive avec un texte acceptable. Encore faudrait-il le rapporter avant le 15 juin - et l'adopter. Il faut donc s'entendre avec le ministre, et le laisser prendre ensuite son décret-loi.

M. Pomaret, ministre du travail, est introduit.

M. Evén lui expose que le désir de la commission est de rechercher un accord, et que celle-ci désire qu'il n'y ait pas de décret-loi sans qu'elle ait pu donner son avis.

M. le ministre rappelle qu'il a déposé le projet le 16 mars au Sénat. Ce texte, tout imparfait, tout "truffé d'erreurs" qu'il est, est empreint d'une certaine sagesse. Le gouvernement ne fait pas sien ce texte, parce qu'il comporte une intervention de l'Etat, qui se chiffre par 1 milliard. Pourtant, compare avec ses sources parlementaires, le texte est modéré. Le Sénat partage cette modération. Il est difficile d'ajourner trop longtemps l'aboutissement d'une réforme qui manque à notre législation sociale. Il n'y a pas de divisions au sein du gouvernement. M. Pomaret est d'accord avec

son collègue des finances. Le jour ! Tout entier veut une retraite des vieux qui ne soit pas une nouvelle forme d'assistance. Pour le moment, il ne doit pas y avoir de retraite d'Etat. Mais il ne faut pas imposer aux vieux la "souffrance de l'espérance."

Il y a deux mois, M. Bomaret a saisi les deux rapporteurs d'un travail critique sur le texte de la Chambre.

Peut-on faire, dans le temps présent, la R. des V. ?

Il faut dire à l'opinion qu'il n'y a pas de retard. En matière sociale, on ne va jamais très vite. La loi sur les S. I. M. il a fallu 5 ans de travail ; la loi des Accidents du travail, 13 ans ; l'assistance aux V. I. I. 3 ans ; les retraites O. et P. 7 ans ; les Ass. sociales, 7 ans de travaux parlementaires. Or, la retraite des vieux est une revendication récente. La Chambre a voté le 12 août 1936 une proposition de résolution. Mais il s'agissait encore (projet de loi Jacquiel) d'assistance (30 fr. par mois). M. le ministre rappelle les propositions antérieures dont la dernière est celle de M. Portmann.

Il faudra choisir entre l'assistance et l'assurance. Le ministre préfère la seconde.

Du point de vue du gouvernement, l'histoire de la R. des V. commence en juin 1938 avec le projet Ramadier. M. le ministre expose les grandes lignes du projet.

Les "exclues" sont ceux qui auront 60 ans à l'application des A. S.

Le projet Ramadier leur faisait un sort spécial. De même pour les indépendants.

Le projet était assorti d'un critérium, l'impôt général sur le revenu. Ce critérium excessif n'a pu résister à la discussion.

La dépense était de près de 7 milliards.

Il n'y avait pas d'appel au budget, mais une augmentation de 10% sur les cotisations patronales et ouvrières. En outre, un aménagement de la capitalisation et de la répartition.

M. le ministre rappelle les travaux de la commission de la Chambre et expose les grandes lignes du texte qu'elle a voté. Dépense évaluée à 9 milliards 300 millions, mais les Finances disaient 11 milliards.

Alors sont intervenus les décrets-lois de l'été 1938. Le gouvernement était fortement poussé dans cette voie par M. Pierre Faure et les socialistes. Mais il voulait ménager le Sénat, et, d'autre part, les communistes étaient violemment hostiles à cette procédure, à laquelle le gouvernement renonça.

En novembre, arrivée et "bilan" de M. Paul Reynaud. Il devenait impossible d'imposer un nouvel effort à la production. Le 10% faisait 500 millions ! Et c'était aussi impossible vis-à-vis de la classe ouvrière, après la taxe de 2% (décret du 12 novembre dernier.) Vinrent les dépenses d'armement. La retraite d'Etat devenait impossible.

Le ministre ne s'est pas résigné à la mort de la réforme.

Il n'y a pas d'autre méthode que l'appel à la solidarité des générations, en faisant la part plus forte à la répartition.

Le 31/1 dernier, M. Pomaret a déposé, avec les seules signatures du P^t du Conseil et de lui-même, un projet rectificatif, qui ne demande rien au ministère des finances.

L'âge de 60 ans était retenu pour les A-S. et les exclus, pour les indépendants, 67 ans. Le taux était le même pour tous, avec discrimination entre Paris (1800 fr.) et la province (1500.) C'était un mauvais moyen de favoriser le retour à la terre. Le ministre a abandonné cette disposition.

Le ministre propose, pour les moins de 20 ans, tout à la répartition, pour les plus de 20 ans, le $\frac{1}{4}$ seulement à la capitalisation.

Après quelque étonnement, les deux commissions compétentes acceptèrent.

Une masse unique était faite des 3 catégories. L'âge était ramené pour tous à 60 ans pour la Commission. Elle consentait des abaissements du chiffre des rentes. Son texte ne contenait plus que 6 milliards 465 millions. M. le ministre expose comment la commission finançait cette dépense.

M. le ministre dit que s'il paraît n'avoir pas assez défendu le texte du gouvernement, c'est qu'il voulait marquer son désir de conciliation.

M. le président observe qu'il pensait déjà au Sénat. Et M. Daniel Vincent dit que les députés

faisaient de même.

Le ministre donne lecture de ses dernières observations de la Chambre. Il donne connaissance des grandes lignes du texte de la Chambre, et surtout ses procédés inadmissibles de finances.

On la retraite des V. sera financée par le procédé du four $\frac{t}{2}$, ou elle ne sera pas, dit le ministre: il faut accepter son nouvel aménagement de la répartition et de la capitalisation. Cet aménagement nouveau n'est que l'aboutissement d'un long mouvement (proposition de résolution Fie, proposition de résolution Chichery, proposition Portmann) M. le ministre dit que cette dernière et la prop. Vallach à la Chambre sont les 2 prop. les plus sérieuses.

Il continue à donner des arguments en faveur de la répartition, qui a d'ailleurs toujours en sa part, parfois importante, dans toutes les lois de prévoyance. Exemple, la retraite des mineurs: sur les 11% du salaire, la part de la capitalisation n'a pas cessé de diminuer (2,50% actuellement.)

La capitalisation reste une sauvegarde et un acte de foi dans l'avenir, mais reposant sur:

- 1° la persistance de l'emploi (exclusion du chômage);

- 2° la permanence du salaire (exclusion de la maladie, de l'âge).

- 3° la permanence du niveau de vie;

- 4° la permanence de la monnaie.

La répartition est calquée sur les nécessités économiques.

Deux reproches opposés par les assurés sociaux
 "1^o on veut spolier notre avoir ;

2^o on va dans l'avenir diminuer nos pensions."

1^o C'est un slogan. On ne va pas mettre main basse sur les capitaux accumulés. S'il y a eu spoliation, c'est le décret de 1935 qui l'a fait en prenant les 400 millions de la caisse de garantie. Aujourd'hui, les 15 milliards des A. S. sont intacts, et on ne songe pas à y toucher. Cette masse s'augmentera moins vite désormais, voilà tout. Et n'est-ce pas une excellente chose, au fond ?

2^o C'est faux, la garantie de 40% du salaire moyen après trente ans est dans la loi.

D'ailleurs, la critique s'adresserait à tous les autres projets. Elle ne serait vraie que dans 2 hypothèses, ou bien dans très longtemps (1955) ou dans dix ans mais pour les A. S. à salaires élevés qui auraient versés de fortes cotisations de 40 à 60 francs par mois. Sur ce point d'ailleurs, le ministre ne se refuserait pas à des aménagements.

Quelle est la position du gouvernement ? Simple et simple. Il s'excuse de ne pouvoir faire mieux, sans intervention du budget ou de la trésorerie.

Il faut revenir à la distribution : Ajet exc. et indépend⁵

A. S. et exclus 1.500.000. parties prenantes.

En ce qui concerne l'âge : d'accord pour 60 ans.

D'accord aussi pour renoncer au critérium de l'impôt sur le revenu, pour y substituer la notion du minimum vital : 5000 pour les célibataires, 7000 pour les ménages.

D'accord pour l'option de l'intéressé pour la prestation la plus forte. (chômage ou assistance aux vieillards.)

Taux :

100 francs de plus ou de moins, c'est 150 millions. Le ministre a renoncé à distinguer entre Paris et la province. Il adoptera la solution de la Commission, Surcoint.

Il offre 1750 francs, chiffre moyen entre le célibataire (1500) et le ménage (1900.)

Il y a lieu de noter que la masse des assurances sociales s'augmente chaque jour (répression des fraudes, hausse des salaires, hausse du plafond à 30000 fr.)

Le total de la dépense serait 2625.000.000, plus 67 millions pour les charges de famille et 100 m pour les frais de gestion = 2.790 millions.

Recettes : subvention actuelle de l'Etat 150 millions, revenus de la Caisse de garantie 140 millions, 45 millions de divers; répartition plus grande 2.410 millions = 2.745 millions.

Le texte de la Chambre ferait une perte de 200 millions de recettes.

Il reste pour équilibrer : la cotisation patronale de 1% sur les salaires supérieurs à 30.000. Enfin, l'option des intéressés diminuera la dépense au titre de la R.V.

Restent les indépendants : c'est le véritable intérêt social et politique de la réforme, mais c'est la pierre d'achoppement. Si on ne veut pas d'intervention de l'Etat, il faut une cotisation de l'ordre de 200 ou 360 francs. Et il y a la concurrence de la C.N.R.

Or, le ministre se refuse à demander au Sénat une intervention de l'Etat. Cela lui serait

impossible. Tout au plus pourrait-il l'accepter. Alors, il règle la difficulté ainsi:

Pour les indépendants: 65 ans.

A l'étranger, pour cette catégorie, à part Danemark et Russie (60 ans) l'âge ordinaire est partout 65 et 67 ans.

Pour le taux, il sera inférieur.

Il y aurait, à 65 ans, 330 000 célibataires
et 330 000 ménages
soit 1 million.

Cotisants 7 millions (1 million de célibataires, 3 millions de ménages).

Cotisations ~~aux~~: célibataires 180 fr.
ménages 240 fr.

Recette totale: 900 millions.

Cela donnerait: célibataires 1150 fr.
ménages 1540 fr.

en chiffres ronds 1200 et 1500 fr.

Possibilités d'amélioration. Pour le début, comme ils n'auront jamais versé un sou, on aura le droit de mettre la garantie du minimum vital. 2° il y aura des économies par le fait de ceux qui choisiront l'assistance, ou qui la perdront s'ils choisissent la R.V.

Pour les indépendants, 100 fr. de plus ou de moins, il faut 80 millions. Cela peut se trouver dans les possibilités précédentes.

Le ministre offre de remettre son projet écrit à la commission.

Le gouvernement veut que cette question soit réglée par la loi. Il ne songe pas à un décret-loi. Il ne désire que la collaboration du Sénat pour ne pas décevoir l'attente des intéressés (Applaudissements.)

M. le président remercie le ministre.
La commission collaborera. Le président
demande au ministre de le saisir d'une
lettre indiquant ses conclusions.

M. Le Gorgeu n'est pas de l'avis du ministre
en ce qui concerne répartition et capitalisation.
Il n'est pas convaincu que le passage d'un
système à l'autre soit sans inconvénients.
Il croit qu'il faut une participation de
l'Etat.

Est-ce que, dans un avenir prochain, il n'y
a pas un gros danger pour l'Etat? Or, il
y a dans le projet un effort d'assistance
ne serait-ce que pour ceux qui n'ont pas
cotisé. Alors, faut-il que ce soient les A. S.
qui en fassent les frais? Le système du
ministre supprime la capitalisation des
A. S. à capital réservé.

M. le ministre reconnaît que la sagesse
serait que ce soit l'Etat qui paie la retraite
des 500.000 exclus.

M. Le Gorgeu remarque que M. Ramadier
a dit exactement le contraire de ce qu'a
dit M. Pomaret sur le projet Portmann.
Le maintien de la garantie des 40% du salaire
devient grave si l'on perd les intérêts des
sommes capitalisées.

M. Dormann est aussi partisan de la
capitalisation. Il demande des tableaux
au ministre sur les suites du projet.

M. François-Saint-Maur se rallie à l'opinion
de M. Le Gorgeu. Il n'est pas hostile cependant

à une petite modification, mais seulement dans le cadre de l'assurance. Les exclus vont avoir une retraite pour rien. Les penseront les cotisants.

La différence entre les indépendants et les autres va encore favoriser le salariat. C'est un danger social très pressant. Il vaudrait mieux partir avec un projet moins large, qu'il le corrige plus tard, mais éviter de troubler la paix sociale.

Le ministre prend congé.

Secret professionnel. M. Tois-Lambert signale qu'un arrêt du Conseil d'Etat rend impossible

l'application des lois d'assistance. Le dép.^t de l'Enseignement avait pris des dispositions de contrôle. Un médecin s'est porté devant le Conseil d'Etat. Les difficultés deviennent insurmontables. On pourrait-il y avoir eu la matière un décret-loi. La commission pourrait autoriser M. Tois-Lambert à une démarche.

Le Président demande à M. Tois-Lambert d'émettre un vœu que la C^{or} transmettrait au ministre.

Il cite des cas où les décrets-lois ont été dangereux (préventivisme)

Séance levée à 19 heures 10.

Le 17 ^{er} Mai 1939

COMMISSION DE L'HYGIENE

-:-:-:-:-:-:-:-

La COMMISSION SENATORIALE DE L'HYGIENE, présidée par M. EVEN, a entendu M. POMARET, ministre du travail, qui lui a fait un exposé détaillé de la question de la "retraite des vieux", et lui a développé les grandes lignes d'un projet sur lequel pourrait, à son avis, intervenir un accord entre le Ministre et le Parlement. Ce projet, qui ne demanderait aucun effort supplémentaire au budget est basé sur un aménagement du pourcentage actuel de capitalisation et de répartition en matière d'assurances sociales. La Commission, a pris acte de la promesse faite par le Ministre de lui confirmer par écrit, au nom du Gouvernement, les principes de son projet sur lesquels la commission, animée d'un esprit de confiante collaboration, a le désir de trouver un accord. Dans une prochaine séance ces propositions seront examinées.

MERCREDI 24 MAI 1939

à SEIZE HEURES

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR.-

- I.- Correspondance.
- II.- Propositions en vue de déclarer la question préalable sur dix projets ou propositions de loi.
- III.- Désignation d'un rapporteur:
Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ajouter au tableau F annexé à la loi du 30 janvier 1923 l'emploi de dame dactylographe des services extérieurs des douanes (n° 333 - 1929)
- IV.- Proposition de résolution de M. FRANCOIS SAINT-MAUR et d'un certain nombre de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant modification du décret-loi du 16 juillet 1935 en ce qui concerne son application aux familles nombreuses et aux oeuvres de bienfaisance. (n° 433-1938) (M. Le Pelletier, rapporteur)
- V.- Proposition de loi de M. GUERIN et d'un certain nombre de ses collègues tendant à étendre à tous les assurés sociaux mutualistes, quels que soient les praticiens choisis par eux, les avantages concédés par les sociétés de secours mutuels et autres organismes mutualistes. (n° 296 1938) M. Raymond MARTIN, rapporteur pour avis.
Communication d'une lettre de M. le Ministre du Travail.
- VI.- Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, créant des allocations de solidarité en faveur des travailleurs exclus des assurances sociales, etc.. (retraite des vieux) (n° 250 - 1939)
Exposé de M. LE GORGEU, rapporteur.

Présidence de M. Evén

Présents: M. Lécuyer, Firmin Leguet, Lavergne, Clamannus, Guyonnet, Le Gorgeu, Victor Constant, Sellier, Millies-Lacroix, Le Pelletier, Chassaing, François St. Maur, Lissar, L. Robert, Gilbert, Rolland, Urban, Gadaud

I. Le président dépose la correspondance. La plupart des lettres concernent la retraite des vieux. Elles sont remises au rapporteur.

Les employés du Bon Marché élèvent une protestation contre le taux de leur pension. Ils ont saisi la Chambre. On leur transmettra au bienveillant examen du M. du Travail.

Le Min. de la Santé publique transmet un vœu du Conseil supérieur de l'enfance demandant le vote

de la proposition Sellier sur le délit de contagion.
Le ministre de la santé publique pourra prendre un
décret-loi.

La Fédération des Stations uvales proteste contre
le sort fait aux jus de fruits qui viennent d'être
assimilés aux concentrés de fruit et paient 1^{fr} 20 par
litre d'octroi à Paris. La C^{ie} passe à l'ordre du jour.

M. Dormann s'excuse et demande l'ajournement
du point V. On l'attendra pour conclusions.

Les questeurs qui voudraient visiter l'abri sont priés
de se faire connaître à la questure. On prendra date avec
le secrétaire général.

II La commission décide la question préalable sur
un certain nombre de projets ou de propositions.

III M. Dormann est désigné.

IV. M. Le Belletier donne lecture de son rapport.

M. François Saint-Maur est d'avis qu'il ne peut être
parlé de plusieurs millions de recettes. Les seules
fondations destinées aux familles nombreuses en sont
pas si nombreuses. Pour la fondation de Cognac-Jay,
le sacrifice financier serait de 400.000 francs.

Après quelques modifications de forme, le rapport est
adopté.

V. Ajourné en raison de l'absence de rapporteur

VI Le Président signale que le ministre a envoyé la
lettre promise. Cette lettre sera polycopiée.

M. Le Gorgeas, rapporteur, indique qu'il est rappor-
teur de 3 propositions ou projets : 1^{re} la proposition
Sellier (pullet 37) ; 2^e la proposition Portmann (déc. 37.)

3^e Le projet gouvernemental voté par la Chambre.
On peut y ajouter la dernière communication du
ministre du travail.

L'essentiel est de savoir dans quelle direction
la Commission va se diriger.

La proposition Sellier a pour but de refondre la
loi sur l'assistance aux vieillards (65 ans.) Le taux
serait fixé par chaque commune par le Conseil Général.
C'est donc un principe premier à régler (Taux unique
ou variable). Le taux oscillerait entre 1500 et 3000 fr
par an, avec révision tous les trois ans. Cette prop^{on}
déduit tout ou partie des revenus. M. Sellier estime
la dépense totale à 1 milliard $\frac{1}{2}$. Moyens : Stabili-
sation des dépenses locales d'assistance et effort général
de solidarité.

La proposition Portmann (et 180 de ses collègues).
Retraite à tous les Français de 60 ans retirés du
marché du travail, ayant cotisé régulièrement
et disposant des moyens d'existence suffisants.
Montant fixé annuellement par le ministre
du travail. Minimum 3600 fr. - Moyens :
Suppression de la capitalisation, tout à la répartition.
Exclus : ceux qui ont des ressources 4 fois supérieures
au taux fixé. Allocation majorée de moitié si le
retraité est marié. Pas d'option avec le chômage.
M. Portmann estime les bénéficiaires à 1.845.000.
Il resterait, paraît-il, 600.000 assistés. Or, il
y en a 700.000 aujourd'hui. L'âge serait de 60 ans.
Charges 5.425 millions. Ressources : économies sur
chômage 400 millions. Contribution de l'Etat 140.
Économies sur R.O.P. 140. - Divers 195. - Soit 875
millions demandés à l'Etat. Cotisation d'A.S.
2 milliards par an. Majoration du taux des

cotisations passant de 8 à 9%, 500 millions. Contrôle des immatriculés, 800 millions. Extension des cotisants: 1.276 millions. Total f. 471 millions. Or, le ministère a fait toutes réserves sur ces chiffres. Dans ce système, tout le monde aurait la même retraite, quelle qu'ait été la cotisation.

Le projet de la chambre: ^{beneficiaires} ~~exclus~~ ^{ou} ~~des~~ A.S., ^{Salariés ou indépendants} travailleurs. Le projet est très mal fait. Il y a des articles contradictoires. Rien à ceux qui ont 5000 fr. de ressources (9000 ménages.) Taux: 2.200 célibataires, 3.200 ménages. La Chambre a voté l'échelle mobile et l'option avec le chômage. La Chambre a maintenu la garantie du minimum de la retraite des A.S. (40% du salaire.) Projet très coûteux. Nombre des bénéficiaires: Salariés: A.S. et R.O.P. 1 million, exclus: 500.000. Recettes 3 milliards, provenant de la substitution partielle de la répartition à la capitalisation. Dépenses égales sous condition que l'allocation soit limitée à 2000 ou 3000. Avec les autres clauses, dès le départ, l'équilibre financier est détruit. Les travailleurs indépendants Cotiseraient 180 fr. (ménages 240.) La première année: recettes 1720 millions, dépenses 1900 millions. La 6^e année: recettes 1640 millions; dépenses 2820.

Projet du ministre: Il reprend sa lettre rectificative présentée à la Chambre. Il prétend choisir un régime d'assurance. Mais d'un autre côté, beaucoup de bénéficiaires n'ont jamais cotisé, ce seront donc des assistés. Il propose des remaniements au texte de la Chambre. Il sépare salariés et indépendants.

Il trouve 1500 000 salariés. Age 60 ans à ceux qui n'ont pas 5000 de ressources (ménages 7000.) Il repousse l'échelle mobile. Il ne parle pas des 40%.

Mais il accepte l'option avec l'assistance et avec l'allocation de chômage.

Depense 272 millions. Recettes 2.74 millions provenant en g^{de} partie de la transformation de la capitalisation en répartition, sauf 12.5% des cotisations.

Pour les indépendants: 65 ans. Grande difficulté pour les agriculteurs touchant à 60 ans. Mêmes ^{Cotisations} ~~allocations~~ que pour la Chambre. Taux unique de retraite.

La première chose à envisager, c'est de savoir s'il faut mêler assurance et assistance. Si on les sépare, il faut financer chacun à part.

M. Le Gorgeu estime que c'est une question d'honnêteté que de séparer les deux catégories. Ceux qui n'ont fait aucun effort sont des assistés, c'est la collectivité entière qui doit s'occuper d'eux.

Certes, l'Etat ne prend pas les sommes déjà capitalisées pour faire la R.V. Mais si les A.S. ne sont pas lésés immédiatement, c'est plus tard qu'il le seront par les profits Chambre et ministre.

M. Even, président, dit que le ministre déclare réaliser la R.V. "par l'assurance."

M. Rolland demande si la Commission veut assurer une retraite aux vieux le plus rapidement possible.

M. Clamammus demande si M. Le Gorgeu apportera une conclusion financée.

M. Telfier dit qu'il est impossible d'envisager

l'aide aux vieux sans s'inquiéter des incapables, des invalides. Il est très partisan de la généralisation de l'assurance : il est grave qu'on puisse se voir assuré si on ne verse jamais. Le secours public doit assurer le minimum vital.

Il faut peu à peu supprimer l'assistance par la généralisation de l'assurance obligatoire. Il faut éviter toute différence entre les ruraux et les urbains. Le rapporteur doit adopter la loi de 1905 aux conditions actuelles. Pour le problème financier, M. Sellier n'est pas hostile à faire appel aux assurés sociaux (heures supplémentaires, majoration des cotisations.)

M. Le Gorgeu reprend son exposé. Que l'on adopte une solution ou l'autre, il y aura un problème interne à régler dans les A.S. C'est ici que se pose la discussion entre capitalisation et répartition. Il y a peut-être un aménagement à faire. Le ministre a indiqué les 4 permanences nécessaires à la capitalisation. Celle de l'emploi est nécessaire aussi à la répartition. La crainte de la saisie par l'Etat ~~par~~ ^{des} masses de capitaux capitalisés n'attérnit pas M. Le Gorgeu. Le système en vigueur n'enflera pas indéfiniment les capitaux. C'est une répartition différée. L'objection à faire à la capitalisation, c'est l'instabilité de la monnaie. Mais l'argument joue contre toutes les épargnes. En tout cas, on bénéficie des intérêts, qui n'existent pas avec la répartition. Pour une même retraite, la cotisation devra être plus forte avec la répartition. Le projet de la Chambre aurait des conséquences très graves. C'est l'Etat qui dans quelques années devrait boucher un trou sans cesse grandissant.

M. Le Gorgeu s'est assuré qu'il n'y a aucun accord entre les Finances et le Travail. Il donne lecture d'une note des Finances établie sur le rapport Fie, qui attire l'attention sur le danger de la répartition généralisée. M. Le Gorgeu a rendu visite à des ^{hauts} fonctionnaires du ministère des finances : il estime qu'il faut laisser séparés les assurés et les assistés. Ainsi, la charge des exclus ne pèserait pas sur les A.S. Les services des A.S. réclament qu'on leur rende les 400 millions ; on peut rétablir la cotisation sur les salaires dépassant le plafond des A.S. Enfin la caisse de garantie dispose de fonds qui pourraient apporter un appoint dans la période transitoire. Enfin, on peut diminuer un peu la capitalisation au profit de la répartition. Pour les exclus, on retombe dans la modification de la loi de 1905. Or dans un an, les exclus entreront tous dans leur 70^e année. En ajoutant 50 fr. d'allocation en plus, cela coûterait 420 millions.

On revient ainsi à la première question posée : séparer les assistés des assurés.

D'autre part, le ministre des finances devra faire face aux problèmes de la natalité.

En ce qui concerne les indépendants, il faut faire un régime d'assurance obligatoire.

Au total, si l'on laisse l'assistance à la place, la charge sera bien plus légère pour l'Etat. Car autrement, l'Etat payant, il faudra toujours augmenter le taux des rentes. Et cela ruinera l'esprit d'épargne. (Applaudissements.)

M. le président remercie M. Le Gorgeu.

La commission adopte d'abord le principe de la retraite des vieux.

M. François-Lemoine aimerait mieux ne rien faire que de faire quelque chose qui soit mauvais.

M. Clamannus craint que les Finances ne puissent suivre M. Le Gorgeu. Il veut aboutir vite, au moins avec un minimum.

M. Le Gorgeu veut obtenir des directives avant de continuer son travail.

M. Gardaud voudrait savoir si M. Le Gorgeu déposera son rapport avant la séparation du Sénat.

M. Le Gorgeu répète qu'il ne peut travailler sans principes.

M. Sellier demande que M. Le Gorgeu pose une sorte de questionnaire.

M. Millies-Lacroix dit qu'il faut décider d'abord si on change qq. chose à la répartition - capitalisation.
2° Maintenant - on les A.S. actuelles ? C'est nécessaire, si l'on veut éviter que la notion d'"escroquerie" se développe chez les A.S.

Il faut maintenir l'esprit d'épargne. Or, l'assurance sociale a un livret d'épargne. On va vers l'assurance obligatoire. Actuellement, les milliards capitalisés sont de la richesse ; les caisses les prêtent. Si vous supprimez la capitalisation, vous supprimez les capitaux. Il faut laisser à part l'assistance, et l'appeler solidarité. Si on crée une taxe de solidarité comme on a créé une taxe d'armement.

M. Guyonnet a cru comprendre que la capita-

lation a été trop forte.

M. Le Gorgeu explique que l'aide de la caisse de garantie vient de l'augmentation des salaires. Pour l'immédiat, il y a thésaurisation. Mais M. Sellier fait observer que les retraites seront plus fortes.

M. François Saint-Maur dit qu'aucun système ne peut aboutir rapidement. Le gouvernement ne veut pas du texte de la Chambre.

M. Chamaux dit qu'en province les vieux n'ont rien et qu'ils s'imaginent qu'ils vont toucher le 1^{er} juillet.

M. Le Gorgeu insiste : il ne peut demander quoi que ce soit aux Finances s'il n'a pas de directives.

M. le président conclut : la commission donne mandat à son rapporteur de rechercher une solution, en séparant assistance et assurance, de prévoir un aménagement raisonnable pour les assurés dans le régime de la départition (Addition.)

M. Chassaing dit que la commission ne doit pas avoir l'air d'écarter la retraite des vieux. Il demande que soient entendus et le ministre des finances et le président du conseil, tant sur la R. V. que sur la natalité.

M. Even dit qu'il s'agit des conclusions de la commission

M. Chassaing dit que si on supprime la capitalisation, le gouvernement mettra la main sur

les caisses d'épargne.

M. François-Saint-Maur désire qu'on ne précise rien dans le communiqué.

M. Clamannus veut entendre le gouvernement.

M. François-St-Maur dit qu'il s'agit d'une question de méthode. Il faut d'abord établir un système. Ensuite on entendra les ministres.

M. Evén demande si l'on doit faire venir le ministre des finances. On a été saisi par le ministre du travail, au nom du gouvernement. Là-dessus, M. Le Gorgeu va travailler. Après, on entendra le gouvernement. On ne partira que le 24 juin au plus tôt.

M. Le Gorgeu demande qu'on ne passe pas à l'état du différend ministériel.

Prochaine séance vendredi en huit.

Séance levée à 18^h45.

VENDREDI 2 JUIN 1939

A 15 heures 30, le vendredi 2 juin, la Commission de l'Hygiène visitera l'abri contre les attaques aériennes. (Rendez-vous au bas de l'escalier d'honneur.)

La commission tiendra ensuite séance, dans le local habituel, Salle Léon Bourgeois, avec l'ordre du jour suivant:

I - Proposition de M. Guérin et d'un certain nombre de ses collègues tendant à étendre à tous les assurés sociaux mutualistes, quels que soient les praticiens choisis par eux, les avantages concédés par les Sociétés de Secours Mutuels et autres organismes mutualistes (N° 296-1938)

(M. Raymond MARTIN, rapporteur pour avis.)

Communication d'une lettre de M. le Ministre du Travail.

II - Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, créant des allocations de solidarité en faveur des travailleurs.... (Retraite des vieux) (N° 250-1939) (M. LE GORGEU, rapporteur)

III- Proposition de loi de M. André LEBERT et d'un certain nombre de ses collègues, tendant à modifier les articles 4 et 6 de la loi du 20 juillet 1895 sur les Caisses d'épargne. (N° 192-1939) (M. JOIN-LAMBERT, rapporteur.)

Présidence de M. Even.

Présents : M. Le Belletier, Courant, Guyonnet, Join-Lambert, Lissar, Clamannus, Rolland, Lavergne, Millies-Lacroix, Rd Martin, Léculier, Gilbert, E. Vincent, Le Gorgeu, Chassaign, Gadand, Mauvoil

Corresp^{ce}

M. Anatole Manceau donne sa démission.
~~Rolland, Lavergne, Millies-Lacroix, Rd Martin, Léculier, Gilbert, E. Vincent, Le Gorgeu~~
Le Ministre des finances demande qu'on nomme un rapporteur à un projet récent. Le rapp.^e est déjà désigné.

Un certain nombre de lettres de vieux travailleurs sont remises à M. Le Gorgeu, rapporteur.

M. Sellier s'excuse de ne pouvoir assister et envoie une proposition de résolution (déposée)

meri sur le bureau du Sénat.) Cette pr. a été renvoyée
à la C^o des finances. La commission demande
le renvoi au fond.

x
I.
296-1938

M. Dormann s'excuse pour raisons de santé
et envoie une note relative à la proposition
Guérin (I. de l'ordre du jour.) M. le président
donne lecture de cette note, qui présente un certain
nombre d'objections à la proposition.

M. Raymond Martin, rapporteur, donne connaissance
de la réponse du ministre du Travail à une pharmacie
mutualiste de Reims qui protestait contre la proposition.
Il donne ensuite lecture de son rapport, et conclut
à l'adoption de la proposition.

M. Millies-Lacroix s'oppose à la proposition.
M. Emile Vincent est d'un avis contraire.

M. Millies-Lacroix maintient son point de vue.

M. Le Gorgeu a l'impression que les sociétés de
secours mutuels tournent la loi, qui accorde le libre
choix du praticien aux assurés sociaux. Le fait
de venir à la S. S. M. ne constitue pas l'exercice
du libre choix, qui comporte le droit de changer de
praticien. Il votera donc la proposition.

M. Join-Lambert dit qu'un mutualiste est libre
de prendre tout médecin. Mais alors il abandon-
nent les avantages que leur fait la S. S. M. La
question regarde bien plus l'exercice de la question
médicale ou pharmaceutique. M. Join-Lambert
hésite entre voter contre ou s'abstenir.

M. Gilbert est d'avis que la proposition Guérin
est la justice même.

M. Emile Vincent déclare qu'il ne veut pas la mort
des S. S. M. Mais les S. S. M. abusent, en tournant
la loi. Elles devraient se contenter des avantages et

subventions qu'elles reçoivent et dont médecins et pharmaciens paient leur part.

M. Billies-Lacroix proteste contre la suppression éventuelle de la liberté des S. I. M.

M. Leculier préfère défendre la liberté du malade.

Passant au vote, la Commission adopte le Rapport de M. Raymond Martin.

II
250-1939.

M. Le Gorgeu rappelle les grandes lignes de la discussion précédente. La commission avait décidé de séparer l'assistance de l'assurance.

Assistance. - Parmi ceux qu'il faut assister, il y a les "exclus" (69 ans minimum) les R.O.P. (même âge.) Les premiers n'ont rien, les seconds ont en moyenne 550 fr. Restent les assurés de la période transitoire. Il y a environ 50000 hommes dans chaque catégorie.

Les R.O.P. ont fait un petit effort d'épargne. Mais rien que pour les A. S. on aurait déjà de grandes difficultés à leur donner satisfaction dans les A. S. Il faut donc laisser les R.O.P. avec les Exclus. Il y aura donc 1 million d'assistés. Le ministre de la santé publique a été consulté. Le taux légal de l'assistance aux vieillards varie entre 50 et 100 francs. Il est fixé par le conseil général. Les communes peuvent ajouter un supplément. A Paris, l'assisté touche 170 francs. En 1936, il y a eu 717.000 assistés dont 86.000 hospitalisés. La dépense totale a été

de 734 millions. Pour augmenter chaque assisté à domicile de 600 fr. cela ferait 379 millions. Mais cela augmentera le nombre des allocataires, environ 71.000 de plus. Le coût total serait de 420 millions, ou 400 millions. Il y a 140 000 infirmes et incurables.

Et si l'on abaisse d'un an la limite d'âge, on augmente la dépense de 50 millions par an. Donc, à 65 ans, cela donne 250 millions de plus.

En total: 650 millions à 700 millions pour donner 50 fr. de plus par mois et payer à partir de 65 ans. Cette dépense serait dégressive au fur et à mesure de l'arrivée de nouvelles classes d'assurés sociaux, libérant l'assistance.

M. Le Gorgeu donne lecture du texte d'un avant-projet du ministère de la ~~Assistance~~^{Santé} publique, mettant cette dépense supplémentaire à la charge de l'Etat.

M. Clamamus constate que les injustices de la loi de 1905 sont maintenues. Cette loi maintient le principe de l'assistance imposée aux enfants pour leurs parents. Or, la jurisprudence condamne souvent les enfants à payer à leurs parents des sommes de 150 à 200 francs par eux.

M. Chassaigne répond que cela arrive quand les parents se sont dévoués en faveur de leurs enfants.

M. Le Gorgeu répond que la question se lui a pas échappé. Une proposition de M. Sellier, dont il est le rapporteur, s'efforce d'y parer. Mais M. Sellier ne parle pas de supprimer la dette alimentaire des enfants. D'autre part, il faut agir rapidement. Si l'on veut refondre complètement la loi de 1905, on n'aboutira pas.

h. Loren résume la proposition, spéciale à l'assistance.

La commission adopte le principe de l'abaissement de l'âge.

Sur l'augmentation du Taux, la discussion est arrêtée par h. Clarnanuss, qui remet en cause la procédure de la discussion. Le président ramène la discussion dans la bonne voie. La commission adopte le principe de l'augmentation du taux.

Assurance. M. Le Gorgeu indique que pour les assurés transitoires, il s'agit de gens qui touchent un minimum de 600 fr, dû entièrement à l'assistance, augmenté de la rente produite par quelques années de cotisation. Il faut améliorer leur sort en restant dans le domaine de l'assurance.

Or, il existe un fonds destiné à améliorer ces retraites. Normalement un individu ayant versé pendant 30 ans, il a droit au 40 % de son salaire moyen pendant ces trente ans. Le fonds de majoration est assez prospère en raison de l'augmentation des salaires. D'autre part, actuellement, la part de la cotisation versée pour la vieillesse est répartie à raison de 70 % à la capitalisation et 30 % à la répartition. Si l'on diminue la capitalisation, il arrivera un moment où le système craquera, où le fonds de majoration ne pourra plus fonctionner. Si l'on diminue le capital placé, on perd des intérêts.

Dans la proposition du ministre du travail

qui a été distribuée cette semaine, il n'est pas question de maintenir la garantie des 40 % du salaire moyen, bien qu'il ait dit les garantir. M. Le Gorgeu lui a posé la question : réponse affirmative, mais avec cette précision que la garantie ne sera pas faite par l'Etat. Alors par qui ?

M. Join-Lambert remarque que l'augmentation des salaires apportera des cotisations plus fortes à la fin, d'où une petite atténuation des charges.

M. Le Gorgeu expose que pour les transitoires, on peut augmenter le minimum garanti (600 fr.) ou ajouter une allocation fixe au produit des sommes capitalisées par l'intéressé. Il vaudrait mieux au point de vue administratif employer le 2^e procédé.

Si l'on donne un complément de 1250 fr., l'équilibre financier serait à peu près atteint et le fonds de capitalisation majoration recevrait 2% sur les 4% de la cotisation.

A 1500 fr., le F. M. devrait recevoir $\frac{5}{8}$ des cotisations vieillesse

A 1750 fr. $\frac{6}{8}$ soit les $\frac{3}{4}$ de la Cotⁿ vieillesse

A 2000 fr., le tout à la répartition.

Sur 1500 fr. les assurés recevraient donc environ 1800 fr. actuellement. Dans ce cas, les assurés ne verseraient au livret qu'à partir de 30 ans; jusque-là ils verseraient tout à la répartition.

M. Le Gorgeu expose ensuite les résultats obtenus par les actuaires pour les différentes catégories d'assurés.

En résumé, il faudrait trouver en 1960. 597 millions pour les A.S. Mais les 700 millions de l'assistance auraient disparu, en compensation.

Ceci étant, M. Gorgen est allé voir le ministre des finances. Il rend compte de sa conversation avec celui-ci et prie ses collègues de n'en pas faire état à l'extérieur.

M. Le Gorgen conclut en proposant de déposer un projet qui ne sera pas gratuit, mais cela concernera la commission des finances et le ministre des finances, qui devront prendre leur responsabilité.

M. Rolland félicite M. Le Gorgen. Il serait d'avis que la commission ou une délégation devrait aller voir le président du conseil, de façon à obtenir une solution, car la question doit être résolue.

M. Clamannus ne voudrait pas que la commission proposât un texte qui serait inapplicable au point de vue financier. Il appuie la proposition de M. Rolland.

M. Millies-Lacroix demande l'étude de la question des indépendants.

M. Chassaing demande si l'on dira au président du conseil que la commission n'accepte pas le projet Pomaret.

M. Even répond affirmativement.

M. Chassaing : Si le président du Conseil demande le vote du projet Pomaret ?

M. Even. Alors la commission suivra.

M. Gadaud préfère faire voter le projet Le Gorgen. Il ne voit pas l'utilité d'une visite au président du Conseil.

M. le président, sur une remarque de M. Rolland, revient à la proposition de visite à M. Daladier.

M. Join-Lambert ne veut pas gêner M. Daladier. Le Sénat doit à son habitude apporter un projet étudié. A ce casement. Si, le président du conseil arbitrera. Il ne faut pas donner l'impression de se défilier sur le dos des autres.

M. Leculier demande qu'on dépose le rapport le plus tôt possible, ce qui n'empêcherait pas de faire une visite officielle au président du conseil.

M. Rolland veut qu'on dise à M. Daladier qu'il y a quelque chose qui dépasse la question de finances.

M. Evén, M. Rolland, M. Le Gorgeu et un secrétaire iront voir officiellement M. Daladier, d'ici à la prochaine séance. M. Le Gorgeu déposera son rapport.

Prochaine séance mercredi à 16 heures.

Nom^m de
rapporteur
416-1933
—

M. Join-Lambert est nommé rapporteur du projet de loi 416-1933, à la place et à la demande de M. Justin Godart

MERCREDI 7 JUIN 1939

à SEIZE HEURES

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Correspondance.

II - Nomination d'un rapporteur :

Proposition de résolution de M. Henri SELLIER invitant le Gouvernement à prendre les mesures dont l'urgence ne saurait comporter de retard en faveur des invalides et des vieillards assistés à domicile (377 - 1939)

III - Proposition de loi de M. André LEBERT et d'un certain nombre de ses collègues, tendant à modifier les articles 4 et 6 de la loi du 20 juillet 1895 sur les Caisses d'épargne. (N°192-1939) - (M. JOIN-LAMBERT, rapporteur).

IV - Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, créant des allocations de solidarité en faveur des travailleurs exclus des assurances sociales en raison de leur âge, modifiant les dispositions relatives à l'assurance-vieillesse et instituant une assurance obligatoire en cas de vieillesse en faveur des travailleurs indépendants. (N° 250-1939) - (M. LE GORGEU; Rapporteur)

Présidence de M. Eren.

Présents : M. M. Daraignez, Lavergne, Sellier, Gaillemain, Clamamus, Gadaud, Couvreur, Le Pelletier, Le Gorgeu, Ed. Martin, Dormann, L. Robert, Lissar, Gypouret, Mironet, Chavaing, Neyret, Join-Lambert, Lombat, Millès-Lacroix, Rolland, Francour, Saint-Maur, M. le Président dépose la correspondance

II M. Le Gorgeu est désigné comme rapporteur de la p. 377-39. M. Veron est nommé rapporteur de la p. l. 608-32, en rempl. de M. Deon. (assurances Alsace et Lorraine.)

IV.
Allocations
de solidarité.

M. Ewen et le bureau n'ont pu être reçus par le président du Conseil, pour des raisons importantes devant lesquelles il s'est incliné. M. Clapier, du cabinet du ministre, a reçu la délégation. Il s'est engagé, après avoir causé longuement avec les délégués, à rendre compte au président du Conseil, et à aviser le président Ewen de la conclusion de sa conversation avec le président du Conseil. M. Clapier vient de téléphoner que le gouvernement est favorable aux ^{grands} lignes du projet Pomaret à la condition qu'on y ajoutât la garantie du gouvernement pour l'avenir. Il pense cependant que le concours des finances publiques pourrait être accordé (200 ou 300 millions.) dès à présent si la Commission le demandait.

M. Le Gorgeu rappelle la position qui avait prise la Commission. Il insiste de nouveau sur les dangers financiers du projet Pomaret. Il signale les conséquences défavorables de ce projet pour les ménages légitimes, pour les assurés sociaux: à cet égard, M. Sellier déclare que le projet Pomaret serait un vol.

M. Le Gorgeu demande à la Commission de ne pas céder sur le fait que les assurés sociaux ne doivent pas être lésés. Mais pour faire une nouvelle étude, il faut être sûr de la somme qu'offre l'Etat. Les 200 000 000 offerts sont-ils pour les six mois, pour un an? Est-ce une annuité?

M. Sellier se déclare à peu près d'accord avec M. Le Gorgeu. Sa préoccupation est de substituer l'assurance à l'assistance. Le projet Pomaret, c'est exactement le contraire. M. Sellier est hostile à l'incorporation des R. O. P. dans les assurés sociaux. On prépare un brigandage de l'Etat contre les assurés sociaux.

Le patrimoine des assurés sociaux est intangible. Si l'on admet la répartition générale, on exclut les R.O.P. qui n'ont jamais cotisé aux Assurances sociales. Il faut conserver le plan Le Gorgeu. M. Sellier en reste pour l'âge de la retraite, à 70 ans. L'âge de 65 ans doublerait les frais.

M. Le Gorgeu dit que beaucoup de 65-70 ans sont déjà des invalides et qu'il faut tenir compte de ce fait.

M. Chassaing remarque que la question est d'ordre politique. La Chambre a voté son texte à l'unanimité. C'est le projet Pomaret qui se rapproche le plus du texte de la Chambre. C'est celui-là qu'il faut prendre pour base. Il ne faut pas considérer de vieux Travailleurs comme des assistés.

M. Le Gorgeu répond que le projet Pomaret amende pour garantir les A.S., coûtera très cher.

M. Dormann rappelle que la caisse de garantie avait reçu 400 000 000 (elle n'en reçoit plus que 140), pour les rentes des R.O.P. Quand ces rentes disparaissent, l'Etat retrouve là des ressources. M. Pomaret ignore les répercussions financières de son projet. Il est en désaccord avec ses actuaires.

M. Clamamus appuie M. Chassaing. Si le gouvernement a pris ses responsabilités, c'est grâce à l'action de la commission. Mais avec 250 millions, on ne peut aboutir à rien. Ce sera donc une affaire qu'on règlera par décret-loi? Or, il ne faut pas montrer ainsi que le Sénat est im-

paraissant à aboutir.

M. Le Gorgeu remarque qu'il y a un fait nouveau : l'offre de 250 à 300 millions. Mais il doit réfléchir sur cette offre, toute récente.

Le gouvernement ne fait pas, dans sa lettre, la moindre allusion à la garantie des 40 %.

Sur demande orale, M. Pomaret a répondu qu'il acceptait cette garantie "pourvu que ce ne soit pas par l'Etat." On joue donc sur les mots. Si le gouvernement soutient le projet Pomaret, c'est qu'il n'en connaît pas les conséquences financières.

M. Guyonnet demande si l'augmentation de 50 fr. de l'assistance aux vieillards (dans le projet Le Gorgeu) sont en partie à la charge des communes. Réponse négative.

M. Guyonnet signale qu'on pourrait trouver des rentrées, au delà des assistés, sur l'actif de leurs successions. D'autre part, l'extinction des retraites de combattants pourra fournir d'autres ressources.

M. Neyret est d'avis qu'aucune charge supplémentaire ne doit retomber sur les départements et les communes.

M. François-Saint-Maur demande si les 300 millions suffiraient, avec l'âge de 70 ans, pour donner le supplément de 50 francs. Réponse : non, il faudrait 400 millions. Et si l'on abaisse l'âge à 65 ans, il y a une dépense supplémentaire de 250 millions.

M. Gaulemin dit que l'allocation d'assistance actuelle n'est pas la même dans toutes les communes. Le supplément de 50 francs ne changera rien à cette inégalité.

M. le président observe que cela tient à la loi de 1905, qui n'est pas en discussion.

M. le président demande à la commission de revenir au sujet principal. La commission se rallie-t-elle aux nouvelles propositions du gouvernement ?

M. François-Saint-Maur demande quelle sera la garantie de la garantie de l'Etat ? Les assurés sociaux perdront leur garantie matérielle (capitalisation) contre une simple garantie morale.

M. Dormann doute que l'Etat ait calculé la répercussion de sa promesse de garantie. Il votera pour la thèse de M. Le Gorgeu.

M. Rolland insiste sur le point de vue sentimental qui exige une solution rapide. La garantie morale de l'Etat vaut bien la garantie matérielle d'une capitalisation dont les dévaluations successives réduisent sans cesse la portée.

M. Millies-Lacroix regrette qu'on ne lui apporte pas de chiffres probants pour la répartition. Quelle sera la situation dans vingt ans ? Le volume des 4% est de 3 milliards. Or, cela ne fait pas 40% des salaires. Ce sera la faillite.

M. Le Gorgeu rappelle le coût du projet Pomaret : 1 milliard dans 20 ans. Et encore la situation démographique n'améliorera pas ces chiffres.

M. Lœu propose le vote sur le projet Pomaret.

M. Sellier dit qu'il n'y a pas de projet Pomaret. M. Lœu réplique que la commission a une note écrite de M. Pomaret, avec, en plus, les nouvelles précisions de la conversation du matin avec

M. Clapier.

M. Clamannus, supposant que la proposition Le Gorgen soit adoptée par les deux commissions intéressées, demande si l'affaire pourrait venir avant les vacances en discussion.

M. Le Gorgen répond que la question se pose pour les deux projets.

M. Clamannus veut que l'on vote quelque chose qui soit réalisable immédiatement.

M. Gadand répond que ce qui est réalisable, c'est le complément de la loi de 1905.

M. Sellier dit qu'il est impossible d'aboutir avant la fin de la session. Il ne faut pas improviser. On mettra le temps qu'il faut. D'autre part, M. Sellier a demandé au gouvernement d'apporter tout de suite par décret les mesures d'urgence. C'est la solution.

M. Raymond Martin propose une contribution exceptionnelle.

M. le Président met aux voix le maintien de la proposition de M. Le Gorgen (réparation de l'assistance et de l'assurance.)

(Cette proposition est adoptée.)

Renvoi de la discussion à mercredi prochain.

III

Caisses d'épargne.

M. Join-Lambert donne lecture de son rapport.

M. Chassaing signale que certaines familles de commerçants ont trois livrets, soit 60000 francs, et opèrent comme avec une banque.

M. Join-Lambert répond que son rapport a précisément traité cette question.

181
M. Millies-Lacroix dit qu'il ne s'agit que
de petits commerçants, qui économisent
pour payer de grosses échéances semes-
trielles, par exemple. Il approuve
le rapport.

Le rapport est adopté'. 8

Séance levée à 18 h. 30.

MERCREDI 14 JUIN 1939

à SEIZE HEURES

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Correspondance.

II - Nomination de rapporteurs :

- a) Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 24 mai 1938 tendant à assurer aux travailleurs le "domaine-retraite" (n°384-1939);
- b) Projet de loi adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 14 juin 1938 relatif au bien de famille insaisissable (N°412-1939)

III - Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ajouter au tableau F annexé à la loi du 30 janvier 1923 l'emploi de dame dactylographe des services extérieurs des douanes (n°333-1939) (M. Maurice DORMANN, rapporteur).

IV - Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, créant des allocations de solidarité en faveur des travailleurs exclus des assurances sociales en raison de leur âge, modifiant les dispositions relatives à l'assurance-vieillesse et instituant une assurance obligatoire en cas de vieillesse en faveur des travailleurs indépendants (N°250-1939) -(M. LE GORGEU, rapporteur).

Présidence de M. Evén

Sont présents: M. Le Gorgeu, Le Pelletier, Clamamus, Sellier, Lavergne, Millès-Lacroix, Emile Vincent, François-Saint-Maur, Rolland, Dormann, Loubat, Lissar, Gadaud, Neyret, Chassanig.

M. le président prononce l'éloge funèbre de M. Santhay, vice-président de la commission, décédé le 11 juin 1939.

La commission décide d'attendre pour procéder au remplacement de M. Santhay.

Excuse. M. Léopold Robert s'excuse de ne pouvoir assister à la séance.

I. Correspondance. M. le président donne connaissance des lettres qu'il a reçues, notamment d'une lettre de M. Pomaret, ministre du travail, à M. le président du Sénat, sur l'intérêt que présenterait le vote par le Sénat du projet de loi, adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 7 mars 1932, concernant l'extension aux départements du Bas Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de la loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance. (N° 603-1932)
(M. Néron a été désigné comme rapporteur, le 7 juin 1939, en remplacement de M. Brown qui ne fait plus partie de la commission).

Le 14 Juin 1939

COMMUNIQUÉ

La COMMISSION SENATORIALE de l'HYGIENE, réunie sous la présidence de M. EVEN, a désigné les rapporteurs sur le projet de loi tendant à assurer aux travailleurs le "Domaine-Retraite" et sur le projet de loi tendant à la ratification du décret relatif aux biens de famille insaisissables.

Après avoir entendu les conclusions de M. DORMANN sur le projet de loi concernant l'emploi de dames dactylographes des services extérieurs des douanes, la Commission a autorisé M. LE GORGEU, Rapporteur du projet de loi créant des allocations de solidarité en faveur des travailleurs exclus des Assurances sociales et instituant une assurance obligatoire en cas de vieillesse, en faveur des travailleurs indépendants, à déposer son rapport sur le bureau du Sénat demain jeudi.

II. M. Le Pelletier est désigné comme rapporteur du projet de loi sur le "domaine retraits" (N° 384-1939)

M. François-Saint-Maur est désigné comme rapporteur du projet de loi sur le bien de famille insaisissable (N° 412-1939)

III - 333-1939. M. Dormann, rapporteur, expose ses conclusions. La commission adopte celles-ci et autorise M. Dormann à déposer son rapport.

IV. 250-1939. M. le président, faisant état d'une conversation privée qu'il a eue avec le président de la commission des finances, indique que ce dernier se montre favorable au principe de l'adoption d'un texte pour la retraite des vieux travailleurs et qu'il semble décidé à apporter son adhésion aux conclusions que donnera la commission de l'hygiène.

Renvoi aux commissions
M. Le Gorgeu, avant d'entrer dans le vif du sujet, tient à appeler l'attention de ses collègues sur ~~l'importance~~ le renvoi des ~~affaires~~ affaires aux commissions. Certains sont envoyés à la commission de l'hygiène pour rapport au jour; d'autres, qui concernent manifestement la commission de l'hygiène, ne lui sont adressés que pour avis. Ainsi, la proposition de loi de M. Sellier a été renvoyée à la commission de l'hygiène, mais le projet de résolution du même auteur, portant sur le même sujet, a été renvoyé à la commission des finances.

La commission charge son président de présenter au secrétariat général de la présidence les observations nécessaires.

M. Le Gorgeu donne lecture de ses conclusions. Il reste dans le cadre qui a été indiqué à la commission: séparation de ce qui est l'assistance et de ce qui est l'assurance, ne toucher que le moins possible au système de la capitalisation, discrimination entre les assurés sociaux et ceux qui ne le sont ^{pas}, distinction, ~~entre~~ en ce qui concerne les non-assurés sociaux, entre les exclus en raison de leurs occupations et les exclus en raison de leur âge.

ARTICLE PREMIER

Tous les travailleurs français des deux sexes, salariés ou indépendants, bénéficiaires ou non des assurances sociales, ont droit à une allocation dans les conditions fixées par la présente loi.

ASSURES SOCIAUX

ARTICLE 2

L'article 11 du décret-loi du 28 octobre 1935, relatif au régime des assurances sociales applicable aux travailleurs du commerce et de l'industrie, est modifié comme suit :

.....
 "parag. 2 - Il est affecté à la constitution d'une rente viagère de vieillesse au profit de l'assuré une somme fixée annuellement par l'arrêté visé à l'article 2, par. 7 et qui ne peut être inférieure à 3% du salaire retenu pour le calcul de la double contribution, dans les conditions dudit article 2, pour les assurés ayant atteint ou dépassé l'âge de 30 ans. Les versements sont....." (la suite sans changement)

.....

parag. 7 - Supprimer : "sans que le chiffre puisse être inférieur à 600 frs"

parag. 8 - Compléter comme suit : "Les minima garantis par les parag. 5 et 7 du présent article ne peuvent être inférieurs à la rente résultant des versements capitalisés au compte individuel de l'assuré, augmentée d'un complément de 1.500 frs."

ARTICLE 2bis

Le paragraphe premier de l'article 19 du décret-loi du 28 octobre 1935, relatif au régime d'assurances sociales applicable aux travailleurs du commerce et de l'industrie, est abrogé.

ARTICLE 3

L'article 8 du décret-loi du 30 octobre 1935 relatif au régime des assurances sociales des travailleurs de l'agriculture est modifié et complété comme suit :

"parag. 2 - l'assuré agricole âgé de 60 ans, dont le compte individuel d'assurance-vieillesse a été crédité chaque année, pendant 30 ans au moins, de cotisations atteignant :

- a) pour la période antérieure au 1er janvier 1936 le minimum prévu par la loi du 30 avril 1930 sur les assurances sociales,
 - et b) pour la période postérieure au 31 décembre 1935 un minimum
- de 100 frs pour les années passées dans la 4ème catégorie,
 - 80 frs pour les années passées dans la 3ème catégorie,
 - 45 frs pour les années passées dans la 2ème catégorie,
 - 16 frs pour les années passées dans la 1ère catégorie.

a droit à une pension de vieillesse égale à vingt fois la cotisation annuelle moyenne versée au titre de l'assurance-vieillesse."

"parag. 3 - L'assuré âgé d'au moins 30 ans au 1er juillet 1930, dont le compte individuel aura été crédité chaque année depuis cette date jusqu'à la date d'entrée en jouissance de leur pension du minimum de cotisations prévu au paragraphe précédent, a droit à une pension égale à autant de trentièmes de la pension normale qu'il figure de versements annuels à son compte."

parag. 4 - Les pensions prévues aux parag. 2 et 3 du présent article ne peuvent être inférieures à la rente résultant des versements capitalisés au compte individuel augmentée d'un complément de 1.500 frs."

parag. 5 - Les compléments de rente prévus aux parag. 2, 3 et 4 du présent article sont à la charge du fonds de majoration visé à l'article 35 du décret-loi du 30 octobre 1935 sur les assurances sociales, qui reçoit en atténuation de cette dépense une subvention du budget général égal à 20% du montant des cotisations inscrites l'année précédente aux comptes individuels

"parag. 6 - ancien paragraphe 4."

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS EXCLUS DES ASSURANCES
SOCIALES EN RAISON DE LEURS OCCUPATIONS

ARTICLE 4.

Les cultivateurs, qu'ils soient propriétaires, fermiers ou métayers, non obligatoirement assujettis à la législation des assurances sociales, les artisans, les industriels et commerçants, les personnes susceptibles d'être inscrites, en raison de leur profession, à la cédule des professions non commerciales, et d'une manière générale tous ceux qui, sans être salariés ou visés par l'article 1er, parag. 3, du décret-loi du 28 octobre 1935 modifié, vivent principalement du produit de leur travail, et sont majeurs et de nationalité française, doivent être affiliés à une assurance obligatoire en vue de la vieillesse.

ARTICLE 5

Un décret rendu en conseil des Ministres avant le 31 octobre 1939 fixe les conditions générales de mise en vigueur de l'assurance prévue à l'article 4 de la présente loi.

TRAVAILLEURS ET ANCIENS TRAVAILLEURS
EXCLUS DES ASSURANCES SOCIALES EN RAISON DE LEUR AGE

ARTICLE 6

L'article 1er de la loi du 14 juillet 1905 est modifié ainsi qu'il suit :

"Tout Français privé de ressources, soit âgé de plus de 65 ans soit....."
(le reste sans changement)

ARTICLE 7

L'article 20 de la loi du 14 juillet 1905 est modifié ainsi qu'il suit :

"L'assistance à domicile consiste dans le paiement d'une allocation mensuelle.

"Le taux de cette allocation est fixé, pour chaque commune du département par le conseil général après avis du conseil municipal.

"Il ne peut être inférieur à 100 frs ni, à moins de circonstances exceptionnelles, supérieur à 150 frs.

"Le Conseil municipal conserve la faculté de fixer un taux d'allocation qui, tout en respectant le maximum fixé par la loi, excède le chiffre arrêté par le conseil général pour la commune considérée. Dans ce cas la dépense supplémentaire résultant de la majoration décidée par le conseil général restera intégralement à la charge de la commune.

"Le taux de l'allocation qui peut être accordée à chaque postulant est celui qui est fixé par le conseil général pour la commune où il a sa résidence habituelle.

"Au cas où la personne admise à l'assistance dispose de certaines ressources la quotité de l'allocation est diminuée du montant de ces ressources. Toutefois, celles qui proviennent, soit de la retraite du combattant, soit d'une pension d'ascendant allouée au titre des lois des 31 mars et 24 juin 1919, soit du travail de l'intéressé lorsqu'il a dépassé l'âge de 65 ans, soit de l'épargne, soit d'une pension de vieillesse acquise par l'ayant-droit, n'entrent pas en décompte pour la partie qui n'excède pas 400 frs. Cette quotité est élevée de 400 à 1.000 frs pour les ayants-droit justifiant qu'ils ont élevé au moins trois enfants jusqu'à l'âge de 16 ans. Dans le cas où lesdites ressources dépassent ce chiffre, l'excédent n'entre en compte que jusqu'à concurrence de moitié. Les compléments servis aux assurés sociaux par le fonds de majoration de la caisse générale de garantie sont entièrement déductibles.

"Sont assimilées aux ressources provenant de l'épargne celles qui procurent la possession de biens immobiliers. Le montant de ces ressources sera considéré comme égal à la rente viagère que servirait la caisse nationale des retraites pour la vieillesse contre le versement à capital aliéné, à la date de l'admission à l'assistance, d'une somme représentant la valeur de la propriété.

"Les ressources fixes et permanentes provenant de la bienfaisance privée entrent en compte à concurrence de moitié. "

ARTICLE 8

L'article 23 de la loi du 14 juillet 1905 est modifié ainsi qu'il suit :

"Dans le cas où l'hospitalisé possède des ressources personnelles, celles-ci sont affectées au remboursement des frais d'hospitalisation. Toutefois, lorsque ces revenus appartiennent à l'une des catégories visées à l'art. 20 de la présente loi, une partie correspondant au maximum à la moitié des abattements prévus par ledit article peut être laissée à la disposition des intéressés."

ARTICLE 9

La charge résultant de l'application des articles 6, 7 et 8 de la présente loi est supportée par l'Etat. Toutefois, l'excédent de dépenses résultant d'une majoration supérieure à 50 frs de l'allocation mensuelle fixée par les conseils généraux, et en vigueur au 1er juillet 1939, restera à la charge des trois collectivités.

Un règlement d'administration publique déterminera les modifications qu'il y aura lieu d'apporter au barème unique prévu au décret du 29 décembre 1936.

ARTICLE 10

L'Etat couvre les dépenses résultant des articles 6, 7 et 8 de la présente loi au moyen du produit de la Loterie nationale jusqu'à concurrence de 700 millions.

ARTICLE 11

Un décret rendu en conseil des ministres modifie et complète les décrets-lois des 28 et 30 octobre 1935 dans la mesure nécessaire à l'application de la présente loi. Ce décret règlera en particulier les conditions d'imputation des frais de gestion des organismes d'assurances sociales, la prise en charge par le fonds de majoration des dépenses résultant de la franchise postale accordée à l'occasion du paiement des allocations, pensions et compléments attribués aux assurés sociaux par chèque ou mandat.

ARTICLE 12

Un décret rendu en conseil d'Etat fixera les conditions de coordination de la présente loi avec les régimes d'assurance et d'assistance des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

La commission estime qu'il lui est impossible de discuter sans avoir le texte des articles sous les yeux.

M. le président propose de demander à la Présidence d'envoyer d'urgence, à domicile, à chacun des commissaires le dispositif dactylographié; la discussion sur les articles pourrait s'instaurer dans une séance spéciale. (Adopté)

M. Millès-Lacroix, en raison de l'urgence, fait confiance à M. le rapporteur. Qu'il dépose son rapport en blanc ^{le} demain, qu'il rédige et le fasse imprimer le plus tôt possible. La discussion en séance publique pourrait avoir lieu avant la séparation de Chambres. Ainsi, la Commission dégageait sa responsabilité quant à la non adoption d'un texte.

Cette suggestion est agréée par la Commission qui décide d'autoriser M. Le Gorgeu à déposer ~~son~~ rapport en blanc demain jeudi, de faire rone'otyper le dispositif, de le faire adresser à chacun des commissaires, au rapporteur, pour avis, de la Commission des finances et au Gouvernement, et de tenir séance mercredi prochain pour l'examen des amendements.

Séance levée à 18h 30.

La COMMISSION de l'HYGIENE, de l'ASSISTANCE, de l'ASSURANCE et de la PREVOYANCE SOCIALES se réunira le

MERCREDI 21 JUIN 1939

à SEIZE HEURES

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR.-

I.- Correspondance.

II.- Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'extension de la loi du 13 juillet 1930, relative au contrat d'assurance aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

III.- Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, créant des allocations de solidarité en faveur des travailleurs exclus des assurances sociales en raison de leur âge, modifiant les dispositions relatives à l'assurance-vieillesse et instituant une assurance obligatoire en cas de vieillesse en faveur des travailleurs indépendants. (n° 250 - 1939 - M. LE GORGEU, rapporteur)

Examen des amendements.

Présidence de M. Evén.

Tout présents : M. Néron, Gros, Rolland, Le Gorgeu, Lavergne, Jais-Lambert, Lissar, Chassaing, Clamamus, Loubat, Guyonnet, Liébold Robert, Gadand, François-Saint-Haur, Gaillienin, Raymond Martin, Mironel.

Excuse. M. Henri Sellier s'excuse ne pouvoir assister à la séance.

I Correspondance. M. le président met la Commission au courant des lettres qu'il a reçues, notamment d'une lettre de M. Henri Sellier dans laquelle il mentionne les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter au texte de M. Le Gorgeu sur le projet de loi relatif aux vieux travailleurs.

Nomination de rapporteurs. ~~M. Le Gorgeu~~ Sont désignés :

M^r. Guyonnet, pour la prop.ⁿ de loi de M. Maulion (N° 439-1939) relative à la protection des familles nombreuses;

M^r. Henri Sellier, pour la proposition de loi de M. Théveny (N° 441-1939) relative à la codification de la législation sur les habitations à bon marché;

M^r. Gros, pour la proposition de loi tendant à l'ajustement des rentes des victimes d'accidents du travail (N° 463-1939).

N° 416 - 1933

M. J. Lambert donne connaissance des conclusions de son rapport sur le projet de loi concernant la réparation des accidents du travail.

La commission adopte ces conclusions et autorise M. J. Lambert à déposer son rapport.

II

N° 603 - 1932

M. Néron donne lecture de son rapport.

La commission donne son assentiment et l'autorise à déposer son rapport.

N° 202 - 1939

M. Gros avait demandé à exposer les conclusions de son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'abroger l'article 27 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. Mais il demande le renvoi à une séance ultérieure.

III 250 - 1939

M. Le Gorgeu, rapporteur, a dû apporter quelques modifications au texte qui a été envoyé à tous les commissaires.

La commission aborde l'examen des articles.

Art. 1°

M. François Saint-Maur ne voit pas d'objection à l'insertion du mot "vies", mais il aurait préféré qu'on dise "tous ceux qui sont visés par la présente loi".

La commission, tout en reconnaissant le bien-fondé de cette remarque, n'y donne pas suite.

Art. 2.

M. le rapporteur expose qu'il a prévu trois chapitres principaux:

a) celui qui a trait aux assurés de la période transitoire; b) celui qui concerne les modifications à apporter ~~à la~~ au décret-loi de 1935; c) celui relatif à la loi du 14 juillet 1905.

L'art. 2 modifie la répartition et la capitalisation. Dans le tableau que l'on trouve au rapport, il a majoré les dépenses et diminué les recettes. Cela tient au fait que les actuaires, dans la crainte de voir leurs prévisions déjouées par la réalité, ont une tendance à se montrer très prudents, trop prudents même. Il a l'impression qu'on aurait pu équilibrer le projet en mettant moitié pour la capitalisation et moitié pour la répartition.

M. François-Saint-Maur fait observer qu'en prenant le chiffre de 1500 fr on alourdit le projet, puis que ce n'est plus que le double du minimum garanti de 600^{fr}. Ne vaudrait-il pas mieux prendre un prix fort de façon à se réserver une position de repli devant la résistance de M. le ministre des finances?

M. le rapporteur fait remarquer que si l'on mettait 2000^{fr} il faudrait tout faire passer à la répartition; pour 1250 fr, la moitié serait pour la répartition et la moitié pour la capitalisation. Si l'on a pris le chiffre de 1500 fr, c'est qu'au point de vue financier les observations du ministère des finances porteront surtout sur l'assistance. Pour assurer 40 % aux assurés sociaux, aucun effort ne devra être fait par l'Etat; au contraire, pour le chiffre de l'assistance, il faut prévoir une dépense immédiate et la discussion sera très serrée.

M. le rapporteur continue son exposé. Deux paragraphes (7^{ter} et 7^{quater}) ont été ajoutés à l'article 2. Ils ont trait à ceux qui n'étaient pas inscrits au 1^{er} juillet 1930 et qui ne pourraient toucher l'allocation entière. Il a jugé que c'était un peu sévère; il ne leur donne pas tout, mais il les relève ainsi d'une sorte de déchéance.

Art. 3. ~~Cet~~ article 19 du décret-loi du 28 octobre 1935 empêchait les assurés sociaux, qui touchaient au moins 600 fr, d'avoir droit à l'assistance des vieillards.

M. le rapporteur propose de l'abroger.

Art. 4. En ce qui concerne les agriculteurs rien n'a été changé pour la capitalisation.

Art. 5. Travailleurs indépendants exclus des assurances sociales en raison de leurs occupations. M. François-Saint-Maur voudrait mettre "non bénéficiaires" à la place de "exclus" (*Adopté*).

Art. 6 et 7. Sans observation

Art. 8. M. le rapporteur a cru bon d'ajouter les mots "ou d'invalidité". Il semble à première vue que cette précision entraînera une dépense assez importante. En réalité il n'en est rien parce que le nombre de gens touchés par cette disposition ont d'autres ressources et ne pourront ~~faire~~ ^{faire} ce fait bénéficier de cette libéralité.

M. Gros croit comprendre que M. le rapporteur assimile les bénéficiaires d'une rente pour accident du travail aux bénéficiaires de la retraite des combattants.

M. le rapporteur que ceux qui peuvent bénéficier de l'allocation sont: les accidentés du travail, les mutilés de guerre, les assurés sociaux.

M. Dormann voudrait qu'on précise dans le texte "pension" ou "rente"

M. Gros demande qu'on tienne compte des accidents du travail qui n'ont pas une pension mais une rente. (Adopté)

Il semble à M. Léopold Robert que, dans la pratique, on éprouvera des difficultés pour l'estimation de la valeur des biens immobiliers.

M. François Saint-Maur ne proposerait rien et passerait cette disposition sous silence.

M. Clamammes pense qu'il ne faudrait pas retomber dans l'erreur de la loi de 1905 dont de petits gens sont exclus parce qu'ils sont propriétaires d'une petite maison qu'ils ont construite de leurs mains. Comme le dit l'adage populaire: la cage ne nourrit pas l'oiseau.

M. Dorman fait remarquer que la loi a été très discutée sur ce point en ce qui concerne les travailleurs qui se sont fait bâtir une maison soit par la loi Loucheur, soit par la loi Ribot. On a déjà cité l'exemple de deux ouvriers dont l'un dépense tout son salaire et dont l'autre, économe, est pénalisé parce qu'il a voulu se constituer une foyer pour ses vieux jours.

M. le rapporteur fait observer que cette remarque n'est pas tout à fait exacte puisqu'il propose de ne déduire que la moitié de revenus que représentent le capital de la habitation. Au surplus, le projet de loi actuel n'a pas pour but de modifier la loi de 1905.

M. Gaillien désavouerait qu'on ne tînt pas compte des biens immobiliers que la personne habite, au moins à partir d'un certain âge.

M. Clamammes n'est pas d'accord avec M. le rapporteur en ce qui concerne le sens de la réforme. Il considère que, puisqu'on apporte des modifications à la loi de 1905, il ne faut pas se limiter à 2 ou 3 points, mais faire disparaître, pendant qu'on revient partiellement sur cette loi, toutes les causes d'erreurs et d'injustice qui s'y trouvent. Il se réserve d'ailleurs, en séance publique, d'apporter des amendements à la loi de 1905.

M. le président tient à assurer que tous les commissaires conservent en entier leur droit de déposer et de défendre des amendements en séance publique.

Art. 9. Pas d'observation

Art. 10. M. le rapporteur explique que cet article a pour but d'empêcher les communes de porter l'allocation au maximum.

Art. 11. M. Join-Lambert, hostile à la loterie nationale, proteste contre

cette disposition législative qui tend à faire échec au désir du Gouvernement de supprimer la loterie.

Les art. 12 à 14 et dernier ne donnent lieu à aucune objection.

La commission passe ensuite à l'examen des suggestions présentées par M. Henri Sellier dans sa lettre, dont M. le président a donné connaissance au début de la séance.

A l'art. 1^{er} M. Henri Sellier désirerait voir englober tous les Français, l'expression "tous les vieux travailleurs français" étant à son sens trop limitative et ne prévoyant pas les changements inévitables dans les conditions de fortune.

Après un échange d'observations, la commission n'a retenu pas cet amendement.

A l'article 5, M. Sellier indique que le texte est insuffisant et incorrect. Il estime que l'expression "doivent être affiliés à une assurance obligatoire en vue de la vieillesse" n'est pas d'une signification précise.

M. le rapporteur admet que son texte n'est pas très correct. Il explique qu'il n'a eu en vue que le principe lui-même, c'est-à-dire l'obligation de l'affiliation et il reconnaît que la suggestion de M. Henri Sellier est intéressante.

M. Join-Lambert demande, puisqu'on revient sur l'art. 5, pourquoi on fait, en tête de cet article, une énumération qui se termine par une règle générale.

M. le rapporteur fait remarquer qu'il a simplement reproduit les termes d'un article de la loi sur les assurances sociales; mais M. le président invite M. Join-Lambert à déposer un amendement qui, dit-il, aura beaucoup de chances d'être adopté, parce que la commission a eu de longues discussions à ce sujet et qu'elle n'a cédé devant l'insistance de M. Chauveau que pour lui faire plaisir.

M. François-Saint-Haur, appuyant la suggestion de M. Sellier, demande que l'art. 5 en fin soit ainsi libellé " ... doivent ^{être} obligatoirement affiliés à une caisse d'assurance en vue de la vieillesse." (Adopté).

Après un échange d'observations, la commission tient compte d'une suggestion de M. Henri Sellier et décide de modifier l'art. 8 comme suit :

Art. 8. Les paragraphes de l'article 20 de la loi du 14 juillet 1905 modifiés... etc.

du 2^o au 6^o alinéa inclus, pas de modification.

du 7^o alinéa, au lieu de "Les compléments servis aux assurés...", mettre :

"Les compléments de pensions servis aux assurés..."

Les 8^o et 9^o alinéas sont supprimés.

La discussion étant achevée, la commission ^{emet le vœu} ~~decide~~, à l'unanimité, que la discussion en séance publique vienne avant la clôture de la session.

M. le président signale que la commission des finances, qui doit donner son avis, examine actuellement le projet. Si la conclusion de la commission peuvent être connues samedi au plus tard, il propose de réunir la commission lundi après-midi; dans le cas contraire, la commission ne pourrait se réunir que mercredi prochain. (Adopté.)

Séance levée à 18 heures.

MERCREDI 4 OCTOBRE 1939

à SEIZE HEURES

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

Correspondance

Nomination d'un vice-président

Organisation du travail de la Commission

Audition de Monsieur le Ministre de la Santé
Publique.

Présidence de M. Even

Présents : M. M. Le Gorgeu, ~~Le Pelletier~~, Merouel,
Guyonnet, L. Robert, Sellier, Rolland, V. Constant,
Chassaign, Join-Lambert, Léculier, F. Legnet,
Rd Martin, Maroselli, J. Godart, Meron, Dormann,
Gros, Guillemin.

M. le président salue la présence de M. Le Pelletier
de ce côté, et présente les excuses des absents.

M. le président a mis la conception de l'Hygiène
à la disposition du gouvernement pour toutes missions
de contrôle et de collaboration. Le ministre de la
Santé publique remercie, sans plus.

M. Sellier a écrit au président pour protester contre
les conditions de l'évacuation des enfants. A ce
propos, il posera des questions au ministre. Celui-ci

répondra tout à l'heure.

523-39

M. Lémire est nommé rapporteur du
p.-l. 523-39

441-39

M. Sellier, de la p.-l. 441-39,

M. Gadon est nommé vice-
président.

M. le ministre Rucart et M. M. les directeurs
Stiz, le Dr Cavaillon et M. Tissot sont introduits.

Le ministre annonce qu'il est prêt à donner
toutes explications. Il présente ses collaborateurs.
M. Tissot s'est spécialement occupé de toutes
les questions de santé publique intéressant la
défense nationale.

M. Rucart a demandé beaucoup de choses
et depuis longtemps. Le 13 décembre 1938, il
présentait au président du conseil ses observations
sur les événements de septembre 1938. Il
faisait remarquer que la population civile
avait manqué de matériel. Il a proposé
la liaison entre les services militaires et civils,
un recensement et un accroissement des moyens,
une organisation sanitaire de la défense
passive, une organisation des repliements
et des hébergements. Il avait demandé alors
que l'on maintint l'organisation de paix
des sanatoria. Il réclamait les crédits pour
l'éloignement des malades de Paris, et la
construction de 200 baraquements pouvant
contenir chacun 100 personnes. Il envoyait

28 mars un devis pour la protection sanitaire des populations civiles, avec un service spécial au ministère, soit 147.000 francs. Dix millions d'une part + 8 + 9 + 100.000 + 40.000, soit en tout 146.127.129 francs pour assurer dans les départements l'hébergement et le traitement des vieillards et malades évacués.

Le 7 avril 1939 le ministre demanda que la D.N. assumât 51 millions pour la défense passive. Le 29 avril, le président du conseil accordait 39 millions pour 1940. Le ministre protesta le 26 mai 1939, et proposa l'établissement d'un plan de mobilisation pour le service de santé civil. Il demanda 2 officiers par région.

Le 28 juin 1939, il se préoccupa de la question de l'eau, des vaccinations préventives.

M. l'inspecteur Cavaillon défendit ces vues à la présidence du conseil, dans une commission spéciale, qui fit siennes ses réclamations.

Sur les 30 millions demandés pour l'évacuation des hospitalisés de Paris, on en accorde 10 au ministre.

Le 2 septembre, il prévint le président du conseil que les lits manquaient pour les malades évacués.

Le 14 septembre, M. Rucart réclamait à nouveau ses crédits.

Malgré tout, il a fait pour le mieux.

Le 27 août 1937, il a fait connaître le danger des engagements de médecins non mobilisables, disponibles en cas de guerre. Le 31 août, le ministre de la guerre répondait qu'il donnait l'ordre au Sec de santé militaire de venir en aide aux populations civiles. En septembre, M. Rucart prit un arrêté de réquisition des médecins disponibles.

Il a demandé aux préfets l'état de la situation. Seul la Seine avait un excédent de médecins non mobilisables (2400) dont beaucoup sont vieux ou trop spécialisés. On pourrait compter sur 800 médecins disponibles. La guerre a admis l'affectation spéciale des inspecteurs départementaux d'hygiène des classes anciennes.

Le ministre n'a pu créer l'Ordre des médecins par suite de l'opposition de la Fédération des syndicats de la Seine. La lutte contre les médecins maraîchers en est rendue plus difficile.

Une enquête a été faite dans les départements sur les médecins étrangers.

Un appel a été fait aux pharmaciens disponibles.

On a groupé les envois des fabricants de produits pharmaceutiques, ce qui a permis d'accélérer les envois.

Un décret-loi est prêt sur la réquisition des pharmaciens.

C'est le ministère de l'Armement qui a la haute main sur la fabrication des médicaments.

Le 4 septembre, un projet a été préparé pour obliger la réaffectation des inspecteurs d'hygiène dans tous les départements, ainsi que tous moyens de défense locaux contre les épidémies. Le décret a été signé ce matin.

En ce qui touche la variole, la revaccination a été prescrite. Des mesures ont été préparées contre la dysenterie et le typhus. Le sérum antityphique est prêt. 5 millions ont été

accordés pour l'épuration.

La lutte antialcoolique n'est pas oubliée
10 millions ont été demandés, 5 accordés pour
les laboratoires.

En ce qui concerne l'eau, on utilisera la T.S.F.
pour donner des conseils pratiques.

L'état sanitaire des ports est spécialement
surveillé.

Hygiène sociale. La quasi-totalité des services du
temps de paix continuent à fonctionner. Le comité
national de l'enfance a envoyé des instructions à
ses sections.

Le ministre espère maintenir les sanatoria en
exercice jusqu'à l'arrivée de soldats tuberculeux.

Il a obtenu la collaboration de hautes autorités
scientifiques dont le professeur Haxel Carrel.

Les services vétérinaires ont été maintenus ouverts.
Le 8 septembre a été adressé au président du conseil
un projet de décret reproduisant en partie le rap-
port de M. Evens sur la proposition Sellier.

En ce qui concerne les tuberculoses, le ministre
a invité les préfets à repêcher les tuberculeux
évacués, l'autorité militaire ayant pris 6000
lits. Celle-ci paraît d'ailleurs assez bien disposée.

Un vaste programme de courtes émissions de
propagande sera mis sur pied. La fondation
Rockefeller a été sollicitée.

Les Alsaciens et Lorrains ont été évacués dans
8 départements. Les professeurs de la faculté de
Strasbourg y ont été envoyés en mission.

Les établissements psychiatriques de l'Est ont été
évacués dans le centre et dans le Midi. Il
reste 150 aliénés criminels à évacuer.

Un centre de transfusion sanguine et ^{un} d'oxygénothérapie sont en création à Blois. Les transports seront assurés en partie par la générosité américaine.

Infirmières. On a 1000 diplômées d'Etat pouvant être mises à la disposition des départements. Un corps d'aides a été créé.

Hébergement des enfants. Le 22/12/38, la question a été examinée sous la présidence du général Gamelin.

M. Sellier proteste contre les conditions où s'est faite l'évacuation des enfants. Ce fut une erreur de confier la chose au ministère de l'éducation nationale, qui n'a compétence que pour les enfants de l'école publique. Le service des enfants assistés, les municipalités n'ont pas été consultés.

Pour les adultes ~~mont~~ les Préfets l'accueil n'ont été avisés que l'avant-veille, et les maires deux heures avant leur arrivée! Les gens de l'enseignement, comme les prêtres, considéraient que le sauvetage des âmes est plus intéressant que celui de la chair. Alors, il a été interdit de faire du placement familial. Le représentant de la direction de l'enseignement a même fait lever et habiller des enfants par les habitants, pour les ramener coucher sur la paille dans une salle d'école, "tout ça, dit M. Sellier, parce qu'ils auraient pu tomber dans une famille où ils auraient eu le triste exemple de gens allant à la messe."

M. Sellier reproche donc au ministre d'avoir laissé des services éminents, mais incompetents, se charger de cet exode des enfants.

Pour les adultes, M. Sellier met au défi quiconque de dire qui est-ce qui s'en occupe. A Tanville (Eure et Loir), il y a depuis 15 jours 40 personnes dans la salle d'attente de la gare. Sur 4000 personnes évacuées de Luremer, 3000 sont revenues. Et dans 15 jours, il faudra recommencer, à quel prix !

M. Sellier signale ensuite la nécessité de la suppression de l'abrinthe.

Quant au service des infirmières, par suite de la dissémination des services, il est inaccessible.

M. Sellier demande aussi qu'on ramasse les jeunes gens de 14 à 20 ans et qu'on les fasse travailler.

M. Rucart, ministre de la santé publique, approuve les observations de M. Sellier. Il se défend pourtant d'avoir toléré la main-mise de l'éducation nationale sur la santé publique. Deux directions, sports et loisirs, et ~~santé~~ éducation physique, avaient été retirées par le premier ministère au second. M. Rucart a dû défendre son autorité sur les colonies de vacances.

Pour l'évacuation, elle a été réglée par une instruction interministérielle guerre-intérieur qui a donné barre à l'éducation nationale sur la santé publique.

M. le ministre répond successivement aux questions de M. Sellier. Il n'a pas de peine à prouver qu'aucune des mesures critiquées ne

provenait de son fait.

Il expose ce qu'il a fait pour les colonies de vacances. Grâce à ses propositions, une conférence interministérielle Int. Ed. N. S. P. a été réunie et a accepté les propositions de la Santé publique. M. le ministre donne lecture des instructions adressées aux préfets.

Il expose qu'il a obtenu le maintien de leur emploi aux femmes enceintes évacuées. Il a créé des centres d'accueil dans les gares, des maternités dans l'O. et le S. de la Région parisienne.

M. Guillemin dit que les tuberculeux expulsés des sanas devraient trouver dans chaque département des centres d'insufflation.

Il faut refuser les engagements de médecins qu'on affecte ensuite sur place.

Des évacués d'Alsace couchent encore dans leurs voitures. Peut-être a-t-on abusé des évacuations.

M. Chassaing signale que les médecins manquent dans les campagnes.

Il y a des paysannes malades ou enceintes dans les hameaux. On ne trouve pas une infirmière, même bénévole, pour aller les soigner.

M. Chassaing pose plusieurs questions relatives aux allocations aux familles de mobilisés. Il se plaint du délai imposé pour les appels, et il en demande la compression.

M. Chasseing demande l'allocation aux ascendants. Le ministre n'y serait pas opposé, mais son collègue des finances s'y refuse pour le moment.

M. Raymond Martin pense qu'on n'aurait pas dû mobiliser les médecins au-delà de 50 ans, sauf les chirurgiens ou les spécialistes.

Les médecins étrangers qui ont pris la place de médecins mobilisés ne devraient pas avoir le droit d'y rester après la guerre.

Les médecins de dépôt devraient être autorisés à aller dans les environs par les chefs de corps.

M. Léopold Robert craint des heurts entre réfugiés citadins et hébergeants paysans. Les réfugiés ne peuvent prétendre vivre de la vie citadine aux champs.

M. Guyonnet signale que dans les départements ruraux, le service de désinfection est très modeste. Il n'y a pas lieu de désinfecter pour la rougeole, car la maladie n'est contagieuse qu'après qu'elle se déclare.

M. V. Constant signale que dans son arrondissement de Paris il y avait 12000 évacués. Que pense le gouvernement du retour de la plus grande partie? Certains fonctionnaires de province les engagent à rentrer!

M. Rolland demande si les commissions cantonales peuvent recevoir sur leurs décisions? Réponse négative.

Comment réprimer les abus d'ouvriers
touchant l'allocation et cependant travailleurs
en même ? Réponse : l'autorité fait appel.

M. Joris-Lambert trouve que bien des
mesures prises tendent à creuser le
fosse entre évacués et hébergés.
Beaucoup rentrent par dégoût de la bourse
imposée. Qu'on les groupe et qu'on leur
donne du travail.

M. Dormann signale qu'on a évacué des
milliers d'enfants d'une commune à une
autre dans le même département, non
qualifié de département d'accueil.

M. le ministre ne peut répondre que sur
la protection sanitaire des évacués.

En ce qui concerne les médecins, l'autorité
militaire a fait connaître qu'elle faciliterait
la mise à la disposition de la population
civile de ses médecins.

Quant aux médecins qui vont exercer
ailleurs, ils devront **partir** après le retour des
médecins locaux.

Pour les malades, femmes en couches, isolés,
il y aura des équipes mobiles.

Le décret sur les allocations militaires a été
retardé par le ministre des finances. Dans
tous les cas, la situation est préférable à celle
de 1914-1918, la procédure a été améliorée.

L'observation de M. Joris-Lambert sera
transmise au ministre de l'intérieur.

Le gouvernement est désolé du retour des Parisiens. Mais M. Sellier explique qu'on ne devrait pas annoncer la réouverture des écoles de Paris, ce qui fait croire aux évacués que le danger est passé.

Le président a fait visite au représentant des finances au Cabinet de la Santé publique. La Commission de l'hygiène soutiendra toujours le ministre dans ses demandes de crédits.

M. Marcellini est satisfait du service des allocations dans son département. Il en remercie le ministre.

Celui-ci prend congé.

Le président propose de désigner des collègues pour faire la liaison avec les autres commissions. Mais M. Sellier soulève la question du défaut de vaccinations contre le tétanos. M. Rolland déclare que le directeur de la Santé a affirmé le contraire. M. Sellier lit un texte du Dr Ramon qui a dix mille litres de vaccin, et l'Institut Pasteur qui n'est pas utilisé, et il y a des cas de tétanos dans l'armée.

Ce sera à l'ordre du jour d'une prochaine séance.

La suite renvoyée à la prochaine séance.

Séance levée à 19 heures.

MERCREDI 25 OCTOBRE 1939

A SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- 1° - Correspondance.
- 2° - Conclusions à tirer des déclarations du
Ministre de la Santé Publique.
- 3° - Organisation du travail de la Commission.

Présidence de M. Evén.

Présents : M. M. Rd Martin, Lécuyer, Gros,
Sellier, Gadaud, Clamannus, Join-Lambert,
Guyonnet, Miramel, Gilbert, Chassain,
Guillemin, Converset, Le Gorgeu, Justin Godart,

Excusés : M. M. L. Robert et F. Lequet.

M. le président félicite M. Gadaud de son
élection comme vice-président.

M. Gadaud remercie. Il s'excuse d'avoir
été absent à la dernière séance, retenu par ses
fonctions de maire de Périgueux, ville qui a
reçu un grand nombre de Strasbourgeois.

Evénés
et réfugiés

M. Sellier ayant remis au président des
documents relatifs à la question des
réfugiés, celui-ci les a remis à M. Chaumet
ministre d'Etat chargé de la cette question.

M. Sellier rappelle l'audition du ministre de
la santé publique, qui s'est borne à décaler
sa responsabilité. Il se plaint de l'anarchie
qui règne à cet égard et du manque de
sanctions. Il renouvelle ses critiques de la
présidente séance.

Depuis trois siècles, dit-il, le placement familial est utilisé pour les enfants de la Seine. Or, au lieu de charger les inspecteurs de l'A. P. de l'hébergement des enfants, on en a chargé les inspecteurs de l'éducation nationale. C'est une hérésie.

On peut toutefois faire grief au ministre de la Santé publique de s'être désintéressé de l'hébergement des enfants.

M. Sellier cite des cas de polyonélie et de scarlatine qui auraient dû être évités.

Il pense que l'on pourrait demander communication des instructions qui ont été données.

Les maires n'en avaient reçu aucune. Il faudra demander à l'Intérieur, à la Santé publique à l'Éducation nationale, des éclaircissements. (voir M. Louvel, inspecteur.) Sur le vu des rapports, la Commission examinera s'il y a lieu de demander des sanctions. Ensuite, il faudra examiner avec M. Chautemps ce qu'il y a à faire.

M. le président expose qu'en principe les refuges devront venir avec draps, couvertures et couverts.

Il donne lecture d'une note de M. Sellier proposant de saisir M. le président du conseil, mais depuis la rédaction de cette note, M. Chautemps a été désigné pour prendre l'affaire en main.

M. le président propose de désigner une sous-commission pour rechercher les origines de la question, et les instructions données.

M. Clamann expose qu'il faisait partie du comité de coordination de la défense passive

de la Seine. Depuis un an, le comité sentait plus ou moins les lacunes de l'organisation. Les maires de la Seine n'ont pu savoir où allaient être évacués enfants et adultes. M. Clamannus se plaint qu'on lui ait caché depuis plus d'un an tous les détails de l'organisation. La Santé publique a donné l'ordre de maintenir les enfants dans les écoles de vacances, mais s'est désintéressé du financement. Quant aux autres, les maires n'ont même pas été avisés des mesures d'évacuation. Les enfants de la commune de M. Clamannus ont été trimballés d'une commune à l'autre. Certains ont attrapé la gale. D'autres, malades, n'ont été soignés que tardivement. Les maires des communes d'hébergement n'avaient aucun moyen de bien faire, ils manquaient de tout.

M. Victor Constant est allé voir M. Chaumont, qui a demandé du temps. En tout cas, les évacués rentrent. On construit des baraquements à 50 000 fr. la baraque de cent lits pour les recevoir ! Au fond, on voudrait savoir s'il faut rentrer à Paris ou s'il faut en sortir.

M. le président confirme que certains préfets ont donné l'ordre de construire des baraquements et d'acheter du matériel à raison de 100.000 francs par commune. Le type de baraquements choisis est inadmissible.

M. Sellier signale des exemples de gaspillage. On achète des paillasses pour des enfants qui sont repartis.

M. Gardant pense qu'il sera difficile

de trouver les responsables. La faute inexcusable est que le cantonnement n'a pas été fait. C'eût été le fait du département d'envois, du ministère de l'intérieur et de la direction de la défense passive au ministère de la guerre.

Il faut avoir des hôpitaux pour le cas d'épidémies des populations civiles.

Il faudrait avoir des baraquements à doubles parois de bonne qualité et les préparer d'avance.

Strasbourg est arrivé à Périgueux avec 12 millions prêtés à 2% par l'office d'habitations à bon marché. On commence à construire, soit en bois, soit en briques. Les hôpitaux doivent doubler leurs disponibilités.

M. Join Lambert parle de l'évacuation incertaine. En tous cas, les évacués qui restent doivent être occupés, car l'oisiveté les ronge et leur devient insupportable. Les ruraux doivent être évacués dans des communes rurales, les citadins dans les villes. Autrement, ils rentreront et la 2^e évacuation se fera dans des conditions affreuses.

M. Raymond Martin demande pourquoi on n'a pas fait le recensement des maisons libres.

Il demande s'il y a, en outre de l'allocation militaire, une allocation pour les réfugiés.

Réponse affirmative. Le cumul est autorisé.

Mais M. Tellier cite des cas où le cumul a été refusé. Même question pour les indemnités aux instituteurs, pour les loyers, pour les fournitures scolaires.

M. Mironel se plaint des arrivées de troupes dans les villages de la zone des armées sans préavis.

Il voudrait que les fournisseurs viennent plusieurs heures à l'avance.

M. Guyonnet appuie cette observation.

M. Converset signale qu'on refuse l'indemnité aux évacués ^{volontaires} dans le département de l'Aube, parce que ce n'est pas son département d'accueil.

M. Gadand voudrait que les hôpitaux de D.P. fussent installés à la campagne.

b. Le président pose la question de la nomination d'une sous-commission destinée à faire une enquête ^{ou du moins à recueillir des documents} sur les conclusions à tirer de l'audition du ministre.

S/S
Commission
des évacués.

Cette sous-commission serait composée de M. M. Sellier, Le Gorgeu, Godart, Dormann, R. Martin, Guyonnet, Millies-Lacroix, Urban. (adopté.)

Programme d'études. Faut-il demander à M. Camille Chautemps de venir ?

(Adopté) en principe. La date sera ultérieurement fixée.

Pour l'avenir et les mesures nouvelles à prendre, on s'en occupera dans la 2^e quinzaine de novembre.

Le président se plaint des conditions dans lesquelles on nomme maintenant des inspecteurs départementaux d'hygiène.

M. Gadand se demande pourquoi on ne reprend pas l'organisation de secteurs de la dernière guerre.

Le président signale aussi la question de

travailleurs indigènes. C'est le Ministère du Travail qui va se charger de leur santé et de leur hygiène.

M. Le Gorgeu signale que la commission de l'armée s'occupe des allocations militaires. Or, cela regarde la commission d'hygiène.

La question de l'organisation du travail de la commission (n° 3°) sera reportée à la séance de la 2^e quinzaine de novembre. Il faudra obtenir des missions comme cela s'est fait à la C^m de la marine, dit le président.

M. V. Constant demande si l'on va laisser se perpétuer les constructions de baraquements. M. Sellier dit que l'inspecteur départemental d'hygiène devrait les interdire.

M. le président propose de déléguer 3 membres de la commission pour aller en parler à M. Chautemps.

M. Gadaud réplique que M. Chautemps n'est pas favorable au baraquement. Mais ce n'est pas une raison pour proscrire systématiquement toute construction de baraquements autour d'une ville.

M. le président propose que la Sous-commission désignée plus haut soit chargée aussi d'aller voir M. Chautemps et de lui proposer les mesures à prendre. (adopté.)

Séance levée à dix-huit heures quinze.

MERCREDI 6 DECEMBRE 1939

à QUATORZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Compte-rendu des travaux de la Sous-commission chargée d'étudier la question de l'évacuation des enfants des écoles
- II - Communication d'un dossier relatif à la vaccination anti-diphtérique.
- III - Avis de M. GADAUD (aliénés) - n°55 - 1939.

Présidence de M. Evens.

Présents : J. Jodart, Rolland, Chamaud, Sellier, Leulier, Urban, Couvret, Mironel, Constant, Le Gorgeu,

M. le président donne lecture de la correspondance.

A quinzaine, on examinera le rapport Sellier sur le charlatanisme médical.

I M. Sellier avait demandé aux 3 ministères intéressés communication des instructions qui avaient été données, et il n'a pas encore reçu de réponse. C'est pourquoi il vient de demander le renvoi à quinzaine.

Il y aura lieu de prendre des mesures en cas de nouvelle évacuation. Il faudra aussi examiner ce qui se passe dans les camps d'étrangers.

M. Sellier proteste contre l'esprit d'accu-

parlement de la commission des finances, qui se saisit des questions ressortissant à la commission d'hygiène.

M. Clamannus demande que des billets gratuits soient donnés aux familles pour aller voir leurs enfants évacués.

M. le président l'invite à déposer une proposition de résolution.

M. Constant n'est pas d'avis qu'il faille ramener les enfants.

M. Sellier répond que les instituteurs, ne voulant pas aller en province, font tout ce qu'ils peuvent pour faire rentrer les enfants.

M. Constant informe que M. Chautemps s'est heurté à l'hostilité de la S. N. C. F. en ce qui touche la visite gratuite aux enfants, mais il s'est engagé à étudier la question avec le désir de la faire aboutir. M. Constant est d'avis que le gouvernement doit avoir une politique nette au point de vue de l'évacuation. La commission devrait intervenir d'une façon ou d'une autre.

M. Justin Godart n'est pas d'avis qu'il faille construire des baraquements contigus et insuffisants pour loger les évacués. Il vaudrait mieux faire une politique de recensement et de réparations sommaires.

M. le président propose le dépôt d'une proposition de résolution et offre d'aller trouver M. Chautemps.

M. Clamannus expose qu'il y a trois régimes appliqués aux enfants évacués : 1^{er} les enfants des colonies belaires maintenues, 2^{es} ceux qui ont

été évacués par l'admⁿ de l'enseignement,
3° ceux emmenés par les parents. Leurs
situations financières sont toutes différents.

En conclusion, M. Sellier, président de
la commission, prendra rendez-vous avec
M. Chautemps.

M. Sellier signale que tous les ministères
militaires ont des milliers de logements à
construire. M. Daubry a réuni une commis-
sion dont faisait partie M. Sellier.
Celui-ci est d'avis que le problème ne
doit pas être séparé de celui de l'habitation
civile. Pourtant, on arrive à tout placer
sous le contrôle des Ponts et Chaussées,
en éliminant les représentants des sociétés
de H. B. M. M. Chautemps a été saisi
et se propose d'améliorer cette situation.

II Le dossier est remis à M. Leclerc

III Ajourné, en l'absence de M. Gadaud.

Séance à quinzaine

Séance levée à 15 heures 30.

ORD

Pr
de
de
ba

MERCREDI 20 DECEMBRE 1939

A QUATORZE HEURES 30

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de prévenir des délits et des crimes par des mesures d'hygiène mentale et de prophylaxie criminelle (N° 55 - 1939) - Mr. GADAUD, Rapporteur pour avis.
- II - Compte-rendu des travaux de la Sous-Commission chargée d'étudier la question de l'évacuation des enfants des écoles.
- III - Proposition de loi de Mr. Henri SELLIER relative à la répression du charlatanisme médical et pharmaceutique. (420 - 1937) Mr. Henri SELLIER, Rapporteur.
- IV - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'ajustement des rentes des victimes ou ayants droit des victimes d'accidents du travail sur la base d'un salaire annuel de 12.000 francs. (N° 463 - 1939) Mr. Louis GROS, rapporteur.

Présidence de M. Even, puis de M. Lavergne.

Présents : M. Gadaud, Converset, J. Lambert, Sellier, Lavergne, Néron, Loubat, Le Gorgeu, Gilbert, Faillénin, Guyonnet, Chamamus, Rolland, Lécuyer, Raymond Martin, Chassaing, Emile Vincent.

M. Even dépose la correspondance.

Proposition de collaboration de M. Grunbaum. Ballin
M. Grunbaum. Ballin demande une audience pour aviser la commission d'un grand projet législatif qui tendrait à dépouiller le Parlement d'une partie de ses droits légaux.

M. Sellier dit qu'il s'agit d'une procédure d'application des décrets-lois.

M. Grunbaum. Ballin est président de la section d'hygiène au Conseil d'Etat. M. Sellier a ajouté que le Parlement étant en fait dépouillé, la procédure permettrait d'intervenir en la commission dans l'application des textes.

M. Guyonnet remarque qu'il y aurait lieu de moderer les ardeurs des fonctionnaires du Conseil d'Etat.

M. L. Sellier, Guyonnet, Jais-Lambert, Le Gorgeu, Gilbert sont désignés pour faire partie d'une sous-commission qui prendra jour avec M. Grunbaum-Ballin.

La commission est saisie de réclamations contre des vaccinations polyvalentes dans la région de Gap; des cas de mort se sont produits.

M. M. Rolland, r.p., M. Lécuyer et M. Guyonnet sont désignés pour aller sur place faire une enquête.

Aliénés
(523-39)

M. Gadaud fait un rapport non sur le 55-1939, mais sur le projet de loi, ad. par la Chambre, portant revision de la loi du 30 juin 1938 sur les aliénés. (523-1939)

M. Raymond Martin préférerait que le certificat initial soit signé par deux médecins au lieu d'un. Il y a des cas très délicats.

M. Gadaud répond que dans un établissement public, il y a le 2^e certificat, celui du médecin de l'établissement.

M. R. Martin répond que le malade n'en a pas moins été expédié vers l'établissement et qu'il en reste toujours quelque chose.

M. Jais-Lambert, comme conseiller général, est effrayé de l'augmentation des dépenses des asiles d'aliénés. Le projet est destiné à accroître très sensiblement les charges des asiles.

En ce qui concerne la sortie d'essai, elle sera effectuée, dit M. Gadaud, sans que la responsabilité de l'asile soit engagée. Ceci donne satisfaction.

à M. Join-Lambert.

M. Sellier fait au projet en grief exactement semblable : Il ne donne qu'un coup de chapeau à la prophylaxie. La loi de 1938 est une loi de police et non une loi médicale.

M. Gadaut expose que le service ouvert ne sera pas nécessairement dans les locaux de l'asile. Il suffira qu'il soit desservi par les médecins de banlieue. Le service ouvert fera de la cure, mais la grande majorité des maladies mentales échappe à la thérapeutique. Ce qu'on pourra faire, c'est combattre les causes de l'aliénation mentale.

M. Clamannus trouve le projet insuffisant.

M. Gadaut répond à M. Clamannus.

M. Join-Lambert demande qu'un certain délai soit accordé aux départements pour organiser les nouveaux services.

M. Sellier ne propose pas d'amendement pour ne pas retarder le vote de la loi. Mais il est d'avis que les dépenses des aliénés devraient être financées comme les autres dépenses d'assistance. Le rapport de M. Gadaut est adopté.

II. Renvoyé, les ministères n'ayant pas encore envoyé de réponse.

III. Le renvoi est demandé par certains membres, en raison du petit nombre des présents. (Renvoi prononcé).

IV. M. Verion discute le coût de la réforme. M. Gros, rapporteur, déclare que les chiffres de la Commission des finances sont inexacts.

M. Gros fournit de nouveaux chiffres. Il se réserve d'ailleurs de revenir ultérieurement sur ce point. La proposition ne coûtera rien à l'Etat.

M. Néron se défend d'être hostile à la proposition, mais la plupart des commissaires étant partis, il demande le renvoi.

M. Gros signale l'urgence du vote de la réforme, cependant il se rend aux raisons de son collègue et accepte le renvoi.

M. Néron dépose un vœu que lui a signalé M. Victor Constant, tendant à examiner ~~l'examen~~ la question des membres mobilisés des familles nombreuses.

M. Rolland répond que cela équivaudrait à démobiliser 200000 hommes.

La commission ne donne pas suite.

Séance levée à 16 heures.

A QUATORZE HEURES 30

SALLE LEON BOURGEOISORDRE DU JOUR :

- I - Désignation d'un Rapporteur :
Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier le paragraphe 4 de l'art. 25 de la loi du 15 Février 1902, relative à la protection de la santé publique, modifiée par les lois subséquentes (désignation des Membres de droit du Conseil Supérieur d'Hygiène publique de France) (N°559-1939)
- II - Compte-rendu des Travaux de la Sous-Commission chargée d'étudier la question de l'évacuation des enfants des écoles.
- Mr. SELLIER -
- III - Proposition de loi de M. Henri SELLIER relative à la répression du charlatanisme médical et pharmaceutique .(420-1937)
(Mr. Henri SELLIER , Rapporteur)
- IV - Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'ajustement des rentes des victimes ou ayants-droit des victimes d'accidents du travail sur la base d'un salaire annuel de 12.000 francs. (N° 463 - 1939) Mr. Louis GROS, Rapporteur
- V - Analyse du Rapport ministériel sur la vaccination antidiphthérique. (Mr. LECULIER,)

En raison de la convocation concomitante de nombreux groupes, la séance n'ouvre qu'à 15^h 30, sous la présidence de M. Evén.

Présents : M. H. Sellier, Jean Lambert, Lucile Vincent, Clamamus, Urban, Gadaud, Leopold Robert, Victor Constant, Le Gorgeu, Raymond Martin, Leguet, Gilbert, Gaillemin, Néron, Lissar,

I^o M. H. Sellier est désigné. —

II Après deux mois de correspondance, M. Sellier n'a pu encore recevoir les renseignements utiles. Le ministère de l'éducation nationale a envoyé quelques documents sans intérêt, celui de la santé publique se déclare incompétent, celui de l'intérieur n'a même pas répondu.

Les enfants sont en général rentés. Il faudrait

savoir si des dispositions sont prises pour de nouvelles évacuations éventuelles. Il semble qu'il y ait carence d'une doctrine au gouvernement.

M. Sellier réunira sa 3^e commission la semaine prochaine.

M. Clamamus demande que la commission envoie une délégation dans les régions d'évacuation.

M. V. Constant appuie cette suggestion.

M. le président rappelle qu'une sous-commission a été nommée le 25 octobre. MM. Clamamus et V. Constant pourraient lui être adjoins.

M. Gadand demande s'il s'agit de toutes les évacuations.

M. Evén, président, propose d'adopter adjoindre M. Gilbert à la 3^e commission.

M. Joris Lambert demande que les représentants des évacués ne soit pas seulement ceux de la Seine, et que les représentants de la 3^e commission représentent aussi des populations réceptrices.

M. L. Robert déplore que le système des départements de refuge soit abandonné. Ainsi, les autorités ne pourront prendre langue d'avance avec les représentants de leurs hôtes futurs. La sous-commission doit s'intéresser à l'ensemble de l'œuvre. Il faut en finir avec le désordre.

La commission décide que la sous-commission doit s'occuper de tout le problème des évacués, dit M. le président.

M. H. Sellier n'est pas de cet avis. L'évacuation des populations de l'Est est réglée. Protestations.

M. le président dit qu'avec l'aide de MM.

Gilbert, Loubert et Clamann, le sous-Commission règlera d'abord la question des évacués et la Seine et s'occupera ensuite des autres (adopté).

S/S. Commission
des Evacués

M. Gaillémmain demande à être adjoint à la sous-Commission (adopté).

M. Gaillémmain pose la question des médecins mobilisés donnant leurs soins aux civils. Ils devraient pouvoir demander le remboursement de leurs frais personnels de locomotion.

M. Gardaud dit que si on impose la gratuité, on abusera des médecins mobilisés. Il faudrait que le versement des familles tombe dans une caisse commune nationale. Mais le médecin mobilisé doit être autorisé à faire de la clientèle.

M. Toin-Lambert expose que le ministère S.P. vient de rendre obligatoires des vaccinations diverses. Le ministère suggère d'utiliser les médecins mobilisés, sous condition du remboursement des frais.

M. Gardaud. Cette médecine collective est facile, mais il reste la question de la médecine individuelle.

M. Gaillémmain a demandé simplement que le client (individu ou collectivité) paie les frais de déplacement au médecin. Il ne s'agit pas de faire concurrence aux médecins civils, quand il en reste.

Le Président dit que d'abord l'A.M.G. doit payer.

M. L. Robert redoute qu'on se heurte à l'esprit particulariste des médecins démobiliés, qui

ne voudront pas de concurrence.

M. Clamannus dit qu'un médecin auxiliaire (adjudant) permissionnaire n'a pas le droit d'exercer, même s'il est docteur.

M. F. Leguet dit que c'est parce qu'il n'a pas voulu faire le nécessaire.

M. Rd Martin dit que les sages-femmes devraient pouvoir faire les séances de vaccinations antivarioliques.

M. Gadand dit que cela se fait.

M. le président ajoute que les infirmières-visiteuses l'ont fait récemment, en pratique, dans les Côtes du Nord. Il ne s'agit que de la vaccination antivariolique.

M. Gaillennin rédige son texte.
(V. p. loin.)

II

17.

M. Sellier demande si son texte, envoyé en épreuve, soulève des observations.

M. Vincent se réserve de déposer des amendements.

On distribuera le rapport lorsque la commission aura examiné ses conclusions. (adopté.)

Renvoi à la prochaine séance.

I

M. Gaillennin dépose un texte (v. p. haut.) dont M. le président donne lecture.

M. Gadand demande que l'autorisation soit généralisée pour les médecins militaires de soigner les civils.

M. Millès-Lacroix n'est pas de cet avis. Il n'est pas possible d'autoriser les médecins mi-

litaires à exercer quand la pop. civile a encore ses médecins habituels.

M. Join-Lambert s'oppose aussi au vœu. Il propose certaines modifications de détail.

M. le président propose une nouvelle formule.

M. Gaillemin dit qu'il ne vise que la zone des armées.

M. Gadaud préférerait qu'on fasse une démarche, mais ne veut pas que l'on vote un vœu.

M. L. Robert est de cet avis.

M. Rod Martin n'est pas d'avis que le médecin militaire soit gratuit, car il serait de 'borda', au détriment des autres.

M. Evén demande à M. Gaillemin de le saisir de son intention, et le président signalera à l'administration le désir de M. Gaillemin. M. Gadaud dit que l'autorité militaire met trop d'hésitation à permettre à ces médecins de s'occuper.

M. Gaillemin accepte la proposition du président

M. Gilbert avait signalé certains incidents. Une enquête étant en cours, il n'insiste pas.

IV.

M. Gros expose les grandes lignes de la proposition qu'il rapporte. Il fournit les chiffres de la dépense et indique la façon dont il y sera pourvu.

M. Léopold Robert s'étonne de ce que la loi ne s'applique pas à la culture.

M. Gros répond que cela tient à l'hostilité de certains membres de la commission de l'agriculture.

M. Robert insistant, M. Gros répond que la loi de 1898 refondue l'année dernière ne s'applique pas à l'agriculture.

M. Joris-Lambert demande ce que coûterait
l'extension de l'agriculture. M. Gros s'engueule.

M. Clamamus voudrait de nouvelles précisions
en vue de l'examen en commission des finances.

M. Gros explique que le ministère du travail
a commis de grosses erreurs dans ses calculs. Il
expose la manière dont il a établi les siens.

Séance renvoyée à quinze ^{à 16^h 30}, avec ordre
du jour : 1^o rapport Gros sur les rentes du travail
2^o communication Lénier vaccination antidipté-
rique. 3^o charlatanisme médical. 4^o communication
de M. Vincent sur la réglementation civile dans la pharmacie.
Séance levée à 17 heures.

la COMMISSION DE L'HYGIENE est convoquée
pour se constituer le

MERCREDI 24 JANVIER 1940

à SEIZE HEURES 30

SALLE LEON BOURGEOIS

(Formation de 1940.)

Hygiène, Assistance, Assurance et Prévoyance sociales.
(36 membres.)

MM.	MM.
CHASSAING.	LE GORGEU.
CLAMAMUS.	FIRMIN LEGUET.
VICTOR CONSTANT.	LISSAR.
René CONVERSET.	LOUBAT.
DARAIGNEZ.	MAROSELLI.
Maurice DORMANN.	Raymond MARTIN.
EVEN.	Henri MAUPOIL.
FRANÇOIS-SAINT-MAUR.	Eugène MILLIÈS-LACROIX.
François du FRÉTAY.	MIROUEL.
GADAUD.	Louis MOURIER.
GAILLEMIN.	Edouard NÉRON.
GILBERT.	NEYRET.
Justin GODART.	Léopold ROBERT.
Louis GROS.	Camille ROLLAND.
GUYONNET.	Henri SELLIER.
JOIN-LAMBERT.	SIREYJOL.
LAVERGNE.	URBAN.
LÉCULIER.	Emile VINCENT.

Présidence de M. Lavergne, d'âge.
M. Neyret est désigné comme secrétaire d'âge.

Présents : M. Lavergne, Neyret, Mourier,
Léculier, Converset, Néron, Vincent, Clamamus,
Sellier, Even, Rolland, Maroselli, Gros,
Guyonnet.

Reélection
du bureau

Sur la proposition du président d'âge, le
bureau est réélu par acclamation.

M. Even, président, prend place au bureau.
Il salue la venue de M. M. Mourier et du
Frétay dans la commission.

Mission
de M. M. Rolland
et Guyonnet

La commission aura cette année un gros travail de collaboration avec le gouvernement. Celui-ci a bien voulu charger de mission M. M. Rolland et Guyonnet sur quelques cas de décès survenus à la suite de vaccinations ~~antitypophagiques~~ polyvalentes.

M. Even, président, passe en revue les questions à l'ordre du jour.

Vaccinations
anti-diphtérique.

La commission règle son ordre du jour.

M. Leclercq donne la primeur de ses conclusions sur l'analyse du rapport ministériel sur la vaccination anti-diphtérique, pour permettre une démarche ^{urgente} auprès du ministre de la santé publique. La question reviendra à huitaine. Après un échange de vues entre MM. Leclercq, Sellier, Godart, le principe des conclusions de M. Leclercq est adopté.

Séance levée à 17 heures.

RAJ

LA SOUS-COMMISSION relative aux évacués se réunira le:

MARDI 30 JANVIER 1940

A QUATORZE HEURES 15

SALLE LEON BOURGEOIS

MEMBRES DE LA SOUS-COMMISSION : M. CLAMAMUS, Victor CONSTANT, Maurice DORMANN, GAILLEMAIN, GILBERT, Justin GODART, GUYONNET, LE GORGEU, Raymond MARTIN, Eugène MILLIES-LACROIX, Henri SELLIER, URBAN.

Présents : MM. Clamamus, Constant, Gilbert, Martin, Sellier.

MERCREDI 31 JANVIER 1940

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Désignation d'un rapporteur, en remplacement de M. NEYRET, pour la proposition de loi de M. Henri SELIER et plusieurs de ses collègues relative à la répartition des services d'hygiène de la Ville de Paris et du département de la Seine entre la Préfecture de la Seine et la Préfecture de Police(n°425-1937).
- II - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'ajustement des rentes, des victimes ou ayants droit des victimes d'accidents du travail sur la base d'un salaire annuel de 12.000 francs. (N°463 - 1939)
M. LOUIS GROS, rapporteur
- III- Analyse du Rapport ministériel sur la vaccination antidiphthérique. (M. LECULIER).
- IV - Proposition de loi de M. Henri SELIER relative à la répression du charlatanisme médical et pharmaceutique. (420- 1937)
M. HENRI SELIER, Rapporteur
- V - Communication sur la réquisition civile dans la pharmacie
(M. Emile VINCENT).

Présidence de M. Even.

Présents : M.M. Gilbert, L. Robert, Lavergne, Clamannus, Sellier, J. Godart, Gros, Le Jorger, Guyonnet, Urban, R. Martin, V. Constant, E. Vincent, Rolland, Gadand,

M. le président donne lecture d'une lettre relative à la question des médecins mobilisés, posée par M. Gaillemin, lettre émanant du Service de Santé au M. de la guerre. Cette lettre sera renvoyée à M. Gaillemin.

D'autres documents sont remis à M. Gros, rapporteur du projet 463-1939 (à l'ordre du jour de la séance.)

M. Léopold Robert parle des réclamations des médecins mobilisés en 1914-1918, qui, n'ayant pas fait de périodes, sont désavantagés au point de vue de l'avancement. Il remettra une note au président.

I

M. Sellier est désigné, d'accord avec M. Neyret, qui lui cède son rapport.

II.

M. Gros expose les grandes lignes de son rapport.

M. Rd Martin demande si la diminution de capacité de travail est bien grande chez les mutilés de 10%. (Ex. perte d'index, = 16%). Il semble exagéré de majorer la rente dans ce cas. L'augmentation ne devrait guère jouer qu'à partir de 15%.

M. Urban, souffrant, demande l'ajournement en ce qui touche les départements recouverts.

G. V. Constant estime que les mutilés de moins de 15% devraient être rééduqués.

M. R. Martin cite un mécanicien qui s'est réadapté tout seul après perte des 3 doigts du milieu.

M. Gros répond que l'argument devrait être opposé à la loi de base elle-même. Il ne s'agit que d'un projet de loi d'ajustement et non d'une loi de fond. Les mutilés actuels sont augmentés : les mutilés anciens ne le seraient pas ?

Exclure certaines catégories du droit à majoration, dit M. Clamamus, ce serait, sous les indirectement la loi.

M. Le Gorgeu comprend que pour tous les assujettis, on va considérer tous les ouvriers victimes d'accident comme gagnant 12000. Il regrette qu'on ait incorporé des mutilés de 10 à 20.

En effet, ces petits mutilés anciens n'ont plus d'incapacité de travail. C'est de l'argent qui va être demandé aux patrons d'aujourd'hui pour couvrir le risque des patrons d'autrefois.

M. Gros le reconnaît.

M. Sellier demande ce que deviendront ceux qui ont racheté leur rente. M. Gros répond que tout est réglé pour eux.

M. Sellier est de l'avis de M. Le Gorgeu. On n'aurait pas dû inclure les 10 à 20%. Mais on ne peut retourner devant la Chambre.

On passe à l'examen des articles :

Article 1^{er}. M. Le Gorgeu demande pourquoi les calculs ont été faits sur le taux le plus élevé. Lorsque les catégories englobent des mutilés de tel à tel pourcentage.

M. Gros répond par la lecture d'un avis de M. le ministre des finances. (Cette lettre figurera au rapport.)

M. Chammus remarque que depuis cette lettre, la majoration a été ramenée de 11% à 5%.

En ce qui touche les ouvriers agricoles, ils ont toujours bénéficié des majorations. La loi de 1930 qui accorde ces majorations aux agriculteurs doit être maintenue dans le texte de l'article 1^{er}.

M. L. Robert constate que pour les "avant-loi" mutilés agricoles d'avant 1898, le fonds de majoration ne pourra jouer et c'est l'Etat qui devra payer la majoration.

M. Gros répond que ce sera le fonds de majoration qui paiera. Cette catégorie d'ailleurs est peu nombreuse.

M. Guyonnet demande si les primes dans l'agriculture

ture vont monter beaucoup.

Réponse négative; les taxes ayant été abaissées le 31/12 39 (p. 14324 du 7.0.) à 5% pour les agriculteurs, le relèvement sera peu sensible.

Alors, pourquoi la commission de l'agriculture n'est-elle pas favorable?

R. Elle ne s'est pas prononcée sur le projet. C'est à la refonte de la loi de base qu'elle est hostile.

M. Clamannus pose une question relative aux ayants droit des cheminots.

M. Gros examinera cette question.

M. Le Gorgeu s'étonne encore qu'on ait fait les calculs sur les chiffres les plus élevés et non sur les chiffres moyens.

M. Gros répond que les chiffres des finances ne seront pas atteints.

M. Sellier est d'avis que les chiffres n'ayant qu'une valeur indicative, on peut voter sans inconvénient l'article 1^{er}.

M. le président demande que l'on signale dans le rapport que des observations ont été faites pour les rentes de 10 à 19% (rentes rachetables.)

M. Le Gorgeu donne le texte de la formule nécessaire.

Il signale une contradiction entre les articles 1^{er} bis et 2. (plafond de 12000.)

L'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.

La suite de la discussion est renvoyée à une prochaine séance.

III.

M. le président donne lecture des conclusions du rapport de M. Léculier.

M. Guyonnet signale qu'actuellement les médecins praticiens sont débordés ^{dans certaines régions}. Comment pourront-ils réaliser la vaccination antidiphtérique.

M. Selhier répond que le ministère pourrait décider que dans certaines régions l'obligation de la vaccination antidiphtérique serait suspendue, pendant la guerre, lorsque les conditions de la vaccination normale ne pourraient être réalisées. (adhésion)

M. R. Martin dit que dans certaines régions la diphtérie est fréquente : le ministre devra apprécier.

Prochaine séance à quinzaine.

Rth

La Sous-Commission des évacués s'est réunie le 6 février. Elle n'a pu délibérer faute de quorum.

LA SOUS-COMMISSION DES EVACUES se réunira le :

MERCREDI 14 FEVRIER 1940

A SEIZE HEURES

SALLE LEON BOURGEOIS

LA COMMISSION DE L'HYGIENE, DE L'ASSISTANCE, DE L'ASSURANCE
ET DE LA PREVOYANCE SOCIALES se réunira le :

MERCREDI 14 FEVRIER 1940

A SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Désignation de Rapporteurs :
 - a) proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la revision de la loi du 14 Juillet 1905 sur l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables. (N° 15 - 1940).
 - b) Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à instituer un "livret de santé" (N° 39 - 1939) (en remplacement de Monsieur LE GORGEU)
- II - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'ajustement des rentes, des victimes ou ayants droit, des victimes d'accidents du travail sur la base d'un salaire annuel de 12.000 frs. (N° 463 - 1939) - Suite de la discussion du Rapport de M. LOUIS GROS
- III - Proposition de loi de M. Henri SELLIER relative à la répression du charlatanisme médical et pharmaceutique. (420- 1937) Suite de la discussion du Rapport de M. HENRI SELLIER
- IV - Communication sur la réquisition civile dans la pharmacie (M. Emile VINCENT).
- V - (Eventuellement) Discussion des conclusions de la SOUS-COMMISSION des EVACUES. (M. Henri SELLIER)
- VI - Conclusions de l'enquête de la SOUS-COMMISSION sur la Vaccination par T.A.B. (M. ROLLAND).

Présidence de M. Even.

*Présents : M. M. Guyonnet, L. Robert, Lissar,
Clamamus, Sellier, Laverque, V. Constant,
R. Martin, Gilbert, Le gorgen, E. Vincent.
Chassaigne, Rolland, Urban, J. Godart*

M. Le Gorgeu félicite M. le président Even de sa promotion au grade d'officier de la Légion d'Honneur. Les membres de la commission se joignent à lui. M. Even remercie ses collègues.

M. le Président dépose la correspondance.

M. Chasseing demande que la Com. soit saisie ~~pour avoir~~ du rapport de M. Portmann devant la Com. des finances sur l'état du ^{Sec. de l'Intérieur} ~~Sec. de l'Intérieur~~ ^{et de l'Extérieur}.

M. Rolland déclare que la même question a été posée à la Com. de l'Armée.

M. Le Gorgeu s'étant étonné du fait que la Com. des finances fût saisie, il lui a été répondu que c'est parce que la Com. des finances est chargée de surveiller l'utilisation des crédits.

M. Selier voudrait que le bureau du Sénat fût saisi de l'incident.

M. E. Vincent rappelle qu'en 1914-1918, la Com. de l'Hygiène, à la Chambre, a fait toutes sortes de contrôles.

~~M. Rolland~~ ^{M. Rolland} propose, comme on a fait à la Com. de l'Armée, de désigner un collègue pour demander à M. Portmann communication de son rapport.

Le président propose de faire connaître à la Com. des finances que la Com. d'Hygiène du Sénat ^{a exprimé} le désir d'avoir comm. du rapport de M. Portmann. Une lettre serait envoyée au Président du Sénat pour le règlement de la question de la répartition des affaires, entre les commissions, par exemple en réunissant les présidents des commissions. (adopté.)

I M. Le Gorgeu demande que l'on renvoie au fond à la C^{on} la prop^{osition} sur les allocations militaires (adopté.)

II a) M. Le Gorgeu est désigné.

b) et 423, 1937 sont cédés par M. Le Gorgeu à M. Lavergne

III En l'absence de M. Gros, cette affaire est renvoyée.

III Charlatanisme médical. M. le président donne lecture d'une lettre du Ministre de la Santé publique, en date du 28 janvier 1940, qui présente des observations sur l'article 14 (publicité pharmaceutique dans la presse.) et sur l'article 4.

Il donne également lecture d'une lettre de M. Gibrie (Confédération des Syndicats médicaux.) demandant l'adoption du texte du rapporteur et s'opposant aux amendements de M. Vincent.

M. Sellier examine les amendements. A l'article 4, il accepte l'amendement de la Confédération.

M. Emile Vincent estime qu'il aurait mieux valu refondre complètement la loi sur l'exercice de la médecine, ou faire une loi spéciale sur le charlatanisme médical et la réglementation de la publicité. Il deviendra difficile de s'y reconnaître au milieu des articles anciens et des articles nouveaux.

M. Sellier répond que la loi de 1892 est insuffisante : il faut donc la compléter. Il a pensé à l'abrogation de la loi de 1892 et à faire une nouvelle codification de la profession médicale. Cela aurait abouti à remettre en discussion des points acquis et qui ne soulevèrent aucune protestation depuis 40 ans.

M. Vincent proteste contre l'introduction de la formule "charlatanisme médical" dans le titre d'une loi organisée de la médecine. Il demande l'abrogation de la loi de 1892.

Sur ce point, M. Sellier et M. Le Gorgeu se rangent à l'avis de M. Vincent. Ce dernier rappelle la nécessité de tenir compte des lois réglant l'exercice de la médecine par les étrangers. La commission se range à cette décision de refondre complètement la loi de 1892.

M. le président ^{met en discussion} ~~examine~~ les amendements dans le dernier texte fourni par M. Sellier en février 1940 et le texte n° 307.

Sur l'art. 1^{er} (art 6. de 1892) M. Vincent fait remarquer que ce texte se borne à ajouter les dentistes. M. Sellier ajoute qu'il vise en outre le diplôme d'Etat.

M. L. Robert demande la suppression des mots "en cas d'épidémie". M. Sellier répond que ces mots sont nécessaires.

M. Chassaigne remarque que les étudiants ou internes n'ont jamais demandé à profiter du droit d'exercer en cas d'épidémie sous leur propre responsabilité. Mais il ne demande pas de changement.

L'article 1^{er} est adopté.

Art. 2. Adopté

Art. 3. - Adopté

Art. 4 (16) La commission accepte l'exigence de la nationalité française, mais renvoie au rapporteur, pour rédaction sans ambigüité, (am^t Vincent ^{appuyé} par la Confédération.) le texte suivant

~~Article 16 du projet~~

Texte du Rapporteur.-

Remplacer l'article 16 de la loi du 30 Novembre 1892 sur l'exercice de la médecine par le texte ci-après :

" Art. 16.- Exerce illégalement la "médecine : (1)

"1^o- Toute personne, non munie d'un "diplôme d'Etat français de docteur "en médecine, officier de santé, "chirurgien-dentiste, sage-femme, "ou ne remplissant pas les conditions stipulées aux articles 6, 29, "32 de la présente loi."

Vincent
Amendement proposé.-

(1)

Intercaller après : "non munie d'un diplôme d'Etat français " la phrase : " et ne possédant pas la nationalité française."

et tout Français non marié

b)

Art 4(16). Amendement Vincent.

L'article 16 est voté fq. "présent loi." (voir plus haut.)

Après discussion, l'amendement Vincent n'est pas adopté.

Le texte (nouveau) du rapporteur, est adopté en ces termes :

1, prend part, habituellement ou par une direction suivie, au traitement des maladies ou des affections chirurgicales, ainsi qu'à la pratique de l'art dentaire ou des accouchements, sauf les cas d'urgence avérée;

am^t. Vincent
non adopté

qui, sans qu'il soit besoin de relever contre elle la circonstance d'habitude, prend part, même en présence d'un médecin, à l'établissement de diagnostics ou, en dehors de cas d'urgence avérée, au traitement des malades ou à des interventions chirurgicales, ou qui se livre, par acte personnel, consultations verbales ou écrites, correspondance, tracts, affiches ou toute autre publicité, à la pratique de l'art médical ou dentaire, ou à l'obstétrique.

Sont assimilés à un traitement les actes qui, dans un but d'hygiène ou d'esthétique, nécessitent l'utilisation de la petite chirurgie ou de l'électrothérapie.

texte
Sélin
ad.

Le traitement susvisé s'entend de tout acte répété tendant à la guérison ou à l'atténuation d'un état pathologique; il s'entend également de tout conseil répété, destiné dans le même but, soit verbalement soit par correspondance, soit par la voie de la presse, sous un nom véritable ou un pseudonyme, et sont assimilés à un traitement les actes qui dans un but d'hygiène ou d'esthétique nécessitent l'utilisation de la petite chirurgie ou de l'électrothérapie.

am^t. Vincent
non adopté.

La fin de l'art. 4, depuis "2^e" (texte du rapport n°307) est adoptée.

Suite de la discussion renvoyée à la prochaine séance.

Séance levée à 78^h 25.

MERCREDI 28 FEVRIER 1940

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Désignation de Rapporteur : proposition de résolution de M. André J.L. Breton tendant à inviter le Gouvernement à assurer la protection des familles nombreuses par l'adoption de mesures de rationnement général. (n° 27 - 1940)
- II - Conclusions de l'enquête de la SOUS COMMISSION sur la vaccination par T.A.B. (M. ROLLAND)
- III - Discussion des conclusions de la SOUS-COMMISSION des EVACUES (M. Henri SELLIER)
- IV - Communication sur la réquisition civile dans la pharmacie. (M. Emile VINCENT)
- V - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'ajustement des rentes des victimes ou ayants droit des victimes d'accidents du travail sur la base d'un salaire annuel de 12.000 frs. (n° 463 - 1939) - Suite de la discussion du Rapport de M. LOUIS GROS.
- VI - Proposition de loi de M. Henri SELLIER relative à la répression du charlatanisme médical et pharmaceutique (420 - 1937) Suite de la discussion du Rapport de M. HENRI SELLIER.

Présidence de M. Even.

Présents : M. M. Couverset, Join Lambert, du Fétay, Robert, Constant, Sellier, Gilbert, Vincent, Martin, François-Saint-Bauer, Leclercq, Dormann, Le Gorgeu, Chassaign, Lavergne, Guyonnet, Mironet, Lequet, Clamannus, Urban, Gadaud, M. d. Gros, Neyret,

M. le président fait part de la mort de M. Chauveau, ancien président de la commission.

Corresp^{ce} M. Rolland s'excuse de ne pouvoir assister à la séance.

avec M. Meck, Député

M. L'griest demande l'application aux départements rattachés de la loi 463-39 (n° V de l'ordre du jour.)

Le ministre de la Santé publique annonce qu'il préfère le texte de M. Sellier aux amendements de M. Vincent (charlatanisme médical, 420-1937.)

Le président de la commission des finances refuse l'amen-

revision du rapport Partmann. Le président du Sénat, saisi, estime que la Commission d'hygiène a le droit de faire des enquêtes comme la Commission des finances. M. Evén n'abandonnera pas la question.

La Commission de l'armée n'a pas encore répondu à la demande du projet sur les allocations. La présidence du Sénat interviendra.

Le ministre du travail donnera les lettres de mission que lui demandera M. le président de la Commission.

Le ministre de la guerre examinera la situation des médecins ayant fait l'autre guerre et n'ayant pas fait de périodes.

Le ministre du travail fait le service de son bulletin d'informations.

I.
Rationnement
(27.1940)

M. Guyonnet est désigné.

II.
Vaccination
T. A. B.

En l'absence de M. Rolland, M. Guyonnet expose les conclusions de l'enquête. Les deux missionnaires se sont rendus à Grenoble où ils ont été très bien reçus. A Uriage, le médecin-colonel Bergeret leur a fourni tous détails. Pour toute la France, il y a eu 1 décès sur 100000. Pour l'armée des Alpes, 1 sur 15.000. On aurait pu penser qu'on avait mal examiné les malades. Les 4 morts ont été autopsiés, 1 seul avait quelques lésions des foies et du rein. L'autopsie a montré des phénomènes de choc, vasodilatation généralisée, sans cause possible. On a décidé de vacciner désormais en deux fois. L'un des malades avait une appréhension totale de cette vaccination: l'homme avait ^{il}sidéré ses dépenses auparavant. Dans une formation, une trentaine d'hommes avaient été violemment secoués, mais sans gravité. Les enquêteurs ont conservé leur confiance dans la vaccination.

Dans cette conjoncture, on ne peut donner tort à personne.

Dans les ateliers de chargement d'ypérite, ^{a Pont de Clair} on a constaté que les hottes d'aspiration n'étaient pas toutes en place. Pour les gants et les vêtements, il a été constaté des efforts sérieux. Il serait souhaitable que les travailleurs soient douchés chaque jour. Les médecins ont mis au point un traitement qui va faire l'objet d'une communication aux sociétés savantes. Les médecins ont réalisé dans des locaux de fortune des installations remarquables, des formations sanitaires fort bien installées et prêtes à partir à plein. La visite des enquêteurs leur a fait certainement plaisir.

M. Raymond Martin a utilisé pendant la guerre la vaccination anti typhoïdique et n'a pas eu d'ennuis. Il rappelle un incident qui se produisit dans sa clientèle: deux frères furent piqués avec la même ampoule, et l'un d'eux mourut alors que l'autre n'avait pas réagi sérieusement. Il cite aussi le cas d'un soldat qui fut très effrayé, et à qui il ne fit qu'une demi-dose, et qui cependant fut très malade.

M. Guyonnet conclut qu'il faut prendre de grandes précautions, mais la méthode reste excellente.

M. Even a demandé l'autorisation de communiquer le rapport secret des militaires aux enquêteurs. Ce rapport est bien fait, il dit qu'il faut tenir le plus grand compte de l'état d'émotivité du patient. La Com du bal de Grâce a scindé la dose en deux fois: d'abord $\frac{1}{4}$ et 8 jours après $\frac{3}{4}$ de Gm. La commission avait été saisie d'une demande de vaccin par T.A.B.C. Elle n'a pas adopté ce vœu.

III Evacués.

M. Sellier annonce que le gouvernement a pris des mesures qui lui donnent satisfaction. Il n'y a plus qu'à continuer.

Il rappelle que c'est une erreur d'avoir confié l'évacuation aux services de l'enseignement. Ce service continue d'ailleurs à ne voir la question qu'avec ses propres lunettes.

Il a été décidé de ne pas évacuer la population adulte. Mais pour les enfants, il faut craindre les conséquences nerveuses des alertes.

Lors de la première évacuation, il y a eu de graves impréparations. Et il y a contre l'évacuation un préjugé moral. M. Chanteufs pense qu'il faut donner confiance aux municipalités : à Paris, les conseillers municipaux pourront rendre de grands services.

En septembre dernier, c'est la résidence à Paris qui a été la dominante pour fixer la direction d'hébergement. Or, 92% des enfants ont des parents en province. Il faut faire au maximum l'effort vers le placement familial. La collectivité ne devrait s'occuper que des 8% restants. Quant aux hébergements, dans chaque département il y a un inspecteur de l'assistance publique, et dans 36 départements, il y a des agences de l'A. P. de la Seine, qui a eu jusqu'à 52000 enfants placés. Mais la plupart de ces inspecteurs sont aux armées. On demandera pour eux un congé d'un mois pour préparer les placements.

Enfin, il faudra exiger des fonctionnaires qu'ils se considèrent comme responsable, sous peine de se voir remplacés dans leur service.

M. le président a vu M. Chanteufs, qui émet le vœu qu'il s'établisse de l'entente, plutôt que de faire métier de procureur.

M. Victor Constant est aussi d'avis qu'il ne doit pas y avoir d'acrimonie entre les services. Il propose de désigner une délégation chargée de se rendre dans les départements d'accueil pour harmoniser et coordonner.

M. Chamaunus signale que la population s'inquiète ; elle croit à une évacuation obligatoire. Le questionnaire envoyé aux maires est trop complexe.

M. Even dit qu'il ne reste que 12 départements d'accueil pour les enfants.

M. François Saint-Blanc est d'avis comme M. Sellier que les évacuations doivent se faire par le moyen des familles. Les villages accueilleront des enfants connus, mais pas les autres. Quant aux enfants sans correspondants en province, on pourra les confier aux œuvres ou aux administrations. Chaque enfant devrait avoir son feuillet de notation.

M. Justin Godart remarque que cette discussion se vite que la région parisienne. Mais il y a d'autres villes : le vœu devrait être très général.

M. Victor Constant approuve.

M. Chammassus se préoccupe du point de vue financier. Les familles d'accueil devront recevoir une rémunération normale.

M. Guyonnet demande qu'on tienne compte des observations des maires, sans imposer un barème.

M. L. Robert regrette que les départements (soient réduits à 12. Cela gêne le placement familial.

M. Even rappelle qu'il faut préparer l'évacuation des enfants de Paris, mais aussi l'évacuation de 2 millions de Belges et des populations du nord, peut-être 2 millions aussi.

M. François. Saint-Maur voudrait que les familles aient le choix d'envoyer les enfants chez des parents, en dehors des 12 départements.

M. Sellier remarque que certains départements seront saturés par les évacuations volontaires. Il faut d'abord faire les enquêtes statistiques.

Il y aura 200 à 240 000 enfants à évacuer. 190.000 s'évacueront d'eux-mêmes, par les familles.

A Lyon, on avait fait une organisation d'évacuation modèle. Mais il faut dire que même les villages peuvent être menacés.

Le président propose que la sous-commission désigne ses commissaires.

Le vœu de M. Constant est adopté, et la sous-commission choisira ses délégués.

M. Constant estime qu'il faut d'abord prendre langue avec les préfets.

La sous-commission rendra compte de la décision de la commission avec M. Chautemps.

M. Sellier ira faire, après entente avec M. Chautemps, un sondage.

Dans un mois, la S^e commission apportera ses conclusions.

M. Vincent demande que sa communication soit renvoyée à une autre séance.

IV.
Pharmacies.
Requisition.

V.
Rentés du
Travail
463-39.

M. Louis Gros rappelle que l'article 1^{er} est adopté. On a pensé que les mutilés de 10 à 19 % ne profitent pas de la loi. M. Gros a rédigé sur ce point un paragraphe du rapport, dont il donne lecture.

Art 1^{er} bis. Cet article aurait dû venir après l'article 2.

M. Le Gorgeu constate que l'article 2 détruit l'article 1^{er} bis. M. Gros voudrait éviter le retour à la Chambre. Il propose de consulter le secrétariat général de la Présidence.

M. Jois-Lambert estime que ce n'est pas à la présidence d'interpréter les textes.

M. Gros n'a parlé que de consulter en son propre nom.

M. Dormann appuie M. Jois-Lambert.

La commission décide que l'art. 1^{er} bis sera placé après l'article 2.

Art. 2. Les mots "en aucun cas" sont supprimés. L'article ainsi modifié est adopté.

L'article 3 est adopté.

Sur les départements recouvrés, M. Gros et M. Urban échangent des observations et constatent qu'ils sont d'accord. M. Urban donne lecture d'un rapport les corporations industrielles d'Alsace et de Lorraine.

L'article 4, ~~est adopté~~, ~~est adopté~~, ~~est adopté~~, est d'ajournement. La proposition figurée (voir à la correspondance)

Mr Le Gorgeu et M. Join Lambert pensent qu'on n'aurait pas dû accepter d'introduire les mutilés de 10 à 20%. M. Gros accepte de noter ce point dans son rapport.

Séance levée à 18 h. 25.

Prochaine séance à quinzaine.